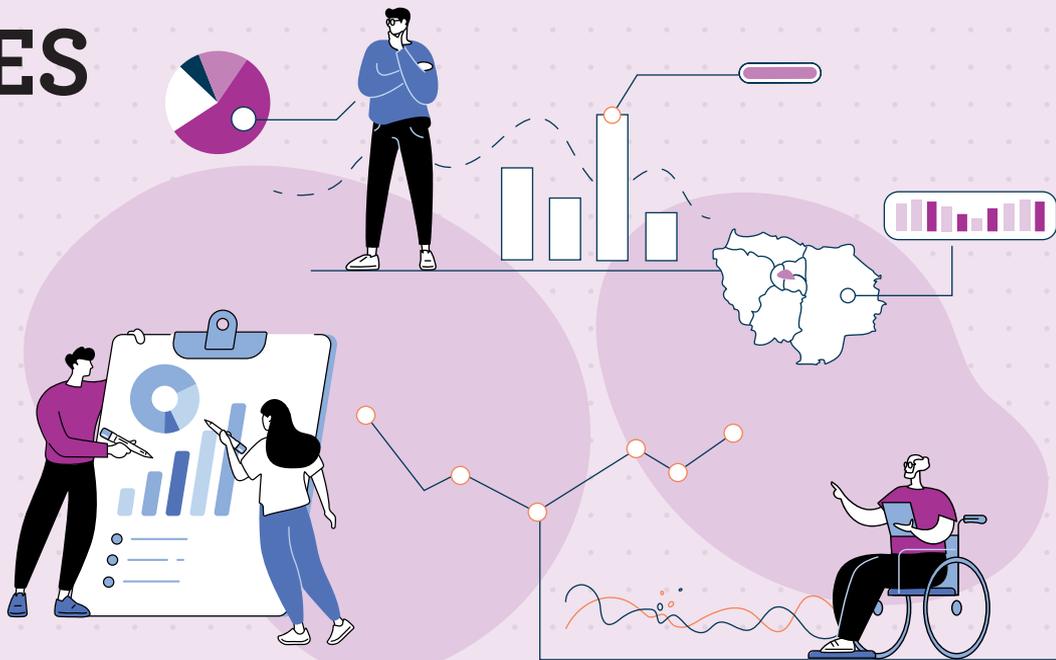


# CHIFFRES CLÉS

ÉDITION

# 2025

- POPULATION ET EMPLOI
- POLITIQUE DU TRAVAIL
- MARCHÉ DU TRAVAIL
- POLITIQUES DE L'EMPLOI ET DE LA COHÉSION SOCIALE
- ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## DRIEETS

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Économie,  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

# Éditorial

## L'Île-de-France, une région au cœur des grands enjeux économiques en 2024, avec l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de Paris 2024

Première région économique française et l'une des premières au niveau européen, l'Île-de-France se caractérise par son dynamisme et sa capacité d'innovation. Sa population est dans l'ensemble plus jeune, plus féminine et également plus active que celle des autres régions. Sa main d'œuvre en moyenne plus qualifiée, son PIB par habitant (63 256 euros) et son niveau de vie médian (25 210 euros) en font la région la plus riche de France. Pour autant, les disparités sont importantes. Ainsi plusieurs parties de son territoire affichent des taux de pauvreté supérieurs à 20 %, et les écarts de rémunération sont bien plus grands qu'au niveau national.

C'est sur ce territoire de 12 000 km<sup>2</sup> – l'une des plus petites régions françaises, représentant 2 % du territoire – accueillant près de 19 % de la population française métropolitaine, que se sont déroulées l'essentiel des épreuves des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

L'organisation d'un tel évènement aura naturellement des conséquences sur l'activité économique francilienne (notamment via les emplois mobilisés dans les secteurs du tourisme, de la sécurité privée, du transport et de la logistique, de l'évènementiel...), qu'il conviendra d'évaluer au fur et à mesure de la disponibilité des données.

### L'inflation résorbée en 2024

Après deux années marquées par une forte inflation (supérieure à 5 %), liée à la sortie de la crise sanitaire puis à la guerre en Ukraine et aux tensions internationales, l'année 2024 marque le retour à une évolution modérée des prix (2 %). Pour autant, les tensions internationales demeurent, et ont eu un impact sur la croissance économique européenne et française (progression de 1,1 % du PIB en 2024, comme en 2023). L'organisation des jeux olympiques a toutefois permis à l'économie francilienne de compenser en partie cette faible croissance de l'activité économique.

Dans ce contexte, l'Île-de-France a enregistré une progression de l'emploi (+1 %) légèrement supérieure à ce qui est observé sur l'ensemble du territoire métropolitain (0,9 %), avec notamment un

dynamisme relatif de l'emploi salarié dans le secteur industriel (+1,8 %) et dans les services marchands (+1,1 %). L'emploi dans le commerce et la construction s'est toutefois contracté.

Si le taux de chômage en Île-de-France demeure inférieur à celui observé sur le territoire métropolitain (7 % contre 7,1 % au quatrième trimestre 2024), il est en légère augmentation depuis le point bas enregistré au premier trimestre 2023 (6,7 %).

L'Île-de-France a également connu une progression significative du nombre de demandeurs d'emplois inscrits à France Travail (anciennement Pôle emploi), et a vu le nombre de défaillances d'entreprises progresser significativement par rapport à 2023.

Les services de la DRIEETS restent mobilisés pour accompagner les acteurs socio-économiques dans un contexte international toujours incertain en 2025, notamment s'agissant du commerce international et des tarifs douaniers. Cette année sera également marquée par la poursuite de la mise en œuvre des mesures de la loi pour le plein emploi, avec l'inscription automatique à France Travail des bénéficiaires du RSA ou des jeunes suivis en missions locales, et la création de comités pour l'emploi à l'échelle régionale, départementale et locale.

Le panorama que dresse cette édition 2025 des chiffres clés sur les questions de l'emploi, du travail, de la concurrence et de la cohésion sociale permet de mieux comprendre, de construire et d'accompagner la mise en œuvre des politiques publiques au plus près des spécificités franciliennes.

**Marc Rohfritsch,**

Directeur régional et interdépartemental par intérim

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

# Sommaire

<b>Population et emploi</b>	<b>6</b>
Vue d'ensemble.....	7
La population.....	8
Les communes comptant des quartiers prioritaires de la politique de la ville en 2024.....	17
Pourcentage de la population municipale résidant en QPV.....	18
La pauvreté monétaire.....	19
L'emploi total.....	21
L'emploi salarié.....	24
Les Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE).....	27
Les mouvements de main-d'œuvre.....	30
Les déclarations préalables à l'embauche.....	32
Les ruptures conventionnelles.....	36
Les travailleurs handicapés.....	37
L'intérim.....	41
<b>Politique du travail</b>	<b>46</b>
Vue d'ensemble.....	47
Les élections professionnelles.....	48
L'audience patronale.....	49
La négociation collective.....	50
Les licenciements de salariés protégés.....	55
Les salaires du secteur privé en 2022.....	56
Les expositions professionnelles.....	58
Les contraintes organisationnelles.....	60
Les maladies professionnelles en 2023.....	62
Les accidents du travail.....	63
La médecine du travail.....	66

**Marché du travail 68**

Vue d'ensemble.....	69
Le taux de chômage.....	70
Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail.....	72
Les caractéristiques des demandeurs d'emploi.....	79
Les inscriptions et les sorties des demandeurs d'emploi.....	86
Les offres d'emploi de France Travail.....	88

**Politiques de l'emploi et de la cohésion sociale 92**

Vue d'ensemble.....	93
Les dispositifs de politique d'emploi.....	94
Les emplois francs.....	95
Les emplois aidés.....	98
L'alternance.....	100
La formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi.....	104
Diplômes et titres professionnels.....	112
Les missions locales.....	118
L'Insertion par l'Activité Économique (IAE).....	119
Les entreprises adaptées.....	122
L'activité partielle.....	123
Minima sociaux et prime d'activité.....	126
La protection des personnes vulnérables.....	127

<b>Activité économique</b>	<b>128</b>
Vue d'ensemble.....	129
Le Produit Intérieur Brut (PIB) .....	130
Les entreprises du secteur privé.....	132
Les établissements du secteur privé .....	135
L'emploi salarié privé .....	138
Établissements et salariés des comités locaux pour l'emploi .....	143
L'analyse fonctionnelle des emplois en 2021 .....	144
L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) .....	146
La démographie des entreprises.....	148
Les Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE).....	151
Les Ruptures Conventionnelles Collectives (RCC) .....	152
Les emplois menacés (PSE et RCC) .....	153
Les conventions de revitalisation.....	155
Concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie .....	156
Les territoires d'industrie .....	157
Le commerce extérieur.....	158
Les indépendants (au lieu de travail, 2021).....	160
Sigles et acronymes.....	161
Abonnez-vous aux publications de la DRIEETS d'Île-de-France .....	164

### Avertissement

Certaines données de ce document sont corrigées des variations saisonnières (CVS), ce qui permet d'éliminer l'effet des fluctuations périodiques infra-annuelles dues au calendrier et aux saisons.

Les indicateurs rassemblés dans cette publication ont été élaborés à partir de bases de données variées provenant de diverses sources. Ils peuvent concerner des périmètres différents selon les thématiques abordées. Le lecteur est invité à bien prendre connaissance du champ géographique, des sources de données et de leurs millésimes figurant sous chaque illustration et dans les commentaires associés.

En raison des arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être strictement égale à 100 %. De légers écarts peuvent également apparaître entre les totaux affichés et la somme des valeurs détaillées. Ces différences sont inhérentes aux méthodes de traitement statistique.

### Guide couleur des hyperliens vers pages externes

---



▶ Flèche bleu ciel :  
vers tout site autre que la DRIEETS



▶ Flèche dans la couleur du chapitre :  
vers pages de la DRIEETS

# POPULATION ET EMPLOI

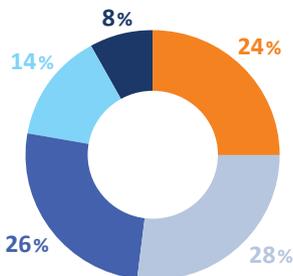


Ce chapitre analyse **les dynamiques démographiques et de l'emploi en Île-de-France**, région la plus peuplée de France avec 12,45 millions d'habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Il met en lumière **une activité professionnelle soutenue** mais contrastée, marquée par d'importants mouvements de main-d'œuvre et de fortes disparités sectorielles et territoriales. Si cette dynamique traduit une capacité de rebond après la crise sanitaire, les indicateurs révèlent aussi **des défis sociaux persistants : pauvreté monétaire, insertion des travailleurs handicapés et inégalités entre territoires**. L'analyse s'articule autour de trois axes principaux : la population et ses caractéristiques, les tendances de l'emploi et les enjeux sociaux.

# 12,45 millions d'habitants en Île-de-France au 1<sup>er</sup> janvier 2025

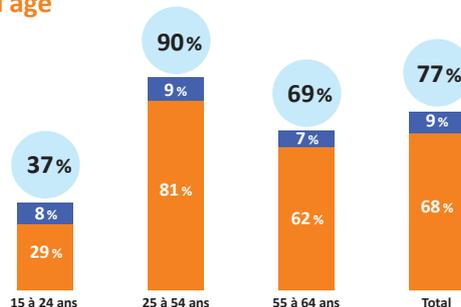
## Répartition de la population par âge en Île-de-France au 1<sup>er</sup> janvier 2025

- 0 à 19 ans
- 20 à 39 ans
- 40 à 59 ans
- 60 à 74 ans
- 75 ans ou plus



## Taux d'activité en 2021 en Île-de-France, et décomposition selon le statut et l'âge

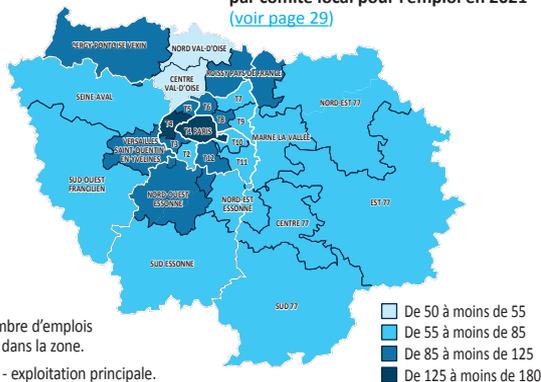
- Taux d'actifs occupés (taux d'emploi)
- Taux d'actifs inoccupés



## Localisation des emplois franciliens (6,87 millions) en 2023

Localité	Nombre d'emplois, en millions
Paris	2,19
Hauts-de-Seine	1,24
Seine-Saint-Denis	0,73
Val-de-Marne	0,60
Yvelines	0,59
Seine-et-Marne	0,56
Essonne	0,54
Val-d'Oise	0,46

Indicateur de concentration de l'emploi\* par comité local pour l'emploi en 2021 (voir page 29)



\* L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

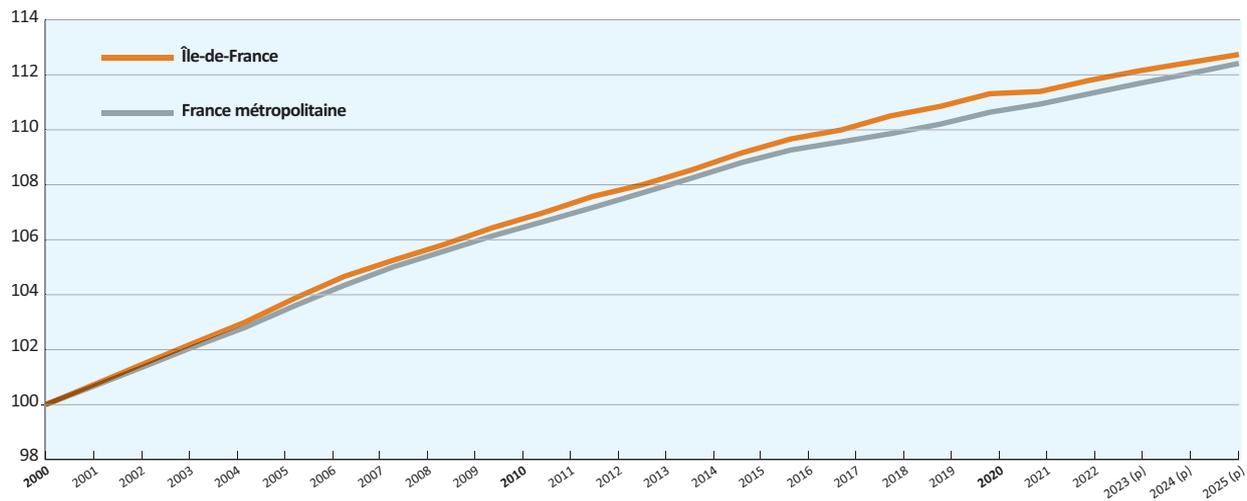
Source : Insee, Recensements de la Population RP 2021 - exploitation principale.

## Autres indicateurs clés

- **16,1 %** de ménages en situation de pauvreté monétaire en Île-de-France en 2021
- **118 262** intérimaires en Île-de-France fin décembre 2024
- Obligation d'emploi de travailleurs handicapés en Île-de-France en 2023
  - **28 159** entreprises assujetties
  - **3,2 %** de taux d'emploi direct en équivalent temps plein

## La population

Évolution de la population totale en Île-de-France et en France métropolitaine entre 2000 et 2025 (p)  
Base 100 en 2000



(p) : provisoire.

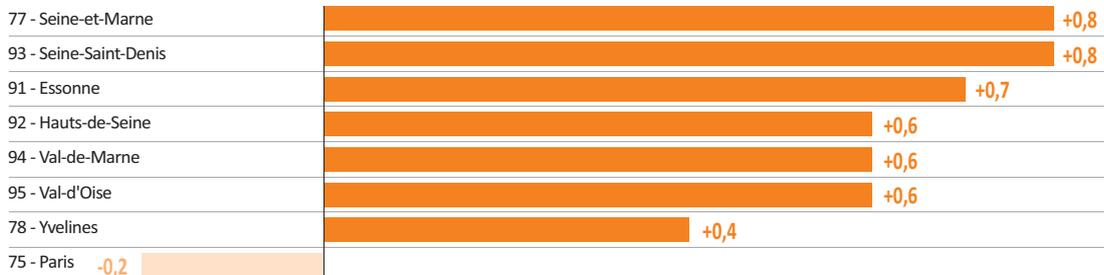
Source : Insee - Estimations de population. Données actualisées au 11 février 2025.

lecture : La population a augmenté de 13 % en Île-de-France, soit une évolution identique à celle de la France métropolitaine, entre 2000 et 2025.

Les estimations de population par sexe et âge pour les années 2023, 2024 et 2025 sont provisoires. Elles seront révisées début 2026, une fois les résultats définitifs du recensement au 1<sup>er</sup> janvier 2023 disponibles.

## Taux de croissance annuel moyen de la population entre 2000 et 2025 (p) (en %)

## Départements Île-de-France



## Références



(p) : provisoire.

Source : Insee - Estimations de population. Données actualisées au 11 février 2025.

Lecture : la population de l'Île-de-France est estimée à 12 450 849 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Elle a augmenté en moyenne de 0,5 % par an entre 2000 et 2025.

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](https://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

Population selon le sexe et l'âge au 1<sup>er</sup> janvier 2025  
Données provisoires

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Population totale	2 048	1 480	1 489	1 344	1 664	1 712	1 426	1 288	<b>12 451</b>	66 352
Total femmes	1 085	758	763	682	868	861	739	659	<b>6 416</b>	34 133
Total hommes	964	721	727	661	796	850	688	629	<b>6 035</b>	32 219
0 à 19 ans	354	390	384	353	383	466	341	353	<b>3 025</b>	15 034
20 à 39 ans	700	375	362	350	476	492	406	338	<b>3 498</b>	15 713
40 à 59 ans	501	389	399	345	446	435	366	332	<b>3 213</b>	16 882
60 à 74 ans	296	213	213	186	222	218	198	176	<b>1 723</b>	11 564
75 ans et plus	198	112	131	108	137	102	115	90	<b>992</b>	7 159

Source : Insee - Estimations de population, en milliers. Données actualisées au 11 février 2025.

Note : Les estimations de population par sexe et âge pour les années 2023, 2024 et 2025 sont provisoires. Elles seront révisées début 2026, une fois les résultats définitifs du recensement au 1<sup>er</sup> janvier 2023 disponibles.

Répartition par sexe et âge au 1<sup>er</sup> janvier 2025  
Données provisoires (en %)

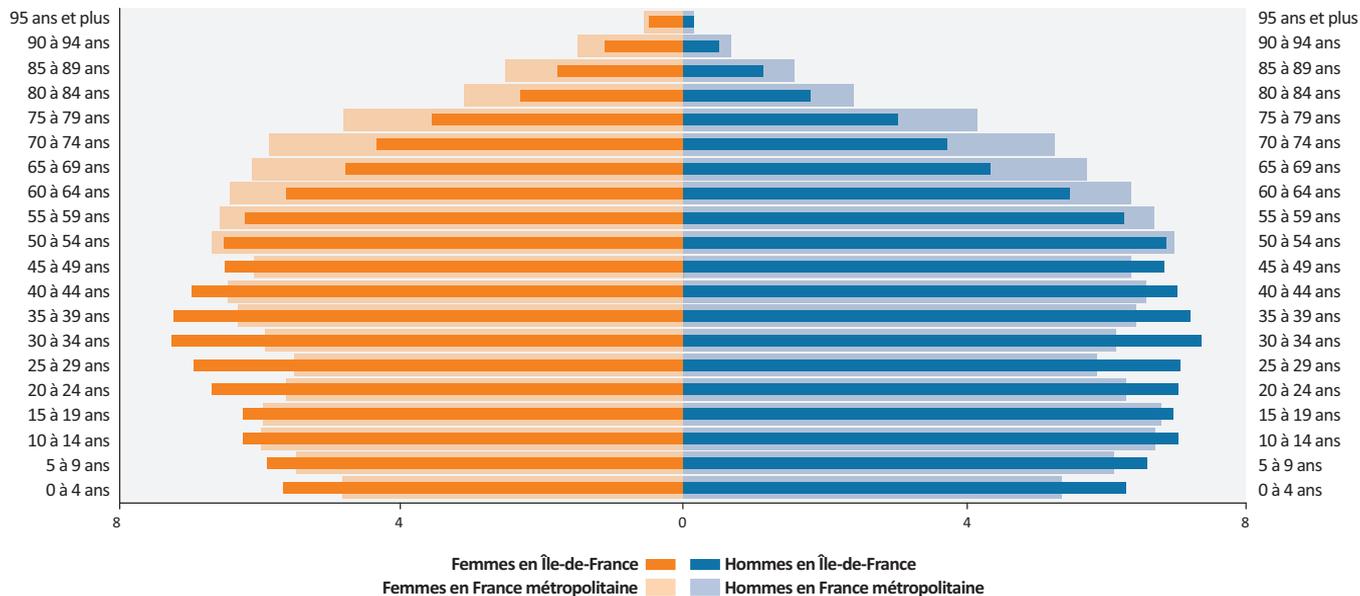
										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Total femmes	53,0	51,3	51,2	50,8	52,2	50,3	51,8	51,2	<b>51,5</b>	51,4
Total hommes	47,0	48,7	48,8	49,2	47,8	49,7	48,2	48,8	<b>48,5</b>	48,6
0 à 19 ans	17,3	26,4	25,8	26,3	23,0	27,2	23,9	27,4	<b>24,3</b>	22,7
20 à 39 ans	34,2	25,3	24,3	26,1	28,6	28,7	28,5	26,2	<b>28,1</b>	23,7
40 à 59 ans	24,5	26,3	26,8	25,7	26,8	25,4	25,7	25,8	<b>25,8</b>	25,4
60 à 74 ans	14,4	14,4	14,3	13,9	13,4	12,7	13,9	13,7	<b>13,8</b>	17,4
75 ans ou plus	9,7	7,6	8,8	8,1	8,2	5,9	8,0	7,0	<b>8,0</b>	10,8

Source : Insee - Estimations de population. Données actualisées au 11 février 2025.

Note : les estimations de population par sexe et âge pour les années 2022, 2023 et 2024 sont provisoires. Elles seront révisées début 2026, une fois les résultats définitifs du recensement au 1<sup>er</sup> janvier 2023 disponibles.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

Pyramide des âges au 1<sup>er</sup> janvier 2025 (en %)



Source : Insee - Estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier, par région, sexe et âge quinquennal. Données actualisées au 11 février 2025.

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

Population de 15 ans ou plus selon le type d'activité en 2021

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Actifs</b>	1 199 007	719 895	718 557	649 062	872 606	809 222	718 696	614 312	<b>6 301 356</b>	30 814 224
Actifs ayant un emploi	1 072 448	643 519	649 367	582 262	785 299	677 472	635 231	540 819	<b>5 586 417</b>	27 237 053
Chômeurs*	126 559	76 376	69 190	66 800	87 306	131 750	83 465	73 493	<b>714 939</b>	3 577 171
<b>Inactifs</b>	652 024	421 224	444 030	395 305	458 631	490 491	424 978	369 658	<b>3 656 341</b>	23 248 851
Retraités ou préretraités	347 287	246 859	260 681	225 674	253 689	213 857	225 059	195 556	<b>1 968 662</b>	15 121 135
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés	191 139	97 610	107 303	94 676	127 162	125 320	112 903	92 023	<b>948 135</b>	4 254 229
Femmes ou hommes au foyer	39 970	28 045	35 193	26 609	31 605	59 969	29 939	32 971	<b>284 301</b>	1 440 377
Autres inactifs	73 629	48 709	40 854	48 346	46 175	91 345	57 076	49 109	<b>455 243</b>	2 433 110
<b>Total</b>	<b>1 851 031</b>	<b>1 141 119</b>	<b>1 162 588</b>	<b>1 044 367</b>	<b>1 331 236</b>	<b>1 299 713</b>	<b>1 143 673</b>	<b>983 970</b>	<b>9 957 697</b>	<b>54 063 075</b>

\*Au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 à 70 ans qui s'est déclarée « chômeur » (indépendamment d'une éventuelle inscription auprès de France Travail), sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail. Source : Insee - RP 2021, exploitation principale.

Répartition de la population de 15 ans ou plus selon le type d'activité en 2021 (en %)

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Actifs</b>	64,8	63,1	61,8	62,1	65,5	62,3	62,8	62,4	<b>63,3</b>	57,0
Actifs ayant un emploi	57,9	56,4	55,9	55,8	59,0	52,1	55,5	55,0	<b>56,1</b>	50,4
Chômeurs*	6,8	6,7	6,0	6,4	6,6	10,1	7,3	7,5	<b>7,2</b>	6,6
<b>Inactifs</b>	35,2	36,9	38,2	37,9	34,5	37,7	37,2	37,6	<b>36,7</b>	43,0
Retraités ou préretraités	18,8	21,6	22,4	21,6	19,1	16,5	19,7	19,9	<b>19,8</b>	28,0
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés	10,3	8,6	9,2	9,1	9,6	9,6	9,9	9,4	<b>9,5</b>	7,9
Femmes ou hommes au foyer	2,2	2,5	3,0	2,5	2,4	4,6	2,6	3,4	<b>2,9</b>	2,7
Autres inactifs	4,0	4,3	3,5	4,6	3,5	7,0	5,0	5,0	<b>4,6</b>	4,5
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

\*Au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 à 70 ans qui s'est déclarée « chômeur » (indépendamment d'une éventuelle inscription auprès de France Travail), sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail. Source : Insee - RP 2021, exploitation principale.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](https://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

Taux de féminisation\*  
de la population de 15 ans  
ou plus selon le type  
d'activité en 2021 (en %)

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Actifs</b>	50,9	49,3	48,7	48,8	50,4	47,3	49,7	48,8	<b>49,4</b>	48,8
Actifs ayant un emploi	50,8	49,0	48,4	48,4	50,2	46,9	49,5	48,4	<b>49,1</b>	48,4
Chômeurs**	51,8	52,0	51,8	52,0	52,8	49,5	51,4	51,9	<b>51,5</b>	51,6
<b>Inactifs</b>	58,7	56,5	57,2	55,8	58,4	57,2	57,2	57,4	<b>57,4</b>	56,6
Retraités ou préretraités	58,9	55,0	55,6	55,6	58,7	54,5	57,5	55,6	<b>56,6</b>	55,2
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés	54,7	51,8	50,3	50,1	51,3	51,2	50,7	51,1	<b>51,7</b>	51,9
Femmes ou hommes au foyer	94,5	96,1	97,3	95,6	95,9	95,6	95,8	96,4	<b>95,9</b>	96,2
Autres inactifs	48,3	50,9	50,4	46,0	50,8	46,2	48,9	49,7	<b>48,6</b>	50,1
<b>Total</b>	<b>53,6</b>	<b>51,9</b>	<b>52,0</b>	<b>51,5</b>	<b>53,2</b>	<b>51,0</b>	<b>52,5</b>	<b>52,0</b>	<b>52,3</b>	<b>52,1</b>

\* Le taux de féminisation désigne la part de la population représentée par des femmes. \*\*Au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 à 70 ans qui s'est déclarée « chômeur » (indépendamment d'une éventuelle inscription auprès de France Travail), sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail. Source : Insee - RP 2021, exploitation principale.

Évolution de la population  
de 15 ans ou plus selon le  
type d'activité entre 2015  
et 2021 (en %)

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Actifs</b>	-2,4	2,5	1,7	2,4	3,3	4,1	3,0	2,3	<b>1,8</b>	1,8
Actifs ayant un emploi	-0,8	3,7	2,6	3,5	4,6	7,4	4,6	4,2	<b>3,4</b>	4,2
Chômeurs*	-13,9	-6,6	-6,0	-6,0	-6,5	-10,1	-8,1	-9,3	<b>-8,9</b>	-13,1
<b>Inactifs</b>	-2,1	8,0	3,9	5,2	2,5	7,6	4,9	5,8	<b>4,0</b>	4,1
Retraités ou préretraités	-1,5	9,1	4,2	4,7	2,4	1,7	1,3	5,4	<b>3,1</b>	5,9
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés	-2,1	4,6	3,4	1,9	2,6	11,0	6,1	3,4	<b>3,4</b>	0,7
Femmes ou hommes au foyer	-16,8	-7,4	-11,7	-2,7	-8,8	6,6	0,0	-1,1	<b>-5,1</b>	-13,1
Autres inactifs	5,0	20,6	20,8	21,2	12,8	19,4	22,7	18,5	<b>16,8</b>	12,2
<b>Total</b>	<b>-2,3</b>	<b>4,4</b>	<b>2,5</b>	<b>3,5</b>	<b>3,1</b>	<b>5,4</b>	<b>3,7</b>	<b>3,6</b>	<b>2,6</b>	<b>2,8</b>

\* Au sens du recensement, est chômeur toute personne de 15 à 70 ans qui s'est déclarée « chômeur » (indépendamment d'une éventuelle inscription auprès de France Travail), sauf si elle a déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail. Source : Insee - RP 2021 / RP 2015, exploitations principales.

Du fait de la situation sanitaire liée à la Covid-19, la collecte de l'enquête annuelle de recensement de 2021 a été reportée à 2022, à l'exception du territoire de Mayotte et du recensement des bateliers. De manière à continuer à publier les populations légales et les résultats statistiques, les méthodes de calcul ont été adaptées, ce qui a pour conséquence d'allonger temporairement d'une année la période de comparaison recommandée. C'est pourquoi les résultats des millésimes 2019 à 2023 ne sont comparés qu'avec des résultats de millésimes antérieurs distants de 6 ans, au lieu de 5 ans usuellement.

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

Population active ayant un emploi selon la catégorie socio-professionnelle en 2021

Localisation											
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine	
Agriculteurs exploitants	au lieu de résidence	304	2 147	825	701	136	56	109	458	<b>4 735</b>	366 993
	au lieu de travail	296	2 152	861	746	211	73	120	475	<b>4 935</b>	366 965
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	au lieu de résidence	58 671	35 511	32 533	28 618	40 403	37 982	33 419	29 057	<b>296 193</b>	1 811 886
	au lieu de travail	99 626	30 969	28 283	24 804	38 742	31 914	27 446	23 365	<b>305 149</b>	1 811 626
Cadres, professions intellectuelles supérieures	au lieu de résidence	517 205	120 409	225 965	142 988	347 796	124 547	183 530	116 336	<b>1 778 775</b>	5 208 568
	au lieu de travail	708 017	77 949	153 351	112 421	450 146	152 841	134 331	78 439	<b>1 867 495</b>	5 207 191
Professions intermédiaires	au lieu de résidence	228 854	188 420	170 825	165 909	180 713	165 063	164 453	152 471	<b>1 416 708</b>	7 122 448
	au lieu de travail	457 945	130 042	140 630	123 940	236 832	157 044	142 120	117 640	<b>1 506 193</b>	7 121 121
Employés	au lieu de résidence	174 236	186 130	143 993	151 874	151 998	210 289	164 426	150 934	<b>1 333 881</b>	7 146 493
	au lieu de travail	423 745	136 465	127 407	114 251	182 144	154 862	139 201	122 450	<b>1 400 526</b>	7 145 704
Ouvriers	au lieu de résidence	59 386	107 469	69 760	88 330	53 928	135 093	80 208	87 285	<b>681 459</b>	5 309 336
	au lieu de travail	167 495	96 548	71 737	75 225	71 914	96 772	75 901	74 477	<b>730 070</b>	5 308 803
Total	au lieu de résidence	1 038 656	640 086	643 900	578 421	774 974	673 029	626 145	536 541	<b>5 511 752</b>	26 965 725
	au lieu de travail	1 857 124	474 125	522 270	451 387	979 988	593 507	519 120	416 846	<b>5 814 368</b>	26 961 410

Source : Insee - RP 2021, exploitation complémentaire - Population des 15-64 ans. Lecture : il y a 167 495 ouvriers qui travaillent à Paris, et 59 386 qui y résident.

Répartition de la population active ayant un emploi selon la catégorie socio-professionnelle en 2021 (en %)

Localisation											
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine	
Agriculteurs exploitants	au lieu de résidence	0,0	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	<b>0,1</b>	1,4
	au lieu de travail	0,0	0,5	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	<b>0,1</b>	1,4
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	au lieu de résidence	5,6	5,5	5,1	4,9	5,2	5,6	5,3	5,4	<b>5,4</b>	6,7
	au lieu de travail	5,4	6,5	5,4	5,5	4,0	5,4	5,3	5,6	<b>5,2</b>	6,7
Cadres, professions intellectuelles supérieures	au lieu de résidence	49,8	18,8	35,1	24,7	44,9	18,5	29,3	21,7	<b>32,3</b>	19,3
	au lieu de travail	38,1	16,4	29,4	24,9	45,9	25,8	25,9	18,8	<b>32,1</b>	19,3
Professions intermédiaires	au lieu de résidence	22,0	29,4	26,5	28,7	23,3	24,5	26,3	28,4	<b>25,7</b>	26,4
	au lieu de travail	24,7	27,4	26,9	27,5	24,2	26,5	27,4	28,2	<b>25,9</b>	26,4
Employés	au lieu de résidence	16,8	29,1	22,4	26,3	19,6	31,2	26,3	28,1	<b>24,2</b>	26,5
	au lieu de travail	22,8	28,8	24,4	25,3	18,6	26,1	26,8	29,4	<b>24,1</b>	26,5
Ouvriers	au lieu de résidence	5,7	16,8	10,8	15,3	7,0	20,1	12,8	16,3	<b>12,4</b>	19,7
	au lieu de travail	9,0	20,4	13,7	16,7	7,3	16,3	14,6	17,9	<b>12,6</b>	19,7
Total		100	100	100	100	100	100	100	100	<b>100</b>	100

Source : Insee - RP 2021, exploitation complémentaire - Population des 15-64 ans.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

Taux de féminisation\* de la population active ayant un emploi selon la catégorie socio-professionnelle en 2021 (en %)

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Agriculteurs exploitants	39,3	27,6	23,2	23,3	39,0	15,3	27,5	18,9	<b>26,4</b>	25,4
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	28,7	28,1	27,5	27,1	28,7	21,8	24,1	23,1	<b>26,8</b>	29,8
Cadres, professions intellectuelles supérieures	47,6	44,0	39,3	40,8	43,7	43,6	45,1	42,4	<b>44,7</b>	43,5
Professions intermédiaires	56,9	53,4	53,5	54,2	55,8	53,6	55,1	52,6	<b>55,0</b>	54,4
Employés	63,5	72,1	70,0	71,4	68,1	65,7	67,9	68,5	<b>67,3</b>	73,2
Ouvriers	21,1	18,6	16,7	17,5	19,8	16,4	15,9	16,7	<b>18,2</b>	20,1
<b>Total</b>	<b>50,1</b>	<b>48,4</b>	<b>46,9</b>	<b>47,5</b>	<b>48,8</b>	<b>46,4</b>	<b>48,6</b>	<b>47,2</b>	<b>48,5</b>	<b>48,5</b>

\* Le taux de féminisation désigne la part de la population représentée par des femmes.

Source : Insee - RP 2021, exploitation complémentaire - Emploi au lieu de travail - Population des 15-64 ans.

Évolution de la population active ayant un emploi selon la catégorie socioprofessionnelle entre 2015 et 2021 (en %)

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Agriculteurs exploitants	ns	-13,8	ns	ns	ns	ns	ns	ns	<b>-7,1</b>	-9,9
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	11,8	11,4	6,8	13,7	13,4	11,5	10,7	12,1	<b>11,5</b>	9,8
Cadres, professions intellectuelles supérieures	16,2	9,9	6,9	7,4	12,4	12,9	11,5	5,3	<b>12,6</b>	14,1
Professions intermédiaires	2,6	7,3	-3,8	1,6	0,1	4,5	-1,5	-1,6	<b>1,3</b>	6,2
Employés	-3,9	2,9	-5,9	-1,1	-4,7	1,3	-2,9	-3,4	<b>-2,6</b>	-0,6
Ouvriers	2,2	2,7	-5,5	1,8	-3,2	-0,1	-4,9	-5,3	<b>-1,0</b>	0,4
<b>Total</b>	<b>6,1</b>	<b>5,6</b>	<b>-1,1</b>	<b>2,9</b>	<b>4,6</b>	<b>5,2</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,9</b>	<b>3,8</b>	<b>4,5</b>

ns : évolution non significative.

Source : Insee - RP 2021 / RP 2015, exploitations complémentaires - Emploi au lieu de travail - Population des 15-64 ans.

Note : les évolutions sur un nombre d'actifs ayant un emploi inférieur à 1 000 ne sont pas calculées.

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Taux d'activité\* des 15-64 ans en 2021 (en %)

												Évolution entre 2015 et 2021 en Île-de-France (en points)	Évolution entre 2015 et 2021 en France métropol. (en points)
		Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine		
Femmes	15 à 24 ans	37,2	39,2	34,3	37,9	34,7	36,4	36,2	36,7	<b>36,6</b>	38,3	-0,6	-0,1
	25 à 54 ans	90,3	89,0	88,8	88,1	90,6	80,2	87,5	85,5	<b>87,7</b>	87,8	-0,3	0,5
	55 à 64 ans	72,5	61,0	64,1	63,7	70,5	61,4	66,5	61,6	<b>65,7</b>	57,4	6,2	7,2
	Total	76,5	74,5	74,2	74,1	77,2	68,5	74,0	71,8	<b>74,0</b>	72,3	0,5	1,5
Hommes	15 à 24 ans	36,5	44,4	37,8	41,2	35,8	39,4	37,5	40,9	<b>39,0</b>	44,8	-1,0	0,1
	25 à 54 ans	93,3	94,6	95,2	93,0	95,1	90,4	92,8	93,4	<b>93,4</b>	93,6	-0,7	-0,5
	55 à 64 ans	78,3	67,1	73,2	70,1	78,6	71,0	72,4	69,3	<b>72,9</b>	61,3	5,4	6,2
	Total	80,2	79,4	79,8	78,2	81,2	76,9	78,0	78,3	<b>79,1</b>	77,5	-0,1	0,6
Ensemble	15 à 24 ans	36,9	41,8	36,1	39,6	35,3	37,9	36,9	38,8	<b>37,8</b>	41,6	-0,8	0,0
	25 à 54 ans	91,8	91,7	91,9	90,5	92,8	85,3	90,1	89,3	<b>90,5</b>	90,7	-0,5	0,0
	55 à 64 ans	75,2	64,0	68,5	66,8	74,3	66,1	69,3	65,3	<b>69,1</b>	59,2	5,8	6,7
	Total	78,3	76,9	76,9	76,1	79,1	72,7	75,9	75,0	<b>76,5</b>	74,9	0,2	1,0

\* Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (en emploi ou au chômage) et l'ensemble de la population correspondante. Source : Insee, RP 2021 et RP 2015 exploitation principale.

Lecture : à Paris, 37,2 % des femmes âgées de 15 à 24 ans sont actives.

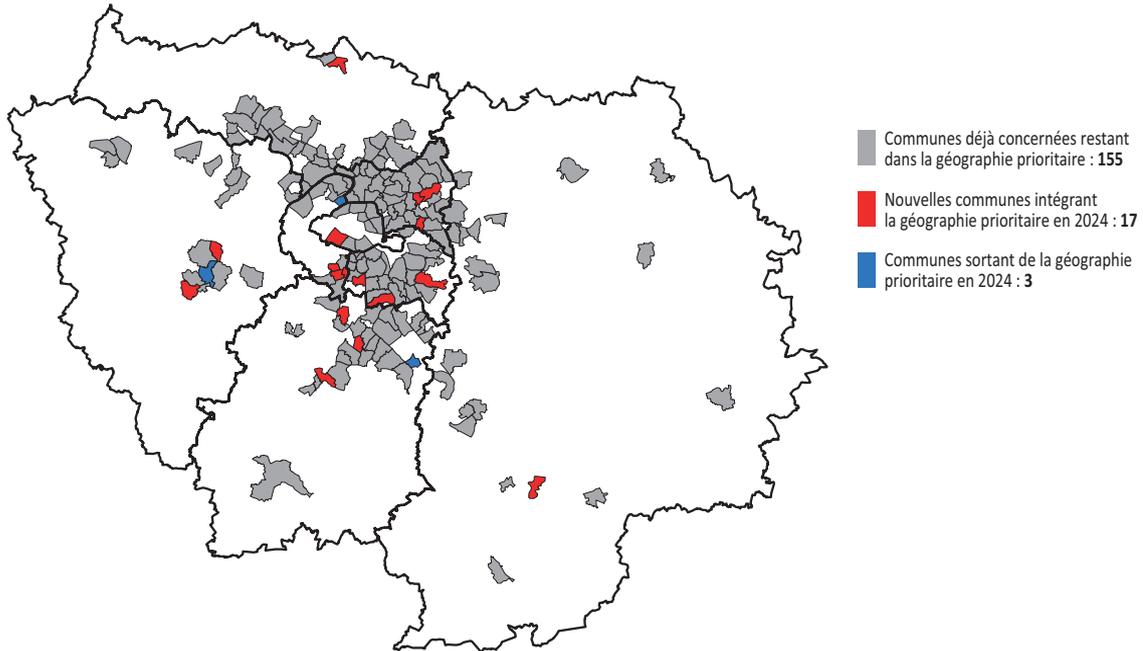
## Taux d'emploi\* des 15-64 ans en 2021 (en %)

												Évolution entre 2015 et 2021 en Île-de-France (en points)	Évolution entre 2015 et 2021 en France métropol. (en points)
		Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine		
Femmes	15 à 24 ans	31,1	30,6	28,0	30,0	28,5	26,9	28,6	28,4	<b>29,1</b>	29,3	1,0	2,2
	25 à 54 ans	81,1	79,8	80,0	78,9	81,5	66,8	77,5	75,2	<b>77,8</b>	77,8	0,5	1,7
	55 à 64 ans	64,8	55,7	59,1	58,7	63,9	53,6	60,2	55,5	<b>59,4</b>	51,6	5,8	6,9
	Total	68,1	66,2	66,5	65,9	69,1	56,8	65,0	62,7	<b>65,2</b>	63,4	1,3	2,6
Hommes	15 à 24 ans	29,3	33,9	29,7	32,0	27,9	27,3	28,3	30,5	<b>29,7</b>	34,5	0,9	2,7
	25 à 54 ans	84,5	86,6	87,7	85,4	87,2	77,8	83,5	84,5	<b>84,5</b>	84,7	0,6	1,2
	55 à 64 ans	69,9	61,3	67,3	64,5	71,0	61,2	65,4	62,3	<b>65,6</b>	55,4	5,5	6,3
	Total	71,7	71,4	72,5	70,6	73,4	64,8	69,1	69,4	<b>70,4</b>	68,9	1,2	2,2
Ensemble	15 à 24 ans	30,3	32,3	28,9	31,1	28,2	27,1	28,4	29,5	<b>29,4</b>	31,9	0,9	2,5
	25 à 54 ans	82,7	83,1	83,8	82,1	84,3	72,3	80,4	79,7	<b>81,0</b>	81,2	0,6	1,5
	55 à 64 ans	67,2	58,4	63,0	61,6	67,2	57,3	62,7	58,7	<b>62,4</b>	53,4	5,7	6,6
	Total	69,9	68,7	69,5	68,3	71,1	60,8	67,0	66,0	<b>67,7</b>	66,1	1,2	2,4

\* Le taux d'emploi est le rapport entre le nombre de personnes ayant un emploi et la population totale correspondante. Source : Insee, RP 2021 et RP 2015 exploitation principale.

Lecture : à Paris, 31,1 % des femmes âgées de 15 à 24 ans sont en emploi.

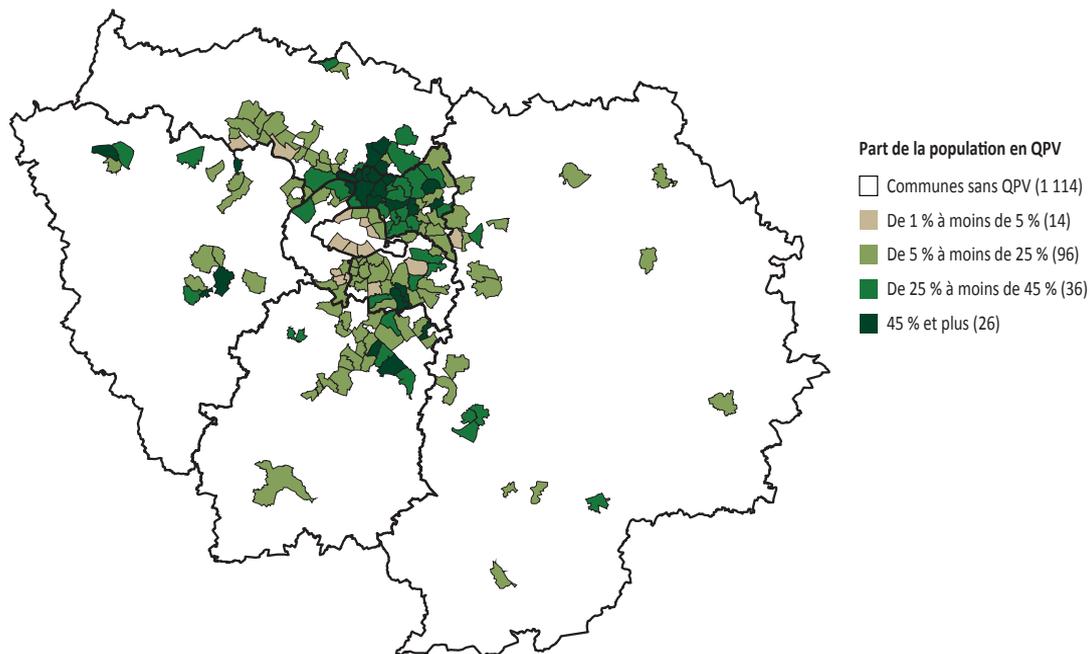
## Les communes comptant des quartiers prioritaires de la politique de la ville\* en 2024



\* Pour s'adapter à l'évolution des territoires, une nouvelle géographie prioritaire a été mise en place par le décret n° 2023-1314 du 28 décembre 2023. Cette nouvelle géographie est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Les quartiers concernés par cette nouvelle géographie sont listés dans le décret.

Source : Agence nationale de la cohésion des territoires. Traitement DRIEETS Île-de-France SESE.

## Pourcentage de la population municipale résidant en QPV



Source : Insee, Recensement de la Population en 2021.



► [Principaux résultats sur les revenus et la pauvreté des ménages en 2021](#)

## La pauvreté monétaire

**Avertissement** : les données de pauvreté monétaire présentées dans cette section s'appuient sur le millésime 2021 de Filosofi, qui est le dernier disponible. En raison d'une qualité statistique jugée insuffisante des sources fiscales pour 2022, la production du millésime 2022, initialement prévue pour début 2025, n'a pas pu être réalisée par l'Insee. Cette situation découle notamment de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, qui a complexifié l'identification des ménages fiscaux et impacté la qualité statistique du dispositif Filosofi. En conséquence, les analyses reposent sur les données 2021, et toute comparaison ou projection doit être réalisée avec prudence.

Taux de pauvreté\*  
selon le département  
et l'âge en 2021  
(en %, seuil à 60 %)

										
<b>Total</b>	15,6	12,4	10,5	13,9	12,4	28,4	17,2	17,7	16,1	14,9
Moins de 30 ans	18,3	18,2	16,5	19,6	16,5	30,0	22,5	21,9	20,1	22,7
De 30 à 39 ans	11,9	14,3	12,3	16,5	11,2	28,6	17,9	19,3	16,4	17,0
De 40 à 49 ans	16,2	14,1	11,9	16,5	13,2	32,6	19,4	20,6	18,1	16,7
De 50 à 59 ans	17,7	11,3	9,8	12,8	12,5	29,4	17,5	17,3	16,2	14,4
De 60 à 74 ans	16,6	9,2	7,7	9,5	11,9	23,8	14,2	13,6	13,7	11,5
De 75 ans et plus	12,3	7,8	6,1	6,8	10,1	19,2	10,6	10,5	10,6	11,0

\* Le taux de pauvreté, pour une année donnée, est le pourcentage de ménages dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du niveau de vie de la population. Sources : Insee - DGFiP - Cnaf - Cnav - Cmsa, Fichier localisé social et fiscal, 2021. **Lecture**: en 2021, le taux de pauvreté à 60 % de la médiane est de 16,1 % en Île-de-France, et 20,1 % des moins de 30 ans vivent sous le seuil de pauvreté.

Taux de pauvreté  
selon le type de  
ménage en 2021  
(en %, seuil à 60 %)

										
Hommes seuls	18,9	15,1	14,2	15,5	15,9	26,4	19,1	17,9	18,2	20,6
Femmes seules	16,3	13,9	11,6	12,3	13,3	20,1	14,9	14,3	14,9	19,7
Couples sans enfant	7,7	5,0	5,0	5,0	6,3	16,4	8,0	7,3	7,2	6,4
Couples avec enfant(s)	12,1	10,6	8,9	12,5	10,2	28,6	15,9	16,2	14,2	12,8
Familles monoparentales	24,6	24,7	20,6	24,8	21,2	36,4	26,1	27,1	26,0	29,7
Ménages complexes	25,9	14,7	15,0	19,8	18,1	32,6	22,9	24,5	23,1	16,3

Sources : Insee - DGFiP - Cnaf - Cnav - Cmsa, Fichier localisé social et fiscal, 2021.

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

Niveau de vie médian\*  
des ménages en 2021  
(en euros par an)

										
Total	29 730	24 640	28 130	25 040	29 720	19 020	24 270	23 290	<b>25 210</b>	23 080

\* Le niveau de vie médian est le revenu disponible après transferts, impôts et prestations sociales, par unité de consommation (UC), en deçà duquel se situe la moitié de la population.

Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - Cmsa, Fichier localisé social et fiscal, 2021.

Niveau de vie médian  
selon le type de ménage en 2021  
(en euros par an)

										
Hommes seuls	26 760	22 770	25 060	23 480	26 670	20 180	23 290	22 640	<b>23 990</b>	20 840
Femmes seules	26 290	22 320	24 590	23 470	25 850	21 270	23 560	22 860	<b>24 070</b>	20 370
Couples sans enfant	39 240	29 510	34 000	31 290	36 480	25 240	30 990	29 810	<b>32 270</b>	26 490
Couples avec enfant(s)	35 610	25 390	29 740	25 900	33 760	19 110	25 790	24 360	<b>26 720</b>	24 020
Familles monoparentales	21 200	18 900	20 710	19 010	21 420	16 370	18 930	18 520	<b>19 160</b>	17 740
Ménages complexes*	20 540	23 680	24 390	22 090	23 240	17 280	20 680	19 960	<b>20 770</b>	22 880

\* Les ménages complexes, au sens statistique du terme, sont ceux qui comptent plus d'une famille ou plusieurs personnes isolées partageant habituellement le même domicile, ou toute autre combinaison de familles et personnes isolées. Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - Cmsa, Fichier localisé social et fiscal, 2021.

Lecture : en 2021, la moitié des hommes seuls à Paris a un niveau de vie inférieur à 26 760 euros.

Revenu disponible mensuel  
correspondant au seuil  
de pauvreté (seuil à 60%)  
selon la composition familiale  
en 2021 (en euros)

Personne seule	1 158
Famille monoparentale, avec un enfant de moins de 14 ans	1 505
Famille monoparentale, avec un enfant de 14 ans ou plus	1 737
Couple sans enfant	1 737
Couple avec un enfant de moins de 14 ans	2 084
Couple avec un enfant de 14 ans ou plus	2 316
Couple avec deux enfants de moins de 14 ans	2 432
Couple avec deux enfants, dont un de moins de 14 ans	2 663
Couple avec deux enfants de plus de 14 ans	2 895

Sources : Insee - DGFIP - Cnaf - Cnav - Cmsa, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2021. Champ : France métropolitaine, ménages (vivant en logement ordinaire) dont le revenu déclaré est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante. Note : données 2021 provisoires. Cette série est calculée avec une chaîne de production de l'ERFS rénovée s'appuyant sur la nouvelle Enquête Emploi (EEC3). Lecture : en 2021, au seuil de 60 %, un couple avec un enfant de moins de 14 ans disposant d'un revenu disponible mensuel inférieur à 2 084 euros est pauvre.

## L'emploi total

Estimations  
d'emploi total  
en 2023

Données provisoires

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Emploi total	2 187 664	556 700	592 568	539 310	1 236 469	725 750	601 757	457 133	<b>6 897 351</b>	29 660 856
Non salariés	188 769	49 381	54 254	42 369	67 600	50 521	49 486	39 485	<b>541 865</b>	3 274 129
Salariés	1 998 895	507 319	538 314	496 941	1 168 869	675 229	552 271	417 648	<b>6 355 486</b>	26 386 727

Source : Insee, Estel (Estimations d'emploi localisées). Champ : emploi total, salarié et non salarié, y compris fonction publique, en Île-de-France.

Note : l'unité mesurée est le nombre de personnes en emploi. L'emploi est exprimé en nombre de personnes, c'est-à-dire corrigé de la multi-activité de certains travailleurs.

Répartition de l'emploi  
total par grands secteurs  
en 2023

Données provisoires (en %)

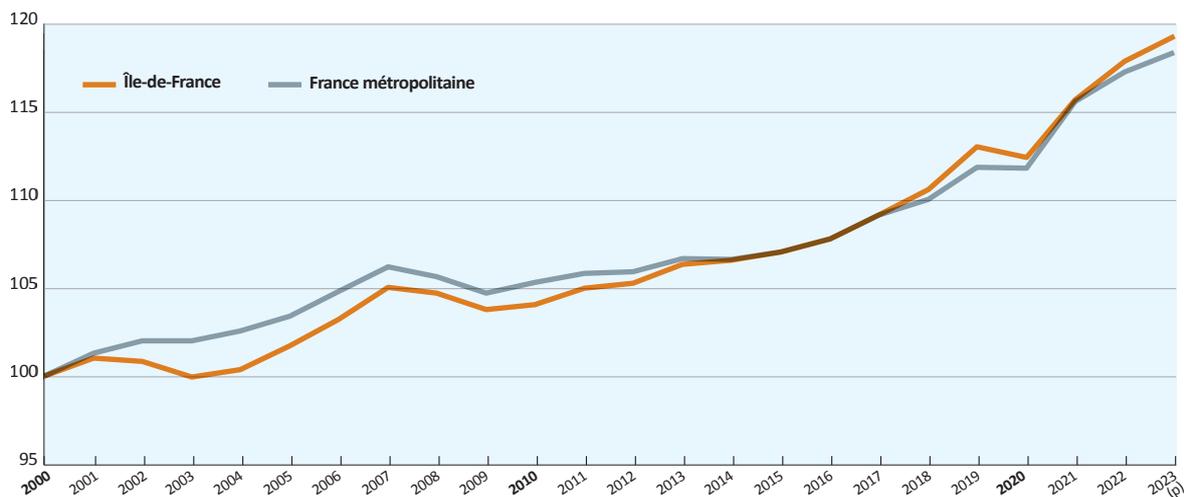
										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Agriculture	0,0	0,7	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,2	<b>0,1</b>	2,0
Industrie	3,0	9,1	12,8	8,4	8,2	6,5	5,4	7,5	<b>6,6</b>	11,4
Construction	1,9	8,8	7,5	8,2	4,0	8,6	8,0	8,4	<b>5,5</b>	6,5
Tertiaire marchand	72,3	54,4	51,5	54,8	71,3	57,0	56,1	53,9	<b>63,3</b>	50,2
Tertiaire non marchand*	22,8	27,0	27,9	28,5	16,4	27,9	30,5	29,9	<b>24,5</b>	29,9
Emploi total	100	100	100	100	100	100	100	100	<b>100</b>	100

\* Y compris fonction publique.

Source : Insee, Estel (Estimations d'emploi localisées). Champ : France au lieu de travail.

Lecture : fin 2023, 63,3 % de personnes occupent un emploi dans le tertiaire marchand en Île-de-France.

## Évolution de l'emploi total en France et en Île-de-France entre 2000 et 2023 base 100 en 2000



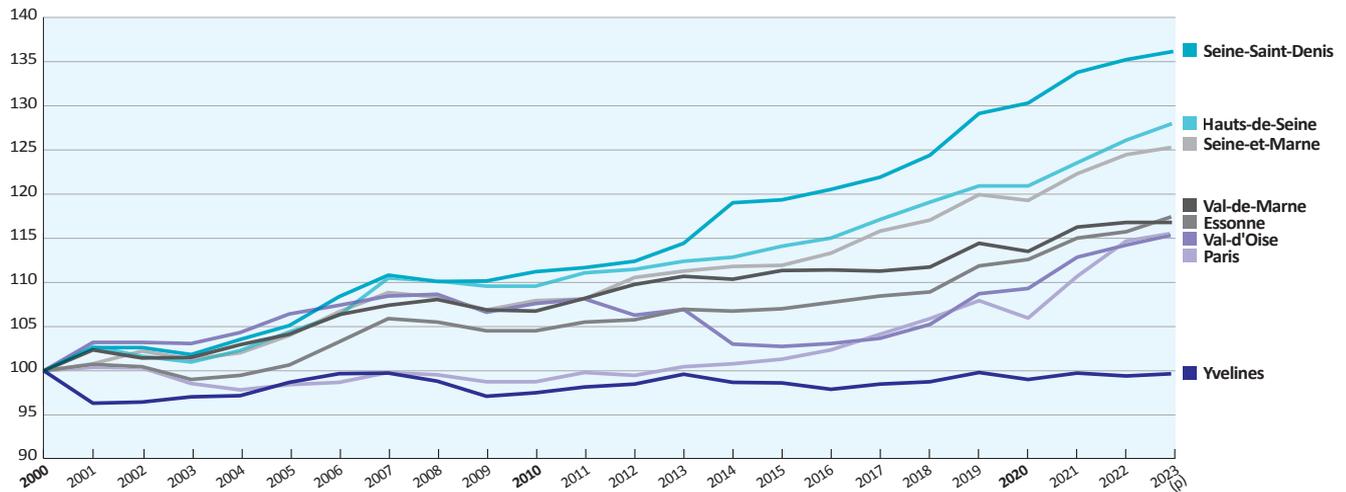
(p) : données provisoires.

Source : Insee, Estel (Estimations d'emploi localisées).

Champ : France au lieu de travail.

lecture : l'emploi total a augmenté de 19 % en Île-de-France contre 17,3 % en France métropolitaine entre 2000 et 2022.

## Évolution de l'emploi total par département entre 2000 et 2023



(p) : données provisoires.

Source : Insee, Estel (Estimations d'emploi localisées).

Champ : France au lieu de travail.

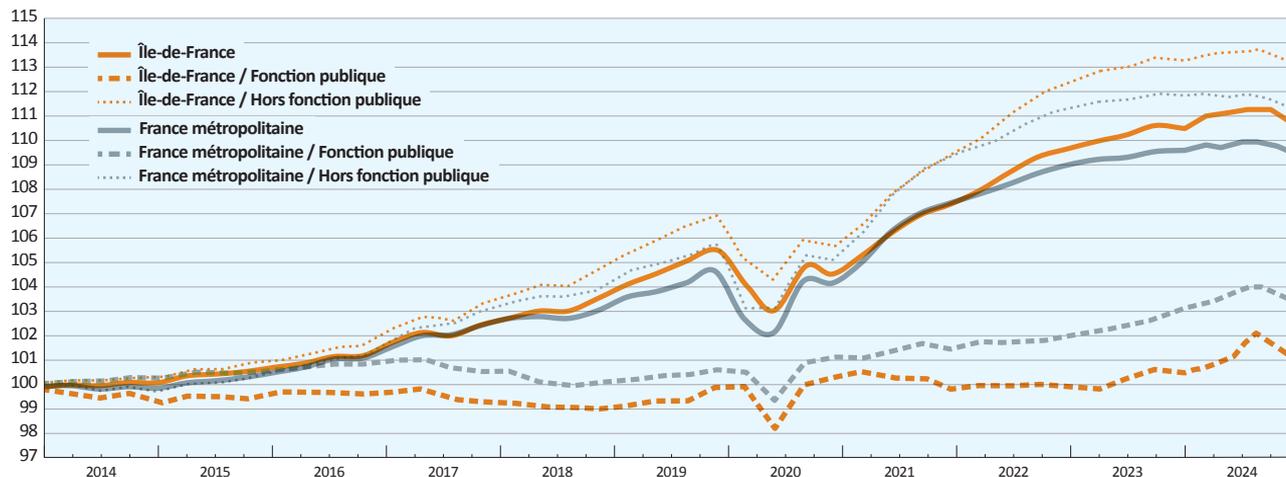
lecture : l'emploi total a augmenté de 36,6 % en Seine-Saint-Denis entre 2000 et 2023.

Note : des modifications importantes en 2012 des modalités de répartition par département des effectifs du transport aérien présents dans la zone aéroportuaire de Roissy affectent l'évolution des estimations de l'emploi dans 3 départements franciliens. Ainsi, environ 9 000 emplois comptabilisés auparavant dans le Val-d'Oise le sont maintenant en Seine-et-Marne (7 000 emplois environ) et en Seine-Saint-Denis (un peu plus de 2 000 emplois).

## L'emploi salarié

Évolution de l'emploi salarié (secteurs privé et public) en Île-de-France

Données corrigées des variations saisonnières, base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

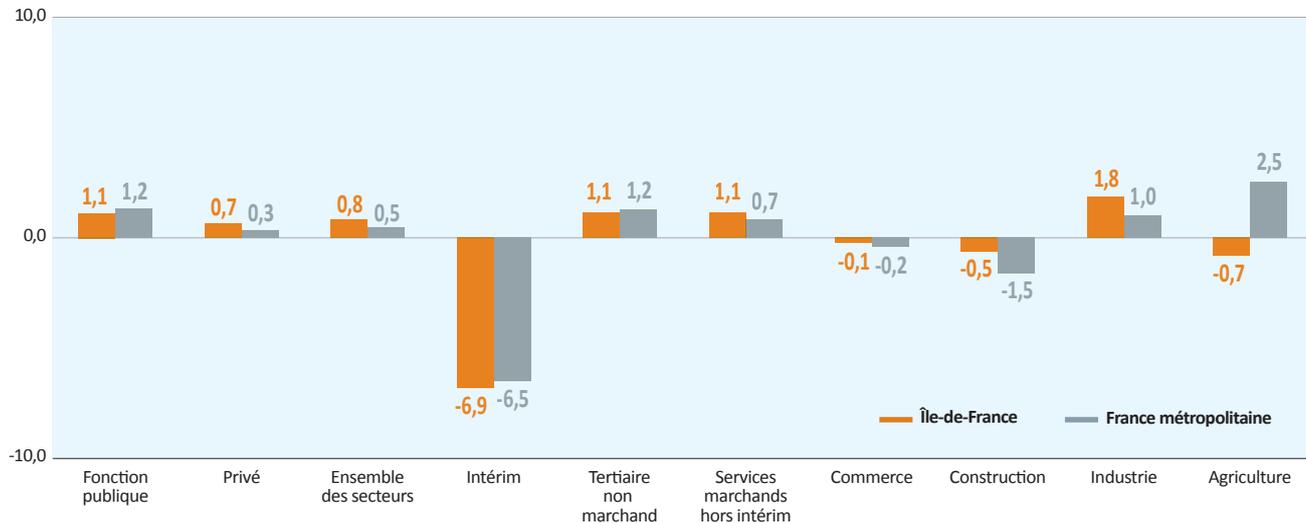


Source : Insee, Estel (Estimations d'emploi localisées).

Note : à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2018, le champ des Estimations Trimestrielles d'Emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. L'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs a ainsi été ajouté. Au niveau géographique, le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

## Évolution de l'emploi salarié (secteurs privé et public) par grands secteurs entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2023 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2024

Données corrigées des variations saisonnières en % en fin de trimestre



Source : Insee, Estel (Estimations d'emploi localisées).

Note : à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2018, le champ des Estimations Trimestrielles d'Emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. L'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs a ainsi été ajouté. Au niveau géographique, le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

## Évolution de l'emploi salarié (secteurs privé et public) par grands secteurs et par départements en Île-de-France entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2023 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2024

Données corrigées des variations saisonnières (en %) en fin de trimestre

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Agriculture	17,7	-3,0	1,9	-1,9	21,6	4,8	-9,4	-5,4	<b>-0,7</b>	2,5
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	3,5	3,6	3,2	6,2	2,5	4,8	4,4	3,7	<b>3,7</b>	1,2
Cokéfaction et raffinage, industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	1,1	-0,7	-0,2	0,7	3,1	2,9	2,4	1,1	<b>1,8</b>	2,2
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	-2,4	-1,3	2,7	2,6	1,9	-1,6	2,3	0,5	<b>1,6</b>	1,2
Fabrication de matériels de transport	-5,4	9,3	0,1	3,9	4,5	2,3	-58,2	0,4	<b>1,1</b>	2,4
Fabrication d'autres produits industriels	0,4	-0,5	0,9	2,3	3,4	1,2	0,8	1,8	<b>1,3</b>	0,1
Construction	-1,9	-0,9	0,9	-1,7	0,6	-0,8	-1,3	1,2	<b>-0,5</b>	-1,5
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	0,5	-0,1	-0,9	-0,3	-0,6	0,1	0,7	-0,7	<b>-0,1</b>	-0,2
Transports et entreposage	-0,8	1,6	-0,4	4,4	3,9	1,3	0,9	4,1	<b>1,6</b>	0,6
Hébergement et restauration	2,5	-0,7	1,4	1,4	2,3	1,4	1,4	5,8	<b>2,2</b>	1,2
Information et communication	-1,5	-7,9	1,1	-4,3	-0,7	0,1	-3,3	-4,4	<b>-1,3</b>	-0,8
Activités financières et d'assurance	1,9	-2,1	-0,1	-0,8	1,5	1,8	3,0	2,8	<b>1,6</b>	1,1
Activités immobilières	-1,8	-14,2	-8,9	-5,8	-0,9	-1,9	-7,5	-8,4	<b>-3,5</b>	-4,1
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	1,1	1,5	2,7	0,3	1,6	4,2	-0,3	4,6	<b>1,6</b>	1,3
Intérim	-12,0	-2,9	-13,3	-9,7	-1,8	-4,0	-0,2	4,8	<b>-6,9</b>	-6,5
Tertiaire non marchand	2,2	1,0	0,3	1,2	0,7	0,8	1,0	-0,4	<b>1,1</b>	1,2
Autres activités de services (hors activité des ménages en tant qu'employeur)	1,5	3,5	0,7	2,8	0,5	2,2	-0,3	2,4	<b>1,5</b>	1,0
<b>Total de l'ens. des activités (secteurs privé et public)</b>	<b>0,7</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>	<b>0,3</b>	<b>1,3</b>	<b>0,8</b>	<b>0,5</b>

Source : Insee, Estel (Estimations d'emploi localisées).

## Les Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE)

En 2023, la loi pour le plein emploi du 18 décembre instaure une nouvelle gouvernance du réseau pour l'emploi, aux niveaux national, régional, départemental et local. Les Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE) définissent les stratégies locales de l'emploi et les traduisent de manière opérationnelle. Ils organisent des partenariats au regard des projets territoriaux, en lien avec l'ensemble des collectivités territoriales et notamment les communes et intercommunalités. Les CLPE sont présidés conjointement par le préfet et les représentants des collectivités territoriales.

### Population et emploi par comité local pour l'emploi en 2021

Les comités locaux pour l'emploi (CLPE)	Population totale	Population de 15 à 64 ans			Emploi au lieu de travail		
		Taux d'activité* (en %)	Taux d'emploi** (en %)	Part des jeunes (15 à 24 ans) dans la population de 15 à 64 ans (en %)	Nombre d'emplois dans la zone	Évolution de l'emploi entre 2015 et 2021 (en %)	Indicateur de concentration d'emploi***
T1 - Paris	2 133 111	78,3	69,9	19,8	1 890 489	+ 5,2	176,2
Seine Aval	777 723	76,5	68,3	18,5	217 213	- 1,5	64,1
T12 - Grand-Orly Seine Bièvre	722 579	74,3	64,7	20,7	285 147	+ 0,2	90,6
Centre Val-d'Oise	610 460	76,5	67,8	18,7	145 222	- 0,8	54,1
T4 - Paris Ouest La Défense	563 228	79,5	71,9	18,2	488 866	+ 4,7	178,2
Nord-Ouest Essonne	550 254	76,4	69,2	20,0	226 244	+ 4,3	90,7
Nord-Est Essonne	534 667	74,6	65,7	21,1	182 116	+ 4,6	79,9
T10 - Paris Est Marne et Bois	513 253	78,5	71,0	18,2	164 639	+ 2,6	67,7
Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines	497 878	77,1	70,2	20,2	263 999	- 0,2	115,9
Marne-la-Vallée	465 148	78,1	70,3	19,6	181 306	+ 8,2	83,3
T6 - Plaine Commune	451 934	70,5	57,1	21,0	205 346	+ 6,2	116,0
T8 - Est Ensemble	439 276	74,2	62,2	18,9	170 341	+ 3,9	92,2
T9 - Grand Paris Grand Est	407 704	74,9	65,4	19,6	104 499	+ 0,7	59,8
T2 - Vallée Sud Grand Paris	406 344	78,8	70,8	19,0	155 105	+ 4,0	80,7
T7 - Paris Terres d'Envol	369 756	71,1	58,6	21,3	115 544	+ 11,0	81,7
Roissy Pays de France	360 010	72,6	62,4	21,5	178 522	+ 0,4	121,7
T5 - Boucle Nord de Seine	347 927	77,3	67,7	18,9	155 028	+ 1,2	97,0
T11 - Grand Paris Sud Est Avenir	323 676	76,1	66,9	20,1	116 315	+ 3,7	81,7
T3 - Grand Paris Seine Ouest	317 792	80,9	74,1	17,4	190 447	+ 5,5	119,7
Cergy-Pontoise Vexin	275 017	74,9	66,4	20,8	108 172	+ 1,9	88,9
Nord-Est 77	246 213	77,3	69,2	19,3	63 398	+ 1,3	57,1
Sud 77	201 762	74,7	66,0	18,7	59 076	+ 0,4	71,1
Sud Essonne	190 690	78,2	71,4	18,6	48 393	+ 1,6	55,3
Sud-Ouest Francilien	181 157	78,2	72,6	17,7	50 684	+ 0,5	61,0
Centre 77	176 665	75,9	67,2	19,4	59 250	+ 1,9	77,4
Est 77	141 027	76,9	68,6	18,5	34 890	- 1,5	56,6
Nord Val-d'Oise	112 028	77,7	70,1	18,8	25 325	- 0,8	50,1
Région	12 317 279	76,5	67,7	19,6	5 885 576	+ 3,6	105,4

\* Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

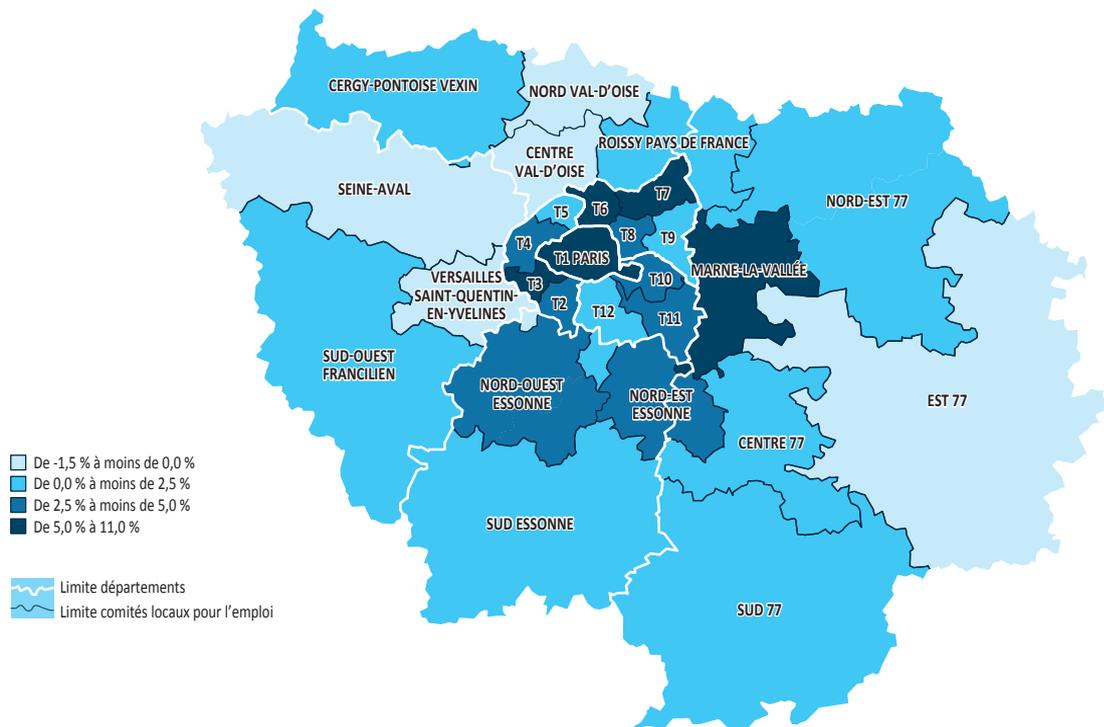
\*\* Le taux d'emploi de la population en âge de travailler (en général, les personnes âgées de 15 à 64 ans) est calculé en rapportant le nombre d'individus ayant un emploi au nombre total d'individus.

\*\*\* L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Source : Insee, Recensement de la Population RP 2021 - Exploitation principale. Population au lieu de résidence. Âge en années révolues. Emplois au lieu de travail.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

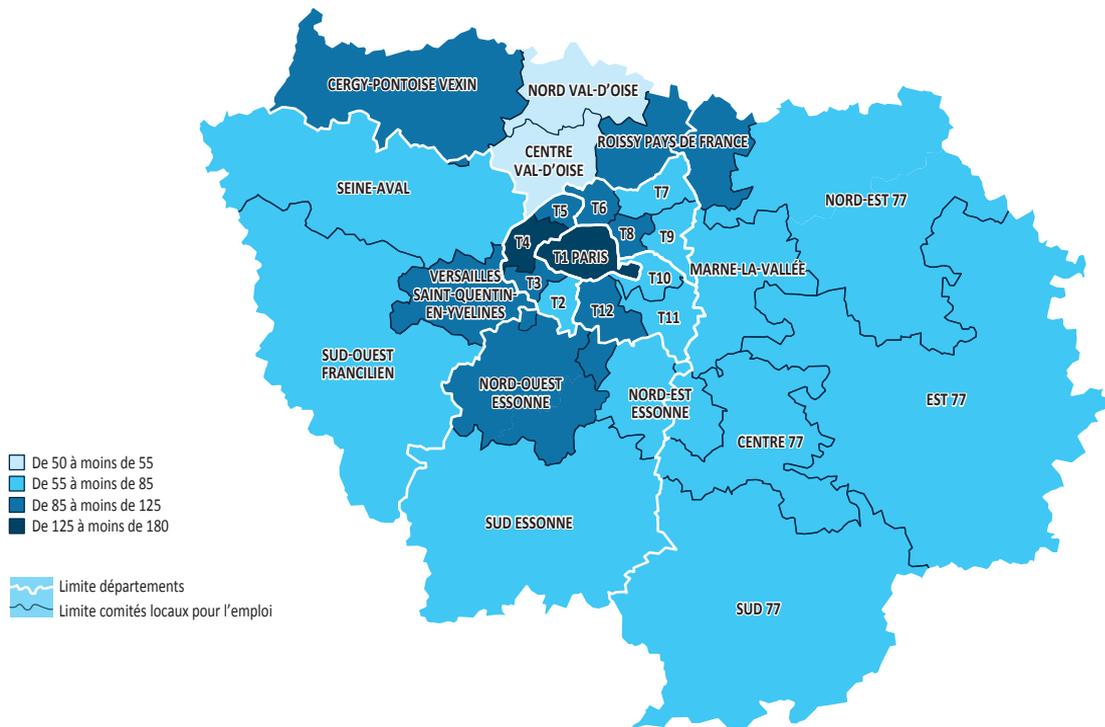
Évolution du nombre d'emplois par comité local pour l'emploi **entre 2015 et 2021**



Source : Insee, Recensement de la Population RP 2021 - Exploitation principale.

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](https://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Indicateur de concentration de l'emploi\* par comité local pour l'emploi en 2021



\* L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Source : Insee, Recensement de la Population RP 2021 - Exploitation principale.

[Retour sommaire >](#)

## Les mouvements de main-d'œuvre

Les données de mouvements de main d'œuvre sont issues, depuis 2019, d'une nouvelle source : la DSN (Déclaration Sociale Nominative). Les deux années qui ont suivi, perturbées, rendent pour l'instant difficile l'interprétation des données de main d'œuvre en niveaux. Aussi, les indicateurs tels que les taux de rotation sont pour l'instant retirés des chiffres clés régionaux.

### Mouvements de main d'œuvre en Île-de-France par type de contrat

Année	Embauches				Fins de contrat				
	Total Île-de-France	Embauches en CDI	Embauches en CDD	Total France métropolitaine	Total Île-de-France	Fins de CDI	CDD arrivés à terme	Ruptures anticipées de CDD	Total France métropolitaine
2017	<b>6 976 244</b>	1 043 264	5 932 980	22 559 339	<b>6 919 233</b>	975 786	5 824 844	118 603	22 393 314
2018	<b>7 515 546</b>	1 155 217	6 360 329	23 901 242	<b>7 459 065</b>	1 090 752	6 241 271	127 041	23 702 257
2019	<b>7 582 611</b>	1 214 882	6 367 729	24 626 641	<b>7 492 861</b>	1 129 388	6 234 963	128 510	24 369 856
2020	<b>5 220 005</b>	915 196	4 304 809	18 442 400	<b>5 300 874</b>	963 131	4 233 160	104 583	18 662 004
2021	<b>6 500 485</b>	1 161 292	5 339 193	22 265 614	<b>6 359 632</b>	1 089 187	5 131 523	138 922	21 730 392
2022	<b>7 998 910</b>	1 364 175	6 634 735	25 767 307	<b>7 887 948</b>	1 276 768	6 444 838	166 342	25 506 382
2023	<b>8 107 701</b>	1 310 655	6 797 046	25 555 575	<b>8 052 144</b>	1 266 905	6 599 615	185 624	25 419 989

Source : Dares, Mouvements de Main d'Oeuvre (MMO).

Champ : secteur privé (hors agriculture, hors intérim et particuliers employeurs).

Lecture : en 2023, en Île-de-France, parmi les 8 107 701 débuts de contrats, 1 310 635 sont des CDI.

### Fins de CDI en Île-de-France par type de sortie

Année	Fins de contrat	Démissions	Licenciements économiques	Licenciements non économiques	Rupture conventionnelle	Fins de période d'essai	Départs en retraite	Autres motifs de fin	Fins de contrat (FM)
2017	<b>975 786</b>	411 626	34 264	158 645	106 426	175 741	54 289	34 795	<b>22 393 314</b>
2018	<b>1 090 752</b>	471 688	33 910	171 825	116 461	203 292	57 246	36 331	<b>23 702 257</b>
2019	<b>1 129 388</b>	486 093	30 965	179 540	119 038	233 652	47 139	32 961	<b>24 369 856</b>
2020	<b>963 131</b>	375 438	40 285	162 267	115 360	182 453	50 614	36 714	<b>18 662 004</b>
2021	<b>1 089 187</b>	449 818	38 214	171 071	127 768	210 231	53 679	38 406	<b>21 730 392</b>
2022	<b>1 276 768</b>	546 238	31 141	194 587	135 993	276 870	53 991	37 948	<b>25 506 382</b>
2023	<b>1 266 905</b>	555 307	27 273	163 324	140 479	286 477	53 041	41 004	<b>25 419 989</b>

Source : Dares, Mouvements de Main d'Oeuvre (MMO).

Champ : secteur privé (hors agriculture, hors intérim et particuliers employeurs).

Lecture : en 2023, en Île-de-France, parmi les 1 266 905 fins de CDI, 555 307 sont des démissions.

## Mouvements de main d'œuvre en Île-de-France par catégories d'établissements

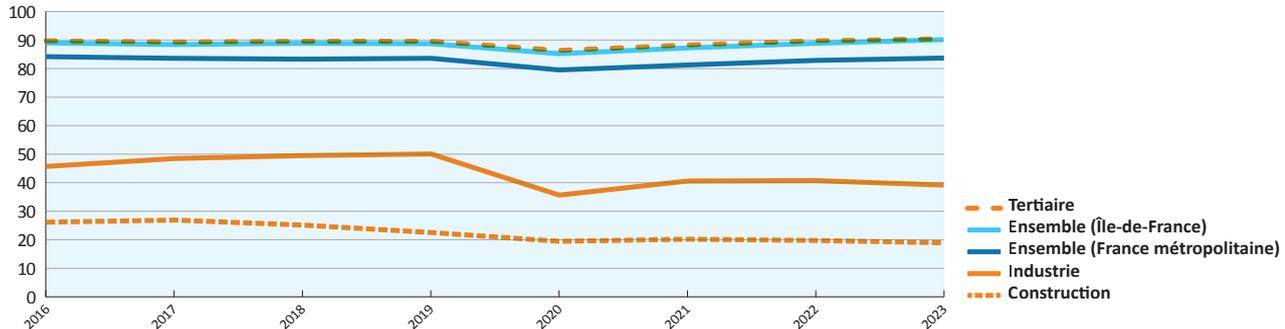
	Embauches		Fins de contrat	
	2023	Évolution entre 2022 et 2023 (en %)	2023	Évolution entre 2022 et 2023 (en %)
Moins de 10 salariés	2 048 726	0,4	1 996 159	1,5
10 à 49 salariés	2 261 883	3,0	2 277 317	3,8
50 salariés et plus	3 797 092	0,9	3 778 668	1,3
Industrie	133 626	-0,2	122 007	-4,5
Construction	167 266	0,7	162 886	0,3
Tertiaire	7 806 809	1,4	7 767 251	2,2
<b>Ensemble</b>	<b>8 107 701</b>	<b>1,4</b>	<b>8 052 144</b>	<b>2,1</b>

Source : Dares, Mouvements de Main d'Oeuvre (MMO).

Champ : secteur privé (hors agriculture, hors intérim et particuliers employeurs).

Lecture : en 2023, en Île-de-France, parmi les 8 107 701 débuts de contrats, 3 797 092 ont eu lieu dans des établissements de 50 salariés et plus.

## Part de CDD de moins d'un mois parmi les CDD arrivés à terme



Source : Dares, Mouvements de Main d'Oeuvre (MMO).

Champ : secteur privé (hors agriculture, hors intérim) et particuliers employeurs.

Lecture : en Île-de-France, dans le secteur de la construction, en 2023, 19 % des CDD arrivés à terme sont des CDD de moins d'un mois.

## Les déclarations préalables à l'embauche

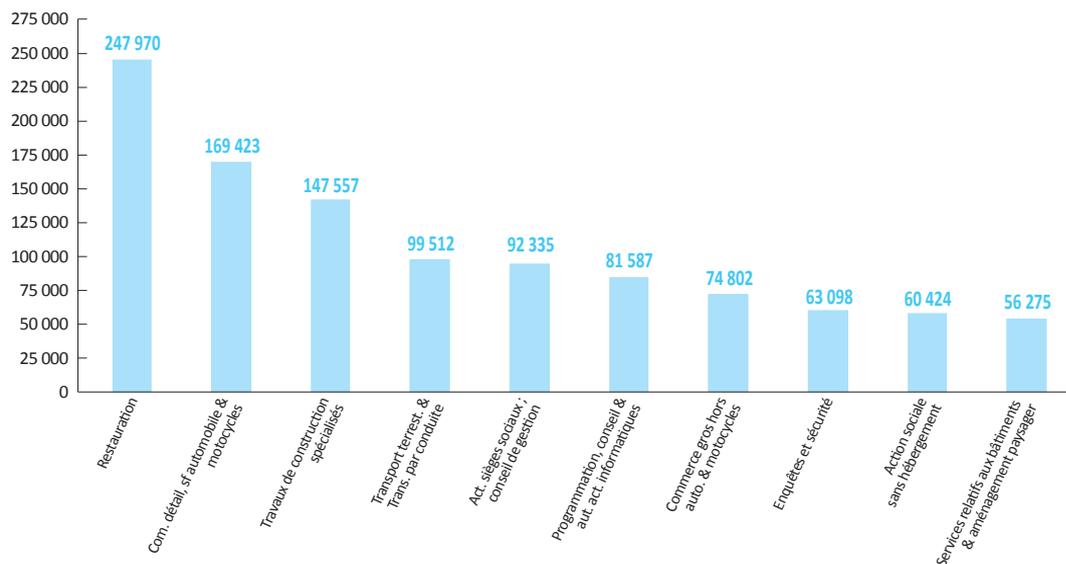
Déclarations préalables à l'embauche en 2023, et évolution par rapport à 2018 (en %)

										
Contrat		Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
2023	CDI et CDD de plus de 6 mois	680 189	144 788	140 826	136 188	326 780	237 276	158 892	137 784	<b>1 962 723</b>
	Tous contrats	3 657 579	527 309	546 420	511 714	1 495 977	852 967	656 929	484 950	<b>8 733 845</b>
	Part des CDI et CDD de plus de 6 mois (en %)	18,6	27,5	25,8	26,6	21,8	27,8	24,2	28,4	<b>22,5</b>
Évolution par rapport à 2018 (en %)	CDI et CDD de plus de 6 mois	16,9	23,8	10,7	18,1	15,6	19,3	18,7	28,0	<b>17,9</b>
	Tous contrats	13,1	18,4	13,7	20,7	-1,2	9,2	13,2	26,7	<b>11,4</b>

Source : Urssaf, DPAE 2023.

Lecture : le nombre de déclarations préalables à l'embauche dans les Hauts-de-Seine, pour des recrutements en CDI et CDD de plus de 6 mois, augmente de 15,6 % entre 2018 et 2023, mais diminue de 1,2 % pour l'ensemble des contrats.

## Les 10 secteurs d'activité (en NAF 88) qui embauchent le plus de salariés en emploi durable en 2023 Déclarations préalables à l'embauche en Île-de-France en 2023 de CDI et de CDD de plus de 6 mois



Source : Urssaf, DPAE 2023.

Lecture : en 2023, le secteur des travaux de construction spécialisés a enregistré 147 557 déclarations préalables à l'embauche de CDI ou CDD de plus de 6 mois.

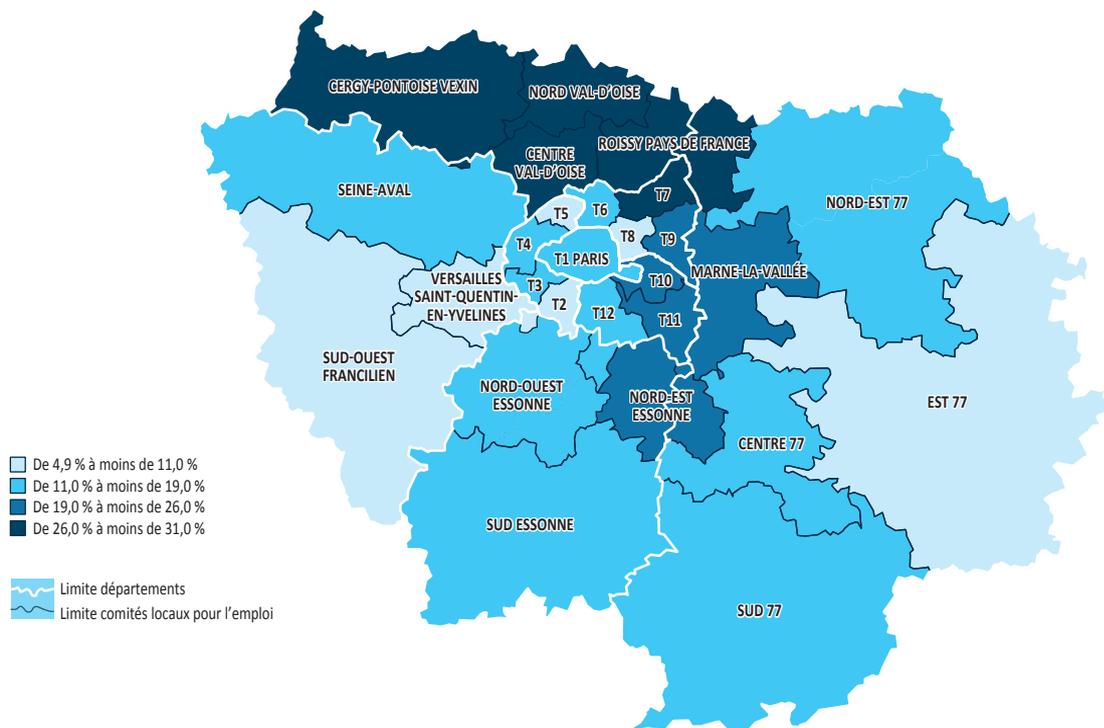
## Profil des embauches pour les DPAE en emploi durable en Île-de-France en 2023 (en %)

	Taux de féminisation dans les embauches durables	Part des jeunes (moins de 26 ans) dans les embauches durables	Part des seniors (50 ans et plus) dans les embauches durables
Agriculture, sylviculture et pêche	39,2	28,3	10,1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	48,6	44,1	7,6
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution Cokéfaction et raffinage	27,1	29,8	9,4
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	30,9	30,9	11,9
Fabrication de matériels de transport	29,4	35,7	8,6
Fabrication d'autres produits industriels	44,4	30,5	15,4
Construction	8,9	22,0	13,3
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	46,8	44,7	8,6
Transports et entreposage	18,3	29,7	12,6
Hébergement et restauration	38,2	44,5	8,1
Information et communication	36,4	27,4	6,8
Activités financières et d'assurance	52,9	30,4	8,9
Activités immobilières	56,0	31,7	14,2
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	42,7	25,0	14,7
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	71,3	29,1	15,4
Autres activités de services	57,0	35,4	12,6
<b>Total général</b>	<b>41,7</b>	<b>32,6</b>	<b>11,6</b>

Source : Urssaf, DPAE 2023.

Lecture : les femmes représentent 71,3 % des déclarations préalables d'embauche durables (CDI ou CDD de plus de 6 mois) dans l'administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ; les jeunes 29,1 % et les 50 ans et plus 15,4 %.

## Évolution des déclarations d'embauche en emploi durable (CDI et CDD de plus de 6 mois) entre 2018 et 2023 par Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE)



Source : Urssaf, DPAE 2023.

[Retour sommaire >](#)

## Les ruptures conventionnelles\*

Nombre de demandes d'homologation reçues par les DREETS/DRIEETS

	2023	2024	Évolution 2023/2024 (en %)
Paris	58 710	59 133	<b>0,7</b>
Seine-et-Marne	9 908	9 295	<b>-6,2</b>
Yvelines	9 829	9 522	<b>-3,1</b>
Essonne	8 323	8 158	<b>-2,0</b>
Hauts-de-Seine	26 625	27 671	<b>3,9</b>
Seine-Saint-Denis	14 930	14 135	<b>-5,3</b>
Val-de-Marne	10 620	10 233	<b>-3,6</b>
Val-d'Oise	8 466	8 167	<b>-3,5</b>
<b>Île-de-France</b>	<b>147 411</b>	<b>146 314</b>	<b>-0,7</b>
France entière	566 943	560 662	<b>-1,1</b>

\* La rupture conventionnelle a été introduite dans le Code du travail avec la loi du 25 juin 2008 portant «modernisation du marché du travail». Elle constitue un mode de rupture particulier du contrat de travail d'un salarié en CDI (Contrat de travail à durée indéterminée). Ce n'est ni un licenciement, ni une démission. L'employeur et le salarié conviennent en commun des conditions de la rupture du contrat de travail qui les lie et ces conditions sont stipulées dans une convention qui doit être homologuée par les services de la Drieets. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2022, les demandes de ruptures conventionnelles doivent être obligatoirement télétransmises via TéléRC. La rupture conventionnelle ouvre droit pour le salarié aux allocations chômage au même titre qu'un licenciement, contrairement à la démission.

Source : Dares, RC Refonte.



► [Directe Île-de-France, 2019-89 - Les ruptures conventionnelles franciliennes en 2015 : la majorité des signataires perçoit une indemnité égale au minimum légal](#)

## Les travailleurs handicapés

L'obligation d'emploi et son système d'information ont été profondément révisés par la loi du 5 septembre 2018 « pour la liberté de choisir son avenir professionnel ».

Depuis 2020, toutes les entreprises, quels que soient leurs effectifs, doivent déclarer l'effectif total des bénéficiaires de l'OETH qu'elles emploient, au sein de la Déclaration Sociale Nominative, dite « DSN ». Seules les entreprises de 20 salariés ou plus sont dorénavant assujetties à l'obligation d'emploi. C'est l'effectif global de l'entreprise qui est pris en compte : dans les entreprises à établissements multiples, l'OETH s'applique donc au niveau de l'entreprise, et non au niveau de chaque établissement atteignant le seuil de 20 salariés. Cependant, cette centralisation renforce l'effet siège, tant par rapport au reste du territoire qu'en interne à l'Île-de-France, ce qui, en conséquence, ne permet pas de fournir des chiffres significatifs au niveau départemental.

Pour l'heure, seules les informations relatives à l'emploi direct de personnes handicapées sont fiables et accessibles à partir des données de la DSN. Elles sont déclinées selon la taille et le secteur d'activité de l'entreprise assujettie à l'OETH.



► [Obligation d'emploi des travailleurs handicapés](#)

### Les entreprises assujetties et l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés

	 Île-de-France		 France entière	
	2022 (p)	2023 (p)	2022 (p)	2023 (p)
Nombre d'entreprises assujetties	28 015	28 159	112 337	112 333
Effectifs assujettis dans l'ensemble des entreprises assujetties (en équivalent temps plein)	4 833 272	4 844 557	12 437 044	12 459 392
Nombre théorique de travailleurs handicapés que les entreprises devaient employer*	276 144	276 830	691 106	692 583
Part de l'obligation attendue dans les effectifs assujettis (en %)**	5,7 %	5,7 %	5,6 %	5,6 %

(p) : données provisoires.

\* Le nombre de travailleurs handicapés que les entreprises ont l'obligation d'employer doit s'établir à 6 % de leur effectif d'assujettissement, arrondi à l'unité inférieure.

\*\* Le taux de 6 % est théorique car, dans la pratique, l'arrondissement à l'unité inférieure fait baisser ce taux. Ainsi, par exemple, pour une assiette d'assujettissement de 33 salariés, le calcul est le suivant :  $6\% \times 33 = 1,98$ . L'obligation est d'une unité, soit 3 % de l'assiette (c'est le cas limite).

Source : Dares, DSN-Sismo, extraction en septembre 2024 pour les années 2021, 2022 et 2023.

Champ : entreprises de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (EPIC), dont le siège social est localisé sur le territoire, France entière.

## Les travailleurs handicapés dans les effectifs des entreprises assujetties, selon les trois modes de décompte\*

				
	Île-de-France		France entière	
	2022 (p)	2023 (p)	2022 (p)	2023 (p)
Nombre de travailleurs handicapés employés en personnes physiques	<b>219 810</b>	<b>220 551</b>	671 208	674 422
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalents temps plein**	<b>151 879</b>	<b>156 330</b>	442 951	454 205
Taux d'emploi direct en équivalent temps plein (en %)	<b>3,1</b>	<b>3,2</b>	3,6	3,6
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalents temps plein après majoration***	<b>195 640</b>	<b>201 700</b>	567 681	583 344
Taux d'emploi direct en équivalent temps plein majoré (en %)	<b>4,0</b>	<b>4,2</b>	4,6	4,7

(p) : données provisoires.

\* Les travailleurs handicapés pris en compte sont ceux employés directement par les entreprises assujetties (c'est-à-dire hors ceux mis à disposition). Ils sont décomptés selon trois modes différents (en personnes physiques, en équivalent temps plein et en équivalent temps plein après majoration des travailleurs handicapés âgés de 50 ans ou plus).

\*\* Le décompte des travailleurs handicapés employés en équivalent temps plein s'effectue au prorata du temps réel de travail, du temps de présence dans l'année et de la durée de validité de la reconnaissance.

\*\*\* La majoration consiste à appliquer pour chaque travailleur handicapé âgé de 50 ans ou plus un coefficient de valorisation de 1,5 dans le calcul des effectifs de BOETH. Par exemple, une personne ayant travaillé à 80 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet de l'année compte pour :  $[0,8 * (6/12)] * 1,5 = 0,6$  équivalent temps plein.

Source : Dares, DSN-Sismmo, extraction en septembre 2024 pour les années 2021, 2022 et 2023.

Champ : entreprises de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (EPIC), France entière.

## Taux d'emploi direct\* et majoré\*\* selon la taille de l'entreprise (en %)

								
	Île-de-France				France entière			
	2022 (p)		2023 (p)		2022 (p)		2023 (p)	
	Taux d'emploi direct	Taux d'emploi direct majoré	Taux d'emploi direct	Taux d'emploi direct majoré	Taux d'emploi direct	Taux d'emploi direct majoré	Taux d'emploi direct	Taux d'emploi direct majoré
De 20 à 49 salariés	1,5	1,9	1,6	2,0	2,7	3,4	2,8	3,5
De 50 à 99 salariés	2,0	2,5	2,0	2,5	3,3	4,1	3,3	4,2
De 100 à 249 salariés	2,1	2,7	2,1	2,7	3,4	4,3	3,5	4,4
De 250 à 499 salariés	2,6	3,3	2,5	3,2	3,6	4,7	3,7	4,7
De 500 salariés ou plus	3,8	5,0	4,0	5,2	4,1	5,2	4,2	5,4
Ensemble des entreprises	3,1	4,0	3,2	4,2	3,6	4,6	3,6	4,7

(p) : données provisoires.

\* Le taux d'emploi direct rapporte le nombre de salariés bénéficiaires de l'obligation d'emploi en ETP à celui des salariés assujettis de l'entreprise.

\*\* Le taux d'emploi direct majoré tient compte d'une survalorisation pour les salariés âgés de 50 ans et plus. Un travailleur handicapé âgé de 50 ans ou plus ayant travaillé à 80 % toute l'année est ainsi compté pour 1,2 équivalent temps plein.

Source : Dares, DSN-Sismmo, extraction en septembre 2024 pour les années 2021, 2022 et 2023.

Champ : entreprises du secteur privé et entreprises publiques à caractère industriel et commercial, de 20 salariés ou plus, France entière.

## Taux d'emploi direct et majoré selon le secteur d'activité de l'entreprise\* (en %)

								
	Île-de-France				France entière			
	2022 (p)		2023 (p)		2022 (p)		2023 (p)	
	Taux d'emploi direct	Taux d'emploi direct majoré	Taux d'emploi direct	Taux d'emploi direct majoré	Taux d'emploi direct	Taux d'emploi direct majoré	Taux d'emploi direct	Taux d'emploi direct majoré
Industrie	4,0	5,3	4,1	5,4	4,2	5,4	4,2	5,5
Construction	2,3	3,0	2,4	3,1	2,7	3,5	2,8	3,6
Commerce, transport, hébergement et restauration	3,6	4,7	3,7	4,7	3,4	4,4	3,5	4,5
Information et communication	1,8	2,3	2,0	2,5	2,3	2,9	2,4	3,0
Activités financières, d'assurance et immobilières	3,1	4,0	3,4	4,4	3,8	4,8	3,9	5,0
Services aux entreprises	2,2	2,7	2,4	3,0	2,9	3,7	3,0	3,7
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale*	3,2	4,1	3,9	5,1	4,6	5,9	4,8	6,1
Autres activités**	2,6	3,3	2,7	3,4	2,9	3,6	2,9	3,7
<b>Ensemble des entreprises</b>	<b>3,1</b>	<b>3,9</b>	<b>3,2</b>	<b>4,2</b>	<b>3,6</b>	<b>4,6</b>	<b>3,6</b>	<b>4,7</b>

(p) : données provisoires.

\* Sont notamment inclus ici, dans le secteur de l'administration publique (hors fonction publique), les organismes de droit privé chargés d'une mission de service public, comme les caisses d'allocations familiales.

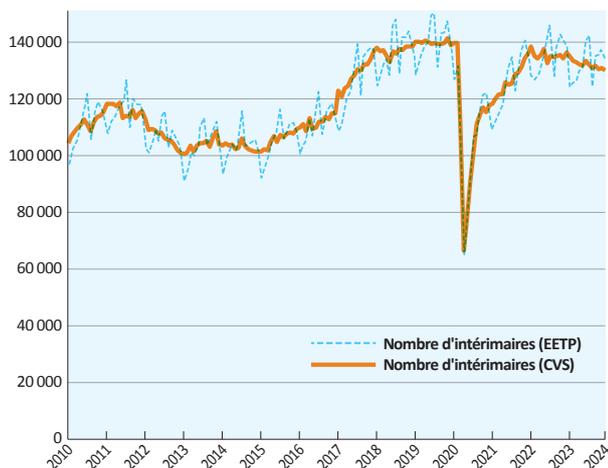
\*\* Autres activités : agriculture, sylviculture et pêche, ainsi que diverses activités de service.

Source : Dares, DSN-Sismmo, extraction en septembre 2024 pour les années 2021, 2022 et 2023.

Champ : entreprises du secteur privé et entreprises publiques à caractère industriel et commercial, de 20 salariés ou plus, France entière.

## L'intérim

Évolution du nombre d'intérimaires en Île-de-France  
entre 2010 et 2024



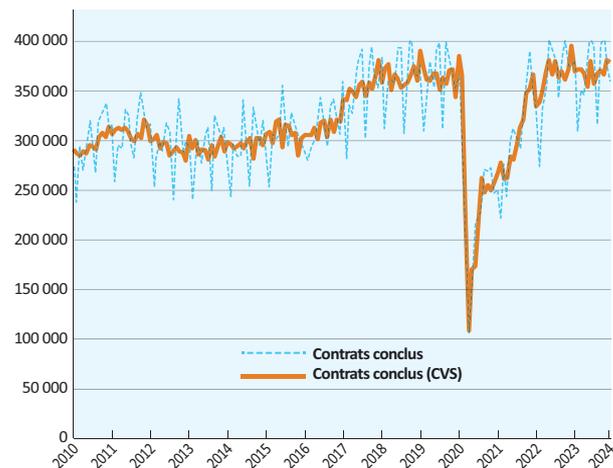
Sources : Dares - Exploitation DSN, France Travail - Déclarations mensuelles des agences d'intérim.

**Avertissement :** l'introduction progressive de la Déclaration Sociale Nominative (DSN) en remplacement des Relevés Mensuels de Mission (RMM) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des agences d'intérim.

Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi intérimaire. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

[Retour sommaire >](#)

Évolution du nombre de contrats d'intérim conclus  
en Île-de-France entre 2010 et 2024



Sources : Dares - Exploitation DSN, France Travail - Déclarations mensuelles des agences d'intérim.



► [Les publications de la Dares](#)

## L'intérim par département en 2024

(données corrigées des variations saisonnières)

	Nombre de contrats conclus en 2024	Évolution du nombre de contrats par rapport à 2023 (en %)	Volume moyen de travail temporaire (en équivalent temps plein) en 2024	Évolution du volume moyen de travail temporaire par rapport à 2023 (en %)	Nombre d'intérimaires à fin décembre 2024	Évolution du nombre d'intérimaires par rapport à fin décembre 2023 (en %)	Durée moyenne des missions	Taux de recours à l'intérim en 2024 (en %)
Paris	963 783	-5,6	17 275	-12,4	16 176	-11,7	1,1	<b>0,8</b>
Seine-et-Marne	592 900	2,0	21 057	0,4	21 016	3,5	1,9	<b>4,2</b>
Yvelines	327 260	-4,7	10 102	-10,2	10 042	-9,4	1,8	<b>1,9</b>
Essonne	449 145	0,0	16 328	-10,9	16 131	-9,7	2,1	<b>3,3</b>
Hauts-de-Seine	522 407	-2,2	15 096	-13,2	15 020	-10,6	1,7	<b>1,3</b>
Seine-St-Denis	531 261	3,3	14 639	-2,1	13 986	-1,4	1,6	<b>2,0</b>
Val-de-Marne	421 361	-3,3	12 339	-8,0	11 931	-7,3	1,7	<b>2,2</b>
Val-d'Oise	639 319	13,4	14 251	-3,2	13 960	-2,2	1,2	<b>3,4</b>
<b>Île-de-France</b>	<b>4 447 434</b>	<b>0,1</b>	<b>121 087</b>	<b>-7,4</b>	<b>118 262</b>	<b>-5,9</b>	<b>1,6</b>	<b>1,9</b>
France métropolitaine	20 208 601	-3,4	701 034	-8,1	700 741	-6,0	1,9	<b>2,7</b>

Sources : Dares - Exploitation DSN, France Travail - Déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Lecture : en 2024, en Île-de-France, pour 100 salariés employés, on comptait 1,9 intérimaire.

Définitions :

**Contrats conclus (au cours d'une période)** : missions dont la date de début appartient à la période considérée.

Le nombre de contrats conclus mesure le flux d'entrées en emploi intérimaire dans la période.

**Volume moyen de travail temporaire en équivalent temps plein (au cours d'une période)** : nombre total d'heures travaillées divisé par la moyenne annuelle des heures travaillées dans des emplois à plein temps. Sur l'année, 45 semaines de travail sont retenues pour le calcul de cet indicateur.**Taux de recours** : nombre d'intérimaires à fin décembre pour 100 salariés en fin d'année (selon Urssaf).

Les nombres de contrats, d'intérimaires et de volume d'emploi en équivalent temps plein sont comptés dans le département de l'établissement utilisateur.

## Nombre d'emplois intérimaires par secteur d'activité, selon la localisation de l'établissement utilisateur à fin décembre 2024 (données corrigées des variations saisonnières)

Secteurs d'activité	Nombre d'emplois intérimaires à fin décembre 2024									Évolution par rapport à fin décembre 2023 (en %)
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	
Agriculture, sylviculture et pêche	ss	7	ss	ss	ss	ss	ss	ss	69	-38,9
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	54	266	87	277	113	91	108	57	1 053	1,2
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	ss	29	ss	ss	54	ss	ss	ss	85	5,8
Cokéfaction et raffinage	83	313	253	415	179	70	79	100	1 493	11,8
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	35	303	533	157	210	377	26	590	2 232	-10,9
Fabrication de matériels de transport	568	1 528	673	843	549	345	654	912	6 073	-8,9
Fabrication d'autres produits industriels	694	657	527	667	1 588	916	548	378	5 975	3,3
Construction	2 018	3 411	2 996	3 572	2 705	2 559	3 390	2 207	22 857	-10,3
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1 937	2 245	1 323	1 407	1 797	1 115	1 697	1 303	12 822	-8,6
Transports et entreposage	1 400	8 403	1 155	5 990	1 065	4 667	2 058	5 866	30 604	-2,9
Hébergement et restauration	1 637	584	264	267	1 230	354	546	408	5 290	-5,5
Information et communication	451	77	112	124	658	218	47	128	1 814	-20,1
Activités financières et d'assurance	1 193	20	62	67	591	130	287	63	2 412	-10,8
Activités immobilières	172	23	19	ss	ss	26	37	11	373	-2,5
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	3 346	2 135	1 413	1 938	3 089	2 288	1 854	1 445	17 507	-3,5
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1 929	529	516	260	988	688	538	352	5 800	-5,2
Autres activités de services	635	487	102	135	122	142	44	138	1 805	-7,8
<b>Ensemble</b>	<b>16 176</b>	<b>21 016</b>	<b>10 042</b>	<b>16 131</b>	<b>15 020</b>	<b>13 986</b>	<b>11 931</b>	<b>13 960</b>	<b>118 262</b>	<b>-5,9</b>

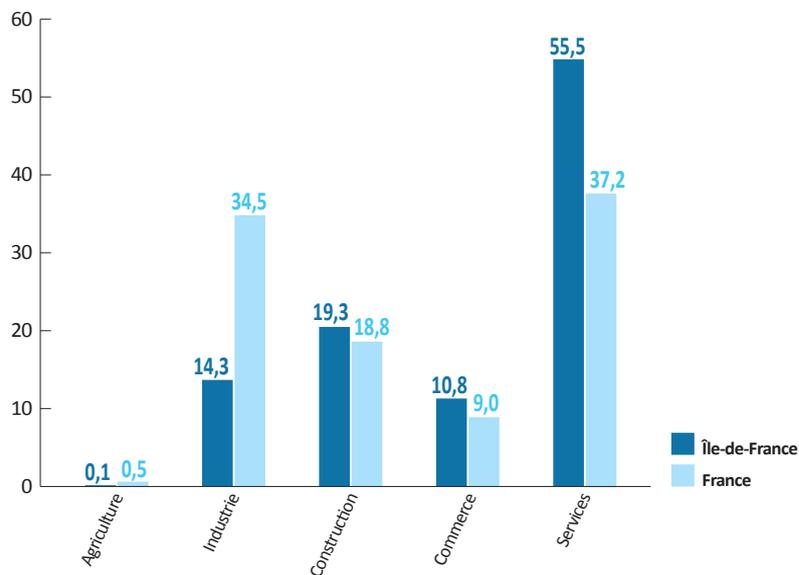
ss : secret statistique.

Sources : Dares - Exploitation DSN, France Travail - Déclarations mensuelles des agences d'intérim.

[Retour sommaire >](#)

L' I N T É R I M

Répartition du nombre d'emplois intérimaires par grands secteurs d'activité à fin décembre 2024 (en %)  
(données corrigées des variations saisonnières)



Sources : Dares - Exploitation DSN, France Travail - Déclarations mensuelles des agences d'intérim.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](https://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)



# POLITIQUE DU TRAVAIL

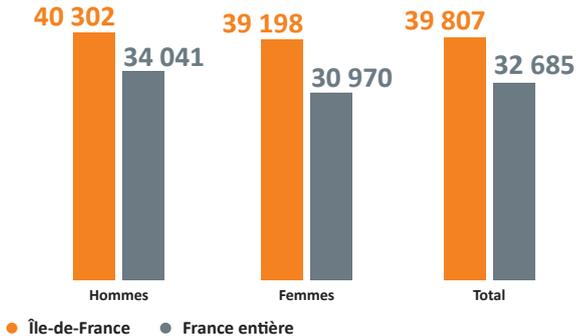


Ce chapitre, dédié à la politique du travail, présente une série d'indicateurs clés. Il fournit notamment des informations sur la **représentativité syndicale** et **patronale**, qui reste stable par rapport à l'édition précédente, sur la **négociation collective**, marquée par une baisse du nombre de textes signés, et sur la situation des **salariés protégés**, avec une augmentation des demandes de ruptures conventionnelles. Les indicateurs relatifs aux salaires (en 2022) illustrent la **stabilité des rémunérations** qui était observée durant la pandémie, mais également l'importance des écarts de rémunérations. Enfin, le chapitre présente un certain nombre d'indicateurs relatifs aux **conditions de travail**, aux **accidents du travail** et aux **maladies professionnelles**, qui demeurent des défis importants pour la santé et la sécurité des salariés.

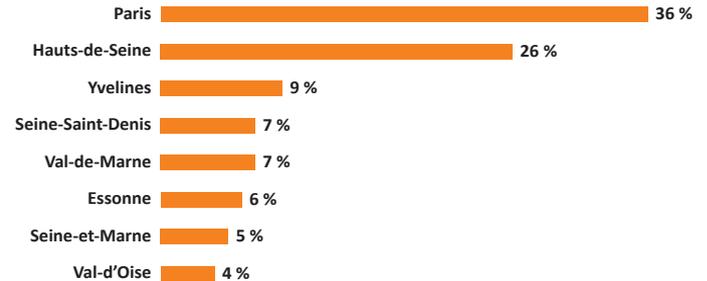
# En 2022, **50 %** des salariés perçoivent un salaire brut annuel inférieur à 39 807 € en Île-de-France et 32 685 € en France entière

## Vue d'ensemble

### Salaire médian brut annuel en 2022

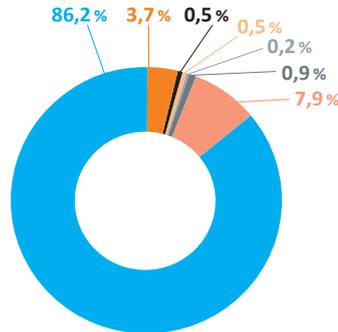


### Négociation collective en Île-de-France (29 908 textes signés) en 2023



### Répartition par type de maladie reconnue en 2023

- Troubles Musculo-Squelettiques (TMS) (T57 T69 T79 T97 T98)
- Affections liées à l'inhalation d'amiante (T30 T30BIS)
- Atteintes auditives (T42)
- Rhinites et asthmes professionnels (T66)
- Lésions eczématiformes de mécanisme allergique (T65)
- Affections respiratoires aiguës liées à une infection au SARS-Cov2 (T100)
- Autres



Source : CRAMIF (Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France).

### Autres indicateurs clés

- **81 736** accidents du travail, en 2023 en Île-de-France, dont **70 %** dans 5 secteurs d'activité (commerce, santé,...)
- Salariés protégés en IDF par l'inspection du travail en 2024
  - **2 521** demandes de ruptures conventionnelles, dont **99 %** autorisées
  - **1 039** demandes de transfert de contrats de travail de salariés protégés, dont **95 %** autorisés
- Services de santé au travail en IDF, en 2023
  - **551** médecins du travail et **130** collaborateurs médecins (services à compétences interprofessionnelle et uniquement professionnelle)
  - **356** médecins (services autonomes)

## Les élections professionnelles

La loi du 20 août 2008 prévoit que la représentativité des syndicats se mesure à l'aune de 7 critères, dont celui de l'audience mesurée, tous les 4 ans. L'audience 2021 a ainsi été calculée, à partir des élections professionnelles (Comité Social et Économique - CSE) organisées dans les entreprises d'au moins 11 salariés entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2020, de l'élection syndicale TPE, organisée auprès des salariés des entreprises de moins de 11 salariés et des employés à domicile, qui s'est tenue du 22 mars au 6 avril 2021, et des élections aux chambres départementales d'agriculture, pour les salariés de la production agricole, qui se sont déroulées en janvier 2019.

### Audience syndicale des organisations syndicales au niveau régional

	Suffrages valablement exprimés*	Score (en %)
CFDT	406 824	24,97
CFE-CGC	261 511	16,05
CFTC	169 357	10,39
CGT	314 379	19,29
CGT-FO	213 174	13,08
SOLIDAIRES	65 396	4,01
UNSA	134 995	8,29
Autres OS	63 700	3,91
<b>Total</b>	<b>1 629 336</b>	<b>100</b>

\* Le nombre de suffrages valablement exprimés correspond au nombre de votants moins les suffrages blancs et nuls.

Source : Ministère du Travail, audience syndicale régionale diffusée en septembre 2021.

## L'audience patronale

La loi du 5 mars 2014 et le décret du 13 juin 2015 fixent le cadre de la représentativité patronale et prévoient qu'elle s'appuie sur l'ancienneté et l'audience. Critère déterminant de l'appréciation de la représentativité d'une organisation professionnelle d'employeurs, le critère de l'audience est réputé satisfait si une organisation professionnelle d'employeurs franchit le seuil de 8 %, soit des entreprises adhérentes à toutes les organisations professionnelles d'employeurs candidates, soit des salariés employés par ces mêmes entreprises, au niveau considéré, national et interprofessionnel ou dans les branches professionnelles.

### Les résultats au niveau national et interprofessionnel

	Nombre d'entreprises*	Nombre de salariés	Audience entreprises (en %)	Audience salariés (en %)
MEDEF	125 929	9 367 164	21,96	69,21
CPME	239 810	3 456	42,45	25,54
U2P	203 715	709 852	35,53	5,24
La CNDI	387	1 975	0,07	0,01
<b>Total</b>	<b>569 881</b>	<b>13 535 371</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

\* Nombre d'entreprises qui emploient ou non des salariés.

Source : Haut conseil du dialogue social, février 2024.

Note : la CNDI (Coordination Nationale Des Indépendants) n'atteignant pas le seuil de 8 %, elle n'est pas reconnue comme organisation représentative.

Au terme de l'arrêté du 9 février 2024, qui révisé les niveaux de « l'audience salariés », le Medef est toujours la seule organisation susceptible de s'opposer seule à l'extension d'un ANI, puisqu'il représente 69,21 % des salariés au niveau national interprofessionnel (contre 66,33 % selon l'arrêté du 18 novembre 2021). La CPME et l'U2P, qui comptabilisent désormais respectivement 25,54 % (contre 28,64 % en 2021) et 5,24 % (contre 5,03 % en 2017), n'ont à l'inverse pas la possibilité de s'opposer à l'extension d'un ANI signé par le Medef.



→ [Mesure d'audience de la représentativité patronale - Ministère du Travail, de la santé et des solidarités \(travail-emploi.gouv.fr\)](#)

## La négociation collective

### Nombre de textes signés en 2023\*

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Nombre de textes	10 438	1 394	2 523	1 761	7 529	2 126	1 921	1 216	28 908
En %	36	5	9	6	26	7	7	4	100

\* Ces textes peuvent être :

- des accords négociés et signés par les partenaires sociaux ;
- des avenants à des accords déjà signés ;
- des adhésions à un accord existant (par exemple quand une entreprise adhère à l'accord du groupe qu'elle rejoint) ;
- des dénonciations d'accords en vigueur ;
- des procès verbaux de désaccord, preuves que les négociations ont été engagées mais n'ont pas abouti ;
- des décisions unilatérales de l'employeur.

Sources : DaccordNG / DDETS-DRIEETS / Dares, base 2023 consolidée.

Les textes sont le plus souvent signés au siège de l'entreprise lorsqu'elle dispose de plusieurs établissements, ce qui explique le grand nombre de textes signés en Île-de-France, notamment à Paris et dans les Hauts-de-Seine, où un grand nombre de sièges sociaux sont implantés.

La mise en place à partir du 28 mars 2018 de la téléprocédure a profondément modifié le mode d'enregistrement des textes. Ce sont dorénavant les entreprises (plus précisément l'établissement de l'entreprise qui dépose l'accord, autrement dit « unité déposante ») qui saisissent directement sur le portail de téléprocédure une partie des informations relatives à l'unité déposante et au texte enregistré. Les unités départementales de la DRIEETS ou DDETS doivent ensuite compléter et valider cette saisie.

Le système d'information a intégré progressivement les modifications sur les nouveaux signataires et les nouveaux thèmes apportées par les ordonnances de septembre 2018 ; l'apprentissage du nouveau cadre de dépôt et de saisie a pu se traduire par des erreurs de saisie telles que l'enregistrement sous un même numéro de plusieurs textes distincts, des codages erronés dans les thématiques, les types de signataires...

## Dénombrément des textes traitant de l'épargne salariale signés en 2023\*

Départements	Nombre de textes	Intéressement ou participation	Répartition par thèmes (en %)**	
			Plans d'épargne	
			Plan d'Épargne Entreprise (PEE), Plan d'Épargne Interentreprises (PEI), Plan d'Épargne Groupe (PEG)	Plan d'Épargne Retraite Collectif (PERCO), Plan d'Épargne Retraite Collectif de Groupe (PERCOG), Plan d'Épargne Retraite Collectif Interentreprises (PERCOI)
Paris	4 126	70,9	25,9	10,0
Seine-et-Marne	548	76,6	18,1	9,9
Yvelines	966	67,6	24,5	10,5
Essonne	664	75,0	18,5	11,4
Hauts-de-Seine	2 775	66,3	29,0	14,8
Seine-Saint-Denis	581	72,3	22,2	13,3
Val-de-Marne	702	69,4	20,2	14,0
Val-d'Oise	427	74,9	21,3	10,8
<b>Île-de-France</b>	<b>10 789</b>	<b>70,1</b>	<b>25,0</b>	<b>11,8</b>

\* Ce dénombrement comprend les décisions unilatérales portant sur l'épargne salariale. Il inclut également des textes d'épargne salariale pouvant aborder d'autres thèmes.

\*\* Le total peut être supérieur à 100 %, un même texte pouvant aborder plusieurs thèmes.

Sources : DaccordNG / DDETS-DRIEETS / Dares, base 2023 consolidée.



→ [Qu'est-ce que l'épargne salariale ?](#)

Textes signés et enregistrés

par type en 2023

Hors textes traitant de l'épargne  
salariale seule

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Accord au sens strict	4 272	620	969	741	3 235	1 061	882	557	<b>12 337</b>
Adhésion à un accord	31	0	2	0	20	5	2	1	<b>61</b>
Avenant	941	74	232	167	837	227	147	88	<b>2 713</b>
Dénonciation d'accords	75	2	20	16	34	16	10	13	<b>186</b>
Désaccord (constats)*	249	42	59	32	250	76	60	39	<b>807</b>
Autre	24	5	11	0	34	1	1	8	<b>84</b>
<b>Total hors décisions unilatérales</b>	<b>5 592</b>	<b>743</b>	<b>1 293</b>	<b>956</b>	<b>4 410</b>	<b>1 386</b>	<b>1 102</b>	<b>706</b>	<b>16 188</b>
Décision unilatérale employeur**	720	103	264	141	344	159	117	83	<b>1 931</b>
<b>Nombre total de textes</b>	<b>6 312</b>	<b>846</b>	<b>1 557</b>	<b>1 097</b>	<b>4 754</b>	<b>1 545</b>	<b>1 219</b>	<b>789</b>	<b>18 119</b>
En %	35	5	9	6	26	9	7	4	<b>100</b>

\* Les employeurs doivent déposer un constat de désaccord avant de déposer un plan d'action unilatéral afin de satisfaire aux obligations de négocier sur certains thèmes.

\*\* Le nombre de décisions unilatérales est durablement élevé en raison de la possibilité laissée aux directions d'entreprises de satisfaire par des plans d'actions à certaines obligations de négociations, notamment celles relatives à l'égalité professionnelle, afin de ne pas être soumises à pénalité financière. Les DU prises en application d'un accord de branche permettant l'application du dispositif APLD participent également à cette augmentation.

Sources : DaccordNG / DDETS-DRIEETS / Dares, base 2023 consolidée.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Textes signés et enregistrés par thème en Île-de-France en 2023

Hors décisions unilatérales  
et hors textes traitant  
de l'épargne salariale seule

	Répartition des textes (en %)
<b>Salaires et primes</b>	<b>32,3</b>
<b>Classifications</b>	<b>1,2</b>
<b>Temps de travail</b>	<b>28,0</b>
Durée collective temps de travail	12,0
Aménagement du temps de travail	8,4
Compte épargne-temps	2,5
Fixation des congés	6,5
Heures supplémentaires	3,2
Travail du dimanche	0,8
Don de jour et jour de solidarité	2,8
<b>Emploi</b>	<b>9,0</b>
Emploi	2,6
GPEC	1,1
Accord de méthode (PSE)	0,9
Accès et maintien des salariés dans l'emploi	0,5
Travailleurs handicapés	2,4
Mobilité	2,3
Performance collective	0,5
Rupture conventionnelle collective	0,3
<b>Protection sociale</b>	<b>6,2</b>
Prévoyance collective	2,4
Couverture complémentaire santé	4,7
Retraite supplémentaire	0,6
<b>Égalité professionnelle et diversité</b>	<b>11,9</b>
Égalité salariale entre femmes et hommes	11,8
Non discrimination-diversité	3,3
Autres dispo egpro	7,3
<b>Conditions de travail</b>	<b>17,6</b>
Autres conditions de travail	3,0
Stress, risques psychosociaux	0,3
Pénibilité	0,4
Télétravail	6,0
Droit déconnexion	4,3
QVT, vie pers/coll	7,8
Covid	0,0
<b>Formation professionnelle</b>	<b>1,4</b>
<b>Droit syndical, IRP, expression des salariés</b>	<b>23,0</b>
<b>Autres thèmes</b>	<b>33,2</b>
<b>Total textes</b>	<b>16 188</b>

Sources : DaccordNG / DDETS-DRIEETS / Dares, base 2023 consolidée.

Un texte pouvant aborder plusieurs thèmes, le total des fréquences est supérieur à 100 %.

L'importance du thème « autres » vient du fait qu'un même texte est enregistré sous un thème précis et sous la catégorie générique « autres ».

Lecture : 32,3 % des textes signés en 2023 en Île-de-France portent sur les salaires et les primes.

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

### Textes signés et enregistrés en 2023 par type de signataire\*

Hors textes traitant de l'épargne salariale seule

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Délégué(s) syndical(aux)	3 824	567	1 045	743	3 696	1 160	900	537	<b>12 472</b>
Élu ou salarié mandaté	420	29	98	65	199	30	33	66	<b>940</b>
Élu non mandaté	640	85	47	79	273	103	98	51	<b>1 376</b>
Salariés à la majorité des deux-tiers	551	44	71	45	120	49	46	32	<b>958</b>
Employeur seul**	865	121	295	165	466	203	142	102	<b>2 359</b>
Modalités de conclusion multiples	5	0	1	0	0	0	0	1	<b>7</b>
Non renseigné	7	0	0	0	0	0	0	0	<b>7</b>
<b>Total</b>	<b>6 312</b>	<b>846</b>	<b>1 557</b>	<b>1 097</b>	<b>4 754</b>	<b>1 545</b>	<b>1 219</b>	<b>789</b>	<b>18 119</b>

\* Les ordonnances de 2017 ont profondément remanié les règles de la négociation collective et des modalités de signature.

Le guide produit par la DGT en rappelle les principales évolutions.

\*\* Ce chiffre comprend les décisions unilatérales mais aussi des dénonciations d'accord, des constats de désaccord...

Sources : DaccordNG / DDETS-DRIEETS / Dares, base 2023 consolidée.



► [Le guide de la DGT](#)  
« [Questions-réponses : la négociation collective](#) ».

### Textes signés par des délégués syndicaux et enregistrés en 2023\*

Répartition des textes signés par les délégués désignés par les syndicats, par ordre de représentativité (en %)

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
CFDT	95,0	95,1	91,8	94,3	94,7	95,8	93,8	94,8	<b>94,6</b>
CGT	82,4	89,6	80,0	81,6	80,1	80,8	82,6	86,2	<b>81,9</b>
CGT-FO	88,1	90,7	94,0	95,2	89,8	85,0	92,5	86,4	<b>89,8</b>
CFE-CGC	93,3	93,0	94,7	94,4	93,4	93,9	90,7	90,8	<b>93,3</b>
CFTC	94,0	95,3	93,6	94,5	93,3	92,6	93,5	87,0	<b>93,3</b>
Autres	92,6	91,0	84,4	92,8	89,2	90,7	88,8	91,8	<b>90,5</b>
<b>Total</b>	<b>3 824</b>	<b>567</b>	<b>1 045</b>	<b>743</b>	<b>3 696</b>	<b>1 160</b>	<b>900</b>	<b>537</b>	<b>12 472</b>

\* Hors textes traitant de l'épargne salariale seule.

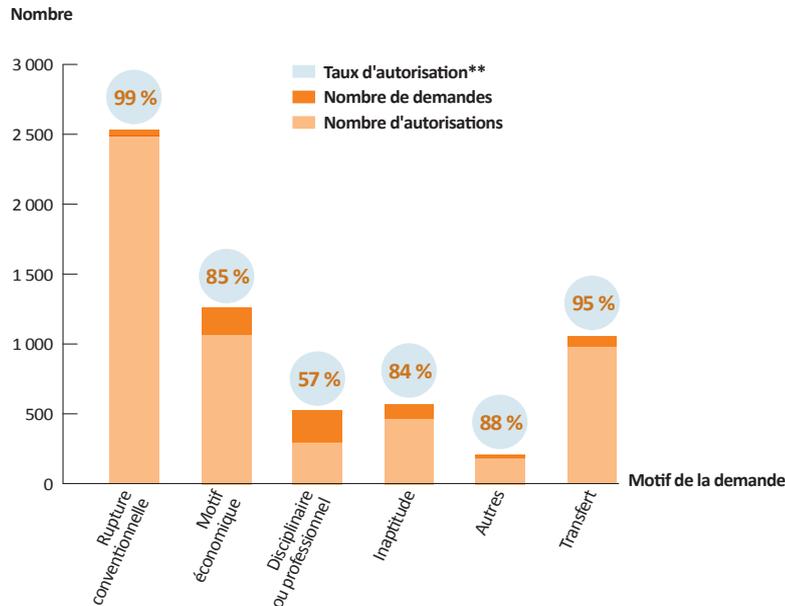
Sources : DaccordNG / DDETS-DRIEETS / Dares, base 2023 consolidée.

Le total de chaque colonne est supérieur à 100 % car les textes sont souvent signés par plusieurs syndicats.

Lecture : en 2023, sur les 3 824 textes signés par un délégué syndical à Paris, 95 % ont été signés par la CFDT.

## Les licenciements de salariés protégés\*

Taux d'autorisation\*\* par motif, et décomposition selon le nombre de demandes et d'autorisations traitées en Île-de-France en 2024



\* Rupture de série : les données sur les licenciements de salariés protégés collectées à partir du nouvel outil collaboratif de l'inspection du travail (SUIT via Delphe) ne sont pas comparables avec celles issues de l'ancien système collaboratif des années précédentes (WIKI'T).

\*\* Le taux d'autorisation est le rapport entre le nombre de décisions d'autorisation (dont celles retraitées) et le nombre de demandes (autorisation + refus + « autre » (dont rejet et retrait)).

Source : SUIT via Delphe ; traitement DRIETS Île-de-France SESE, extraction réalisée le 23 avril 2025.

Les « autres motifs » regroupent les fins de CDD, les fins de contrat de chantier et de mission, les ruptures anticipées de CDD, les mises à la retraite et les autres motifs. Les « motifs disciplinaires et professionnels » regroupent les insuffisances professionnelles, les motifs disciplinaires et les troubles objectifs. Les « motifs économiques » regroupent les licenciements pour motif économique et les ruptures amiables d'un commun accord pour motif économique.

lecture : en Île-de-France, environ 2 521 demandes de ruptures conventionnelles pour des salariés protégés ont été instruites et saisies dans l'outil informatique en 2024. 99 % de ces demandes ont été autorisées.

## Les salaires du secteur privé en 2022

Salaire brut annuel moyen en équivalent temps plein, par catégorie socioprofessionnelle et département

Catégorie socio-professionnelle	Salaire brut annuel moyen en équivalent temps plein* (€)					Ensemble
	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers qualifiés	Ouvriers non qualifiés	
Paris	86 304	44 616	32 576	33 108	25 328	<b>58 830</b>
Seine-et-Marne	67 307	41 525	29 560	32 686	26 244	<b>38 677</b>
Yvelines	78 110	50 806	29 904	33 854	26 811	<b>51 173</b>
Essonne	74 478	42 397	30 282	33 084	25 966	<b>44 684</b>
Hauts-de-Seine	86 647	47 085	32 901	33 540	24 829	<b>66 257</b>
Seine-Saint-Denis	77 505	42 049	31 745	31 092	25 251	<b>45 881</b>
Val-de-Marne	75 836	43 995	30 529	33 108	25 644	<b>46 448</b>
Val-d'Oise	71 897	41 393	29 868	31 706	25 872	<b>40 209</b>
<b>Île-de-France</b>	<b>82 783</b>	<b>44 657</b>	<b>31 507</b>	<b>32 729</b>	<b>25 696</b>	<b>53 577</b>
France entière	72 031	40 807	29 320	32 028	25 926	<b>41 594</b>

### Évolution méthodologique

La base Tous salariés est une base statistique sur l'ensemble des salariés, produite à partir de déclarations administratives de leurs employeurs : déclarations sociales nominatives (DSN) qui viennent se substituer progressivement aux déclarations annuelles de données sociales (DADS), les fichiers de paie des agents de l'État, déclarations de salaires des particuliers employeurs. Pour la validité 2019, seules 0,1 % des données du champ privé proviennent des DADS.

Les principaux changements sont les suivants :

- le champ retenu excluait auparavant les postes considérés comme annexes, c'est-à-dire avec un faible volume de travail ; ils sont désormais inclus ;
- pour les personnes à temps complet, les équivalents temps plein étaient calculés à partir de la durée annuelle de présence dans l'entreprise ; désormais, ils sont calculés comme pour les personnes à temps partiel à partir des heures déclarées (ou des jours déclarés dans le cas des salariés au forfait) ;
- avec la DSN, les entreprises ont pu revoir leur système d'information et modifier leur comportement déclaratif sur des variables n'ayant pas d'incidence financière directe (comme sur les professions et catégories socioprofessionnelles).

\* Le salaire brut en équivalent temps plein correspond au salaire que l'employeur aurait offert au salarié s'il avait travaillé à temps plein toute l'année.

Pour les postes à temps complet, le salaire brut en équivalent temps plein correspond à une notion de salaire brut annualisé pondéré par la durée de présence (le salaire brut annuel par année travail).

Source : Insee, base Tous salariés 2022.

Champ :

- salariés du secteur privé ou d'une entreprise publique y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ;
- sont exclus les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers employeurs ;
- France entière y compris DOM, hors Mayotte.

## Distribution des salaires bruts en équivalent temps plein (bruts annuels) en 2022

Catégorie socioprofessionnelle		Salaire brut en équivalent temps plein (€)							
		Île-de-France				France entière			
		Premier décile	Médiane	Neuvième décile	Rapport interdécile	Premier décile	Médiane	Neuvième décile	Rapport interdécile
Hommes	Cadres	38 926	67 238	147 202	3,8	35 856	61 155	122 612	3,4
	Professions intermédiaires	26 229	40 844	65 565	2,5	26 096	39 076	60 933	2,3
	Employés	20 897	27 229	45 119	2,2	21 276	26 811	41 609	2,0
	Ouvriers qualifiés	21 081	30 562	46 347	2,2	22 703	30 566	43 588	1,9
	Ouvriers non qualifiés	19 919	24 620	35 491	1,8	19 918	25 435	35 496	1,8
	Hommes	22 298	40 302	98 008	4,4	22 573	34 041	72 078	3,2
Femmes	Cadres	37 240	59 867	116 974	3,1	34 042	54 617	101 098	3,0
	Professions intermédiaires	25 888	39 179	61 883	2,4	24 787	35 602	53 523	2,2
	Employées	21 135	28 577	45 161	2,1	21 248	26 881	38 774	1,8
	Ouvrières qualifiées	21 332	28 386	46 409	2,2	21 791	27 540	39 534	1,8
	Ouvrières non qualifiées	19 825	22 778	31 234	1,6	19 574	23 606	31 742	1,6
	Femmes	22 466	39 198	83 280	3,7	21 789	30 970	60 390	2,8
Ensemble	Cadres	38 133	63 986	134 600	3,5	35 033	58 469	114 429	3,3
	Professions intermédiaires	26 072	40 024	63 845	2,4	25 408	37 326	57 627	2,3
	Employés	21 028	28 014	45 142	2,1	21 257	26 859	39 615	1,9
	Ouvriers qualifiés	21 106	30 347	46 351	2,2	22 545	30 176	43 215	1,9
	Ouvriers non qualifiés	19 897	24 022	34 452	1,7	19 832	24 778	34 441	1,7
	Total	22 367	39 807	91 706	4,1	22 165	32 685	67 176	3,0

Source : Insee, base Tous salariés, validité 2022.

Champ :

- salariés du secteur privé ou d'une entreprise publique y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ;
- sont exclus les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers employeurs ;
- France entière y compris DOM, hors Mayotte.

Lecture : en 2022, en Île-de-France, 10 % des salariés gagnent moins de 22 367 € par an ; 50 % des salariés gagnent moins ou plus de 39 807 €. Le salaire annuel des 10 % des salariés les mieux payés est 4,1 fois plus élevé que le salaire des 10 % des salariés les moins payés.

## Les expositions professionnelles

Le champ de l'enquête Sumer 2017 n'est pas comparable à celui de l'enquête de 2010, dont certains résultats étaient présentés dans les précédentes éditions des chiffres clés. Le champ de l'enquête Sumer 2017 est élargi aux trois versants de la fonction publique, hors ministère de l'Éducation nationale.

### Exposition aux contraintes physiques, chimiques et biologiques

(en % de salariés)

	Île-de-France
Salariés exposés à au moins une contrainte physique	76,9
Salariés exposés à au moins un agent chimique	22,6
Salariés exposés à des agents biologiques	19,8

Source : enquête Sumer 2017, Dares DGT - Traitement DRIEETS Île-de-France - SESE.

Champ : salariés franciliens surveillés par la médecine du travail hors MSA, MEN, intérimaires, secteurs AZ (agriculture, sylviculture et pêche) et TZ (activités des ménages en tant qu'employeurs).

Lecture : en Île-de-France, 76,9 % des salariés répondants sont exposés à au moins une contrainte physique.



► [Synthèse Thématique n° 99 les expositions professionnelles aux produits cancérigènes](#)

► [Synthèse Thématique n° 94 les expositions aux risques professionnels en Île-de-France](#)

► [Tableau de bord de la santé au travail en Île-de-France](#)

### Exposition aux contraintes physiques, chimiques et biologiques par catégorie socioprofessionnelle

(en % de salariés)

	Exposition à des contraintes physiques			Exposition à au moins un agent chimique	Expositions à des agents biologiques
	Pas d'exposition	1 contrainte	2 contraintes		
Cadres et professions intellectuelles supérieures	39,4	28,7	20,2	11,8	6,2
Professions intermédiaires	24,4	27,1	22,4	26,1	18,6
Employés administratifs (privé et public)	33,3	25,7	25,7	15,4	8,2
Employés de service	7,3	33,9	30,2	28,6	48,7
Ouvriers qualifiés	1,8	7,1	13,4	77,6	18,8
Ouvriers non qualifiés	6,2	16,4	20,3	57,1	30,0

Source : enquête Sumer 2017, Dares DGT - Traitement DRIEETS Île-de-France - SESE.

Champ : salariés franciliens surveillés par la médecine du travail hors MSA, MEN, intérimaires, secteurs AZ (agriculture, sylviculture et pêche) et TZ (activités des ménages en tant qu'employeurs).

Lecture : en Île-de-France, 77,6 % des ouvriers qualifiés sont exposés à au moins trois contraintes physiques, 57,4 % à au moins un agent chimique et 18,8 % à des agents biologiques.

## Exposition aux contraintes physiques

(en % de salariés)



Île-de-France

### Nature des contraintes

Contraintes posturales et articulaires	<b>61,8</b>
dont (en %) :	
<i>Position debout ou piétinement</i>	<b>38,1</b>
<i>Déplacement à pied dans le travail</i>	<b>34,5</b>
<i>Autres contraintes posturales (posture accroupie, en torsion, etc.)</i>	<b>31,9</b>
<i>Position à genoux</i>	<b>15,9</b>
<i>Travail exigeant de façon habituelle une position forcée d'une ou plusieurs articulations</i>	<b>14,8</b>
<i>Maintien de bras en l'air</i>	<b>13,6</b>
<i>Répétition d'un même geste ou d'une série de gestes à une cadence élevée</i>	<b>12,0</b>
Situations avec contrainte visuelle	<b>27,8</b>
Position fixe de la tête et du cou	<b>23,5</b>
Manutention manuelle de charges	<b>23,2</b>
Exposition à des nuisances sonores	<b>23,1</b>
Conduite	<b>22,5</b>
Nuisances thermiques	<b>14,8</b>
Machines et outils vibrants	<b>9,1</b>
Travail en air et espace contrôlés	<b>2,2</b>
Exposition aux radiations ou aux rayonnements	<b>2,0</b>



► [Synthèse Thématique n° 99 les expositions professionnelles aux produits cancérogènes](#)

► [Synthèse Thématique n° 94 les expositions aux risques professionnels en Île-de-France](#)

► [Tableau de bord de la santé au travail en Île-de-France](#)

Source : enquête Sumer 2017, Dares DGT - Traitement DRIEETS Île-de-France - SESE.

Champ : salariés franciliens surveillés par la médecine du travail hors MSA, MEN, intérimaires, secteurs AZ (agriculture, sylviculture et pêche) et TZ (activités des ménages en tant qu'employeurs).

## Les contraintes organisationnelles

Le télétravail consiste à travailler hors des locaux de son employeur, pendant ses horaires habituels de travail. Il suppose de pouvoir se connecter au système informatique de son établissement. Le télétravail est formalisé par écrit avec l'employeur. Rappporter du travail à la maison, travailler lors de déplacements professionnels, chez un client ou de façon mobile (pendant les trajets, entre les réunions) ou encore travailler sur site distant n'est pas du télétravail.

### Répartition des salariés en fonction de l'intensité du télétravail et de leurs caractéristiques en 2023

(en %)	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Sexe</b>		
Femmes	51,4	53,1
Hommes	48,6	46,9
<b>Âge</b>		
Moins de 35 ans	31,1	29,9
35 - 49 ans	40,6	42,1
50 ans ou plus	28,3	28
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>		
Cadres et professions intellectuelles	74,2	61,5
Autres*	25,8	38,5
<b>Pratiquer le télétravail</b>		
Part de salariés ayant télétravaillé	36,7	21,3
<i>Dont un jour ou moins</i>	33,2	44,2
<i>Dont deux jours par semaine</i>	42,5	34,3
<i>Dont trois jours par semaine ou plus</i>	24,3	21,5
Part de salariés n'ayant pas télétravaillé	63,3	78,7

\* La catégorie socioprofessionnelle « Autres » regroupe les artisans, commerçants et chefs d'entreprise, les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers.

Source : Insee, enquête Emploi 2023, Traitement DRIEETS Île-de-France.

Champ : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire, salariés ayant travaillé au moins une fois durant les quatre dernières semaines.

Lecture : en 2023, le télétravail concernait 36,7 % des salariés franciliens (contre 21,3 % en France métropolitaine).

### Caractéristiques du temps de travail en 2023

(en %)	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Temps de travail</b>		
Travail à temps complet	87,1	82,6
Travail à temps partiel	12,9	17,4
<b>Organisation du travail</b>		
Travail la nuit (entre minuit et 5h), même occasionnellement	9,5	10,9
Travail le soir (entre 20h et minuit), même occasionnellement	29,6	27
Travail le samedi, même occasionnellement	34,6	36,4
Travail le dimanche, même occasionnellement	21,2	20,8
Heures supplémentaires*	13,5	16,6

\* Salariés ayant effectué des heures supplémentaires pendant la semaine de référence.

Source : Insee, enquête Emploi 2023, Traitement DRIEETS Île-de-France.

Champ : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire, salariés ayant travaillé au moins une fois durant les quatre dernières semaines.

Lecture : en 2023, 29,6 % des salariés franciliens ont travaillé le soir (entre 20h et minuit), contre 27 % en France métropolitaine.

## Recours au télétravail selon le profil des salariés en Île-de-France et en France métropolitaine en 2023

(en %)	Île-de-France		France métropolitaine	
	A télétravaillé au cours des quatre dernières semaines	N'a pas télétravaillé au cours des quatre dernières semaines	A télétravaillé au cours des quatre dernières semaines	N'a pas télétravaillé au cours des quatre dernières semaines
<b>Sexe</b>				
Femmes	<b>37,0</b>	63,0	<b>22,3</b>	77,7
Hommes	<b>36,3</b>	63,7	<b>20,2</b>	79,8
<b>Âge</b>				
Moins de 35 ans	<b>35,2</b>	64,8	<b>19,5</b>	80,5
35 - 49 ans	<b>39,9</b>	60,1	<b>24,7</b>	75,3
50 ans ou plus	<b>34,3</b>	65,7	<b>19,3</b>	80,7
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>				
Cadres et professions intellectuelles	<b>70,1</b>	29,9	<b>56,1</b>	43,9
Autres*	<b>15,5</b>	84,5	<b>10,7</b>	89,3
<b>Pratiquer le télétravail</b>				
Part de salariés	<b>36,7</b>	63,3	<b>21,3</b>	78,7
<i>Dont un jour ou moins</i>	<b>33,2</b>	66,8	<b>44,2</b>	55,8
<i>Dont deux jours par semaine</i>	<b>42,5</b>	57,5	<b>34,3</b>	65,7
<i>Dont trois jours par semaine ou plus</i>	<b>24,2</b>	75,8	<b>21,5</b>	78,5

\* La catégorie socioprofessionnelle « Autres » regroupe les artisans, commerçants et chefs d'entreprise, les professions intermédiaires, les employés et les ouvriers.

Source : Insee, enquête Emploi 2023, Traitement DRIEETS Île-de-France.

Champ : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire, salariés ayant travaillé au moins une fois durant les quatre dernières semaines.

Lecture : en 2023, 37 % des femmes et 36,3 % des hommes franciliens télétravaillaient, contre seulement 22,3 % des femmes et 20,2 % des hommes en France métropolitaine.



► [Insee Références, 2019 - Le télétravail permet-il d'améliorer les conditions de travail des cadres ?](#)

► [Dares Analyses 2022-9 - Télétravail durant la crise sanitaire](#)

## Les maladies professionnelles\* en 2023

Évolution du nombre de maladies professionnelles des principaux tableaux en Île-de-France

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Troubles Musculo-Squelettiques (TMS) (T57 T69 T79 T97 T98)	5 840	5 951	5 989	5 657	5 302	5 302	5 520	5 172	5 328	5 035	<b>5 307</b>
Affections liées à l'inhalation d'amiante (T30 T30BIS)	480	457	514	445	405	387	353	375	329	310	<b>228</b>
Atteintes auditives (T42)	66	71	74	58	53	46	57	35	38	35	<b>29</b>
Rhinites et asthmes professionnels (T66)	69	68	80	60	56	47	51	51	34	21	<b>33</b>
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique (T65)	40	42	39	34	32	28	24	19	23	17	<b>14</b>
Affections respiratoires aiguës liées à une infection au SARS-Cov2 (T100)	0	0	0	0	0	0	0	13	268	160	<b>55</b>
Autres	210	207	248	311	281	357	357	410	492	437	<b>488</b>
<b>Total maladies professionnelles</b>	<b>6 705</b>	<b>6 796</b>	<b>6 944</b>	<b>6 565</b>	<b>6 129</b>	<b>6 167</b>	<b>6 362</b>	<b>6 075</b>	<b>6 512</b>	<b>6 015</b>	<b>6 154</b>

\* Sont comptées ici les nouvelles maladies professionnelles, i.e. les maladies ayant donné lieu à un premier règlement de prestations en espèce au cours de l'année civile considérée.

Source : CRAMIF.

Champ : données régionales AT-MP issues des bases annuelles SNTRP sur les 9 comités techniques nationaux, non compris : bureaux, sièges sociaux et autres catégories professionnelles particulières ; hors fonction publique, indépendants et Mutualité Sociale Agricole (MSA) ; Île-de-France.

Conformément à la loi du 25 octobre 1919, une maladie peut être reconnue comme maladie professionnelle si elle figure sur l'un des tableaux annexés au Code de la Sécurité sociale. Ces tableaux sont créés et modifiés par décret au fur et à mesure de l'évolution des techniques et des progrès des connaissances médicales.

Toute affection qui répond aux conditions médicales, professionnelles et administratives mentionnées dans les tableaux est « présumée » d'origine professionnelle, sans qu'il soit nécessaire d'en établir la preuve.

Les statistiques des maladies professionnelles ne rendent compte que partiellement de la réalité de l'origine professionnelle de la maladie. Le dispositif de reconnaissance est en effet affecté par un phénomène de sous-déclaration.



► [Le site de l'INRS recense l'ensemble des tableaux relatifs aux maladies professionnelles](#)

## Les accidents du travail

Évolution du nombre et de la fréquence des accidents du travail hors trajet de 2013 à 2023



\* L'indice de fréquence des AT est le nombre d'accidents en 1<sup>er</sup> règlement pour 1 000 salariés.

Source : CRAMIF. Champ : données régionales AT-MP issues des bases annuelles SNTRP sur les 9 comités techniques nationaux, non compris : bureaux, sièges sociaux et autres catégories professionnelles particulières ; hors fonction publique, indépendants et Mutualité Sociale Agricole (MSA) ; île-de-France.

Dans le cadre de la simplification des déclarations sociales, sur le périmètre des entreprises privées, le mode de calcul des effectifs et des heures travaillées a été modifié avec la mise en œuvre de la Déclaration Sociale Nominative (DSN) qui se substitue depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la Déclaration Annuelle des Données Sociales. Ceci génère une rupture (sur les dénombrements des salariés et des heures travaillées) entre les années 2016 et 2017, ainsi qu'entre les années 2017 et 2018.

Cas particulier des années 2020-2021 : du fait du recours au chômage partiel durant la période Covid, les effectifs et les heures travaillées ne traduisent pas parfaitement l'exposition au risque,

et les indicateurs de sinistralité (indice de fréquence, indices de gravité, taux de fréquence, taux de gravité) doivent être interprétés avec précaution.

En 2022, les données de sinistralité, collectées via le SNTRP, enregistrent une baisse notable par rapport à 2021 sur le périmètre des neuf CTN et du compte spécial : les accidents du travail reculent de 5,9 %, les accidents de trajet de 4,3 %, et les maladies professionnelles de 7,6 %. Ces diminutions marquées contrastent avec la hausse de l'emploi salarié (+2,8 %), traduisant ainsi un décrochage des données de sinistralité 2022 par rapport aux tendances historiques. Ce décrochage s'est poursuivi en 2023, avec une nouvelle baisse de la sinistralité.

## Répartition des accidents du travail, hors trajet, par secteur d'activité en 2023

Classement réalisé par nombre d'AT en 1<sup>er</sup> versement décroissant

Secteur d'activité	Nombre d'AT	Indice de fréquence	Nombre de journées indemnisées	Nombre moyen de journées indemnisées
G Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	13 634	19,0	1 552 912	113,9
H Transports et entreposage	11 889	39,6	1 653 181	139,1
Q Santé humaine et action sociale	11 851	30,1	1 324 938	111,8
N Activités de services administratifs et de soutien	10 458	18,7	1 461 100	139,7
F Construction	8 397	22,6	1 136 990	135,4
I Hébergement et restauration	7 203	21,2	742 320	103,1
C Industrie manufacturière	4 114	11,9	431 383	104,9
O Administration publique	2 794	12,2	223 806	80,1
M Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 390	25,0	163 633	68,5
R Arts, spectacles et activités récréatives	2 301	3,6	238 521	103,7
S Autres activités de services	1 392	11,5	157 599	113,2
J Information et communication	1 365	2,7	129 967	95,2
L Activités immobilières	1 090	11,9	166 147	152,4
E Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	901	27,3	139 345	154,7
P Enseignement	873	6,1	83 056	95,1
K Activités financières et d'assurance	892	2,7	111 022	124,5
D Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	108	25,3	17 695	163,8
U Activités extraterritoriales	47	3,1	7 842	166,9
B Industries extractives	23	15,2	1 739	75,6

Source : CRAMIF.

Champ : données régionales AT-MP issues des bases annuelles SNTRP sur les 9 comités techniques nationaux, non compris : bureaux, sièges sociaux et autres catégories professionnelles particulières ; hors fonction publique, indépendants et Mutualité Sociale Agricole (MSA) ; Île-de-France.

Note : les indemnités journalières correspondent à un arrêt de travail d'au moins 24 heures, en sus du jour au cours duquel l'accident est survenu

Lecture : en 2023, dans le secteur des transports et entreposage, 11 889 AT ont été reconnus. Chaque AT a donné lieu à 139 journées indemnisées en moyenne.

## Répartition des accidents du travail, hors trajet, par secteur d'activité détaillé regroupant au moins 500 salariés, en 2023

Sélection des 10 secteurs détaillés présentant le plus grand nombre d'accidents

Secteur d'activité	Nombre d'AT	Part d'AT du secteur d'activité en Île-de-France (en %)	Indice de fréquence
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	8 249	10,1	23,4
Travaux de construction spécialisés	6 761	8,3	25,2
Restauration	5 490	6,7	20,0
Transports terrestres et transport par conduites	5 069	6,2	38,1
Hébergement médico-social et social	4 649	5,7	58,2
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	4 017	4,9	13,4
Action sociale sans hébergement	3 806	4,7	31,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	3 589	4,4	37,9
Activités liées à l'emploi	3 512	4,3	24,7
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	3 490	4,3	21,7
Autres secteurs d'activité	33 104	40,5	11,9
<b>Total Île-de-France</b>	<b>81 736</b>	<b>100,0</b>	<b>15,6</b>

Source : CRAMIF.

Champ : données régionales AT-MP issues des bases annuelles SNTRP sur les 9 comités techniques nationaux, non compris : bureaux, sièges sociaux et autres catégories professionnelles particulières ; hors fonction publique, indépendants et Mutualité Sociale Agricole (MSA) ; Île-de-France.

Lecture : en 2023, dans le secteur de l'hébergement médico-social et social 4 649 AT ont été reconnus, soit 5,7 % de l'ensemble des accidents du travail (AT) franciliens.

## La médecine du travail

Depuis le 31 mars 2022, les Services de Santé au Travail (SST) sont devenus les Services de Prévention et de Santé au Travail (SPST). Ce changement de nom s'accompagne d'un élargissement de leurs missions et d'une modification de leur organisation interne.

### Les services de prévention et de santé au travail en 2023

	Nombre de services	Effectifs salariés surveillés	Proportion de SIR*	Nombre de médecins (ETP)
Services interentreprises	17	3 576 863	14,3 %	551 médecins du travail + 130 collaborateurs médecins
Services autonomes (estimations pour le nombre de médecins)	122			356

\* SIR : Suivi Individuel Renforcé.

Source : DRIEETS Île-de-France - Pôle T inspection médicale du travail.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](https://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)



# MARCHÉ DU TRAVAIL

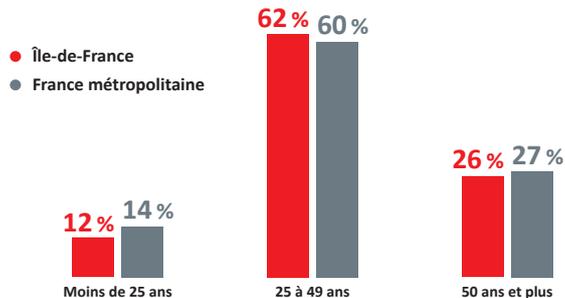


Ce chapitre, consacré au **marché du travail en Île-de-France**, présente une série d'indicateurs illustrant **la stabilisation de la demande d'emploi en 2024**, dans un contexte marqué par la préparation des JOP et un contexte international toujours peu porteur. Il fournit notamment des informations sur **le taux de chômage**, légèrement inférieur à la moyenne nationale (**7,0 %** contre **7,1 %**) et en recul par rapport à fin 2023 (**7,1 %**), ainsi que sur **l'évolution de la demande d'emploi**, particulièrement dynamique chez les jeunes. Les indicateurs détaillent également la répartition des offres d'emploi par secteur, où la gestion et l'administration des entreprises dominent, ainsi que **la typologie des contrats proposés**, majoritairement des **CDI**, suivis des **CDD de six mois ou moins**. Enfin, le chapitre aborde **les motifs d'inscription à France Travail**, où les fins de contrat constituent la principale cause, suivies des réinscriptions rapides et des retours d'inactivité.

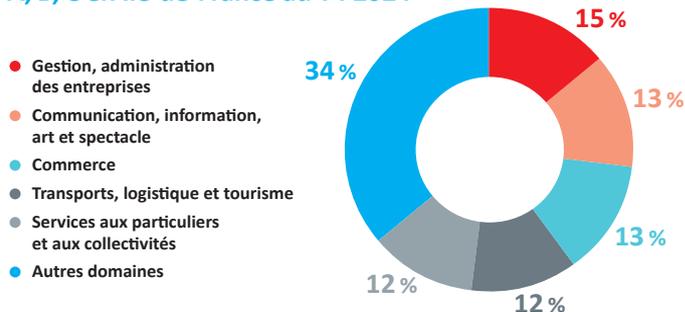
# 1 007 910 demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à France Travail au T4 2024 en Île-de-France

## Vue d'ensemble

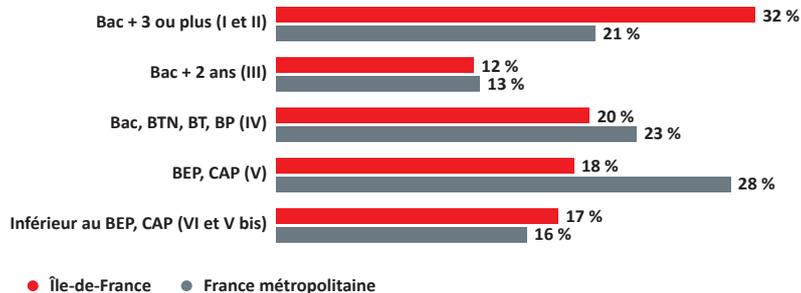
### Répartition par âge des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à France Travail au T4 2024 en Île-de-France



### 5 domaines professionnels représentent 2/3 des métiers recherchés par les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C en Île-de-France au T4 2024



### Répartition par niveau de formation des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C au T4 2024

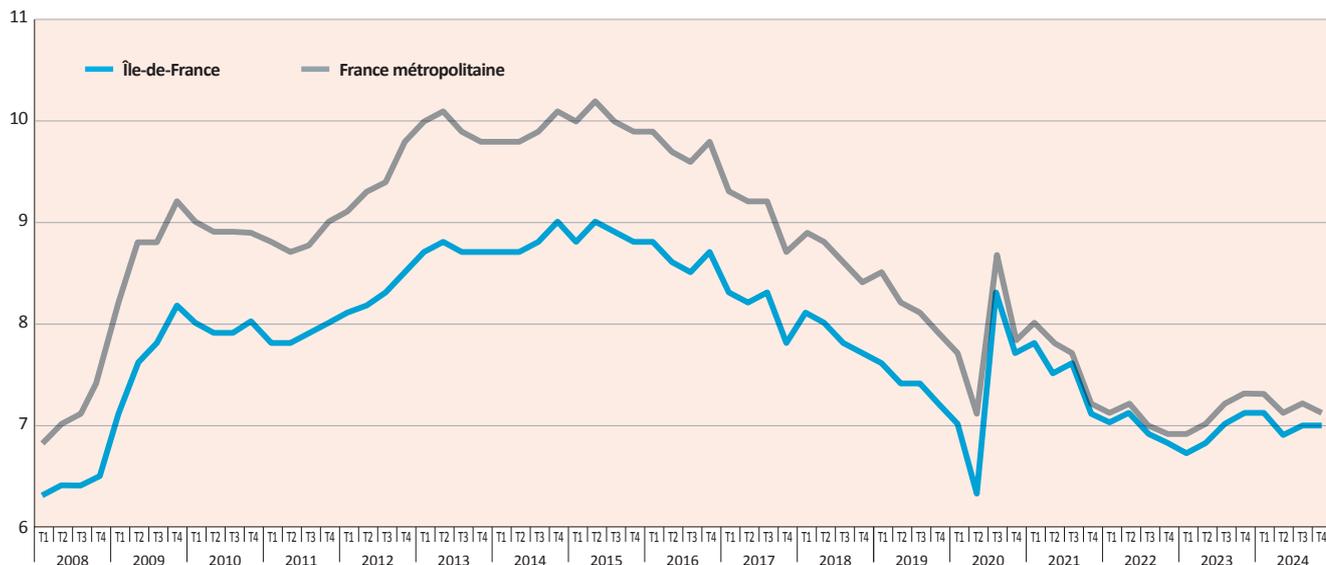


### Autres indicateurs clés

- **7,0 %** de taux de chômage en Île-de-France au 4<sup>e</sup> trimestre 2024
- Près d'une inscription à France Travail en catégories A, B, C sur **6** pour fin de contrat
- **11 %** des sorties de France Travail en catégories A, B, C pour reprise d'emploi déclarée
- **6** offres d'emploi collectées par France Travail sur **10** en CDI

## Le taux de chômage

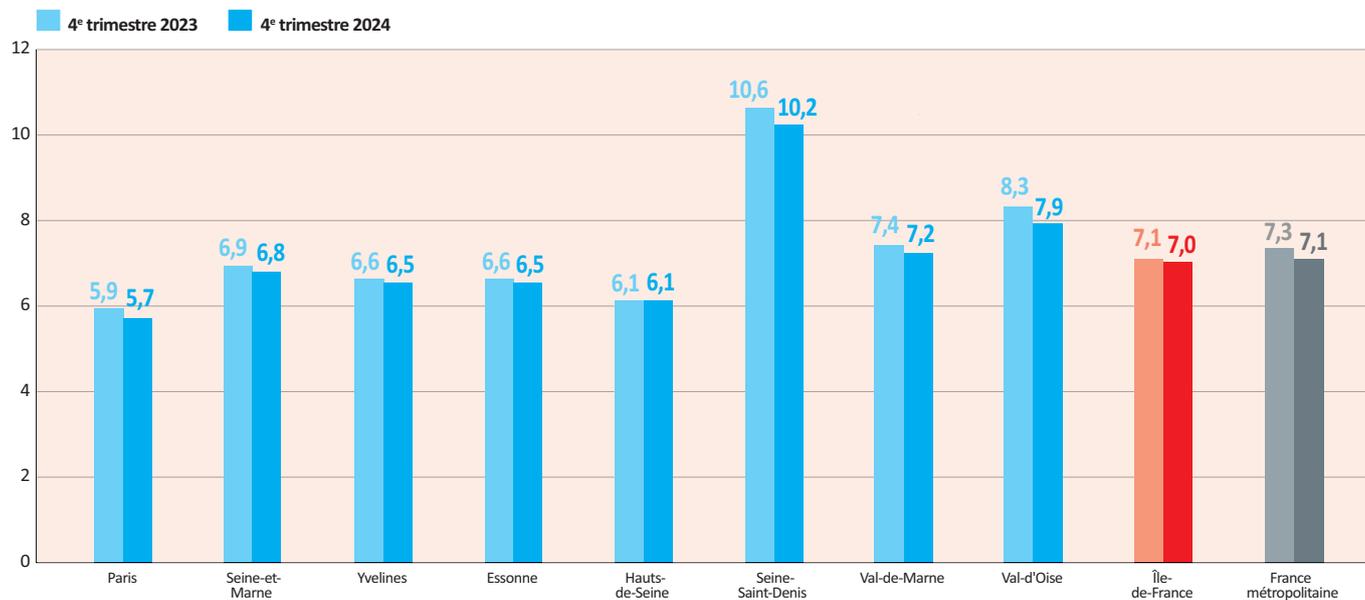
Évolution du taux de chômage\* en Île-de-France et en France métropolitaine, depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 (en %)



\* Taux de chômage au sens du Bureau International du Travail en France, taux de chômage localisé en Île-de-France.

Source : Insee.

## Taux de chômage\* par département en Île-de-France (en %)



\* Taux de chômage au sens du Bureau International du Travail pour la France, taux de chômage localisé (définition Insee) pour la région et les départements.

Source : Insee.

# Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail

Avertissement : au 1<sup>er</sup> janvier 2024, en application de la loi pour le plein emploi, Pôle emploi est devenu France Travail. Les données désaisonnalisées de la DEFM pour l'année 2024 pourront faire l'objet de révisions à la suite de la campagne de CVS-CJO 2025.

## Demandeurs d'emploi par catégorie au 4<sup>e</sup> trimestre 2024

Données corrigées des variations saisonnières (CVS-CJO)

Catégorie	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A	112 890	66 890	63 980	57 140	75 740	112 610	70 790	65 810	<b>625 840</b>	2 927 800
B	38 080	14 890	14 550	12 160	18 210	24 520	15 750	13 010	<b>151 170</b>	806 500
C	44 120	27 860	24 910	23 040	26 030	36 230	24 420	24 300	<b>230 900</b>	1 481 500
A+B+C	195 090	109 640	103 430	92 340	119 980	173 360	110 960	103 120	<b>1 007 910</b>	5 215 800
D	10 340	7 020	6 340	6 210	6 770	9 400	6 710	6 470	<b>59 260</b>	332 800
E	9 190	6 710	6 670	6 560	8 400	5 500	5 820	5 920	<b>54 760</b>	395 200
Ensemble A+B+C+D+E	214 610	123 370	116 440	105 110	135 150	188 260	123 490	115 510	<b>1 121 930</b>	5 943 800

Sources : Dares, France Travail.

## Évolution du nombre de demandeurs d'emplois entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2023 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2024

Données corrigées des variations saisonnières (CVS-CJO), en %

Catégorie	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A	+4,3	+7,0	+5,3	+6,3	+7,8	+3,6	+4,8	+2,7	<b>+5,0</b>	+3,7
B	+2,5	+2,6	+3,7	-2,0	+4,7	+4,3	+2,5	+2,4	<b>+2,8</b>	-0,6
C	+1,4	+3,6	+3,4	-0,3	+3,3	+0,9	+2,3	+3,4	<b>+2,1</b>	-0,4
A+B+C	+3,3	+5,5	+4,6	+3,4	+6,3	+3,1	+3,9	+2,9	<b>+4,0</b>	+1,7
D	-3,6	-5,4	-6,3	-6,3	-7,6	-5,0	-1,5	-7,6	<b>-5,2</b>	-3,5
E	-3,3	+4,5	+4,5	+9,9	+0,2	+6,4	+4,7	+0,7	<b>+2,8</b>	+3,3
Ensemble A+B+C+D+E	+2,6	+4,7	+4,0	+3,2	+5,1	+2,8	+3,6	+2,1	<b>+3,4</b>	+1,5

Sources : Dares, France Travail.

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).

Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage de formation, d'une maladie...), sans emploi.

Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](https://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Répartition des demandeurs d'emploi par catégorie au 4<sup>e</sup> trimestre 2024 (en %)

Catégorie	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A	52,6	54,2	54,9	54,4	56,0	59,8	57,3	57,0	<b>55,8</b>	49,3
B	17,7	12,1	12,5	11,6	13,5	13,0	12,8	11,3	<b>13,5</b>	13,6
C	20,6	22,6	21,4	21,9	19,3	19,2	19,8	21,0	<b>20,6</b>	24,9
A+B+C	<b>90,9</b>	<b>88,9</b>	<b>88,8</b>	<b>87,9</b>	<b>88,8</b>	<b>92,1</b>	<b>89,9</b>	<b>89,3</b>	<b>89,8</b>	<b>87,8</b>
D	4,8	5,7	5,4	5,9	5,0	5,0	5,4	5,6	<b>5,3</b>	5,6
E	4,3	5,4	5,7	6,2	6,2	2,9	4,7	5,1	<b>4,9</b>	6,6
<b>Ensemble A+B+C+D+E</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Sources : Dares, France Travail.

Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.

Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).

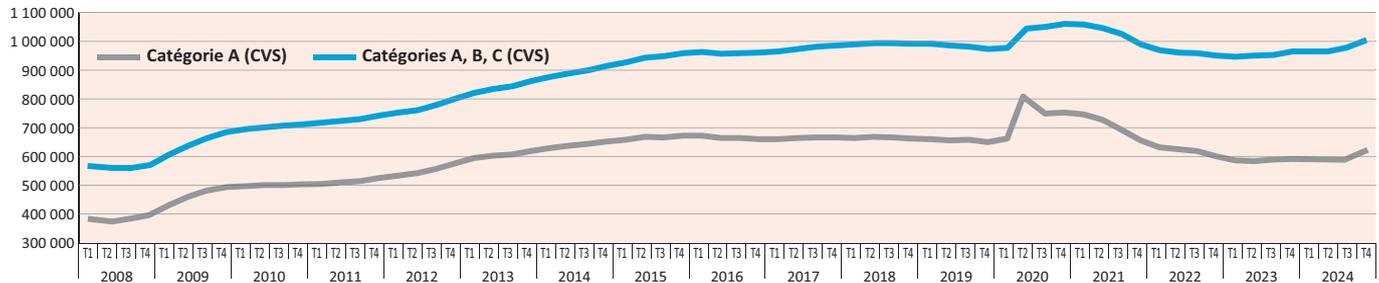
Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage de formation, d'une maladie...), sans emploi.

Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

## Évolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en Île-de-France

Données corrigées des variations saisonnières (CVS-CJO)

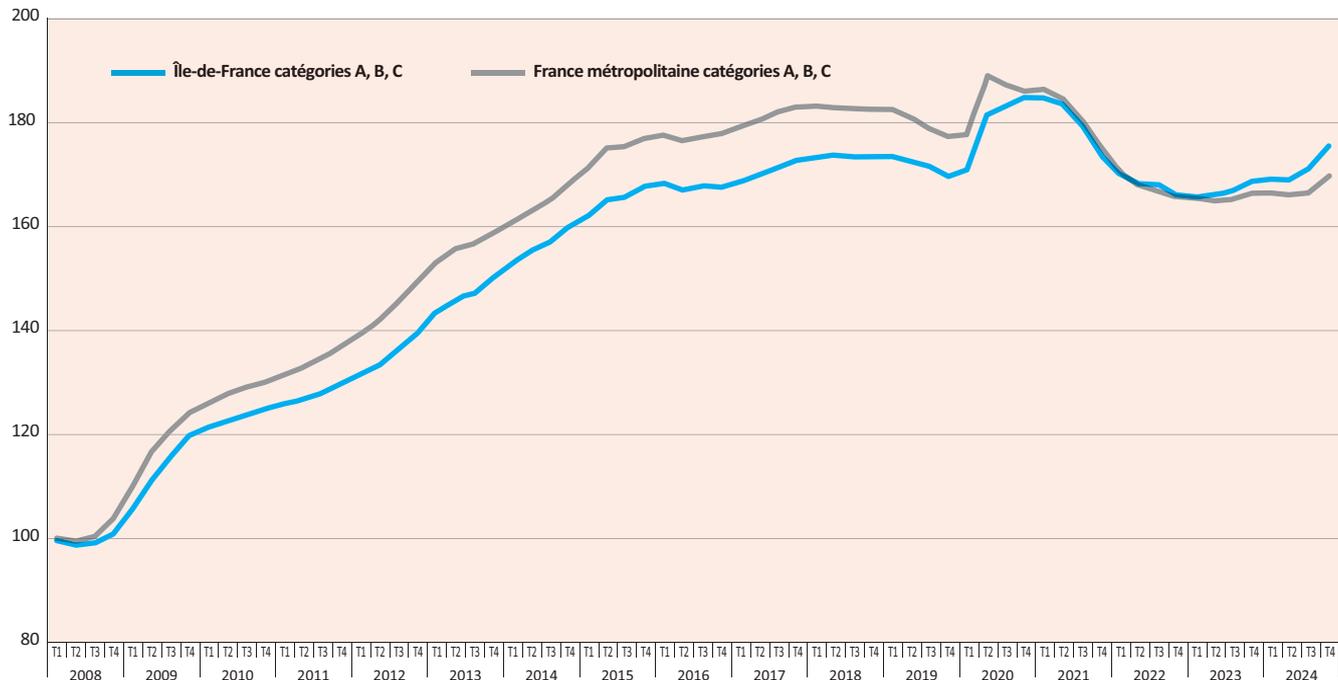


Sources : Dares, France Travail.

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

### Évolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C

Données corrigées des variations saisonnières (CVS-CJO) / Base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2008

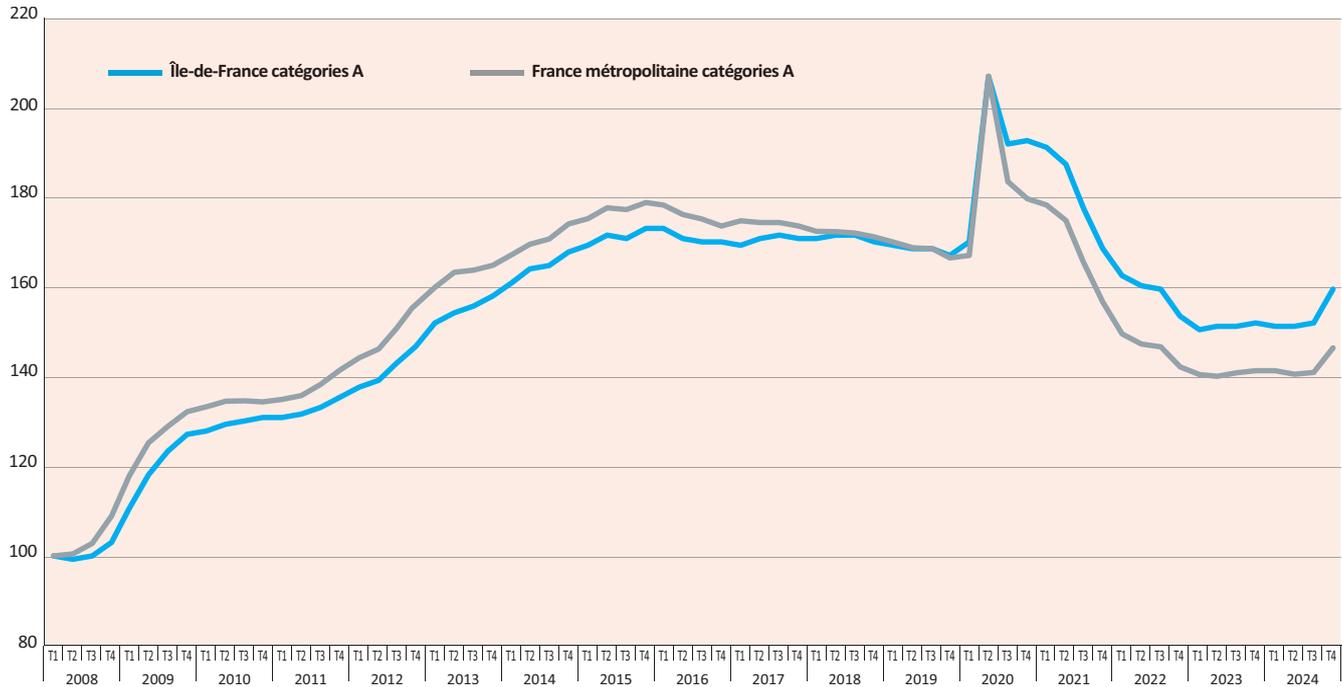


Sources : Dares, France Travail.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Évolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A

Données corrigées des variations saisonnières (CVS-CJO) / Base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2008

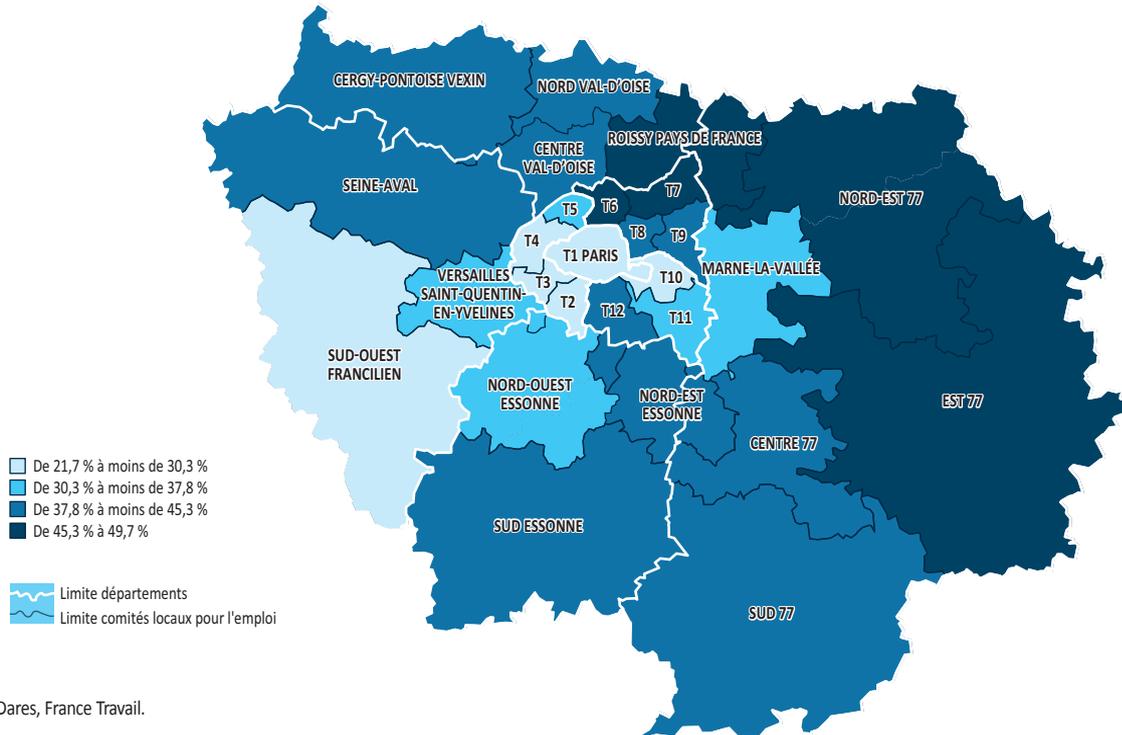


Sources : Dares, France Travail.



➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](https://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

Part des demandeurs d'emploi de niveau de formation inférieur ou égal au CAP / BEP dans les inscrits à France Travail par comité local pour l'emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2024 (catégories A, B, C - données brutes)



Sources : Dares, France Travail.

## Les demandeurs d'emploi résidant dans les Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV\*) en 2023 (moyenne annuelle\*\*)

Données brutes	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines <sup>(1)</sup>	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Nombre de QPV	21	25	22	47	19	75	47	42	<b>298</b>
Cat. A QPV	9 573	6 886	8 948	11 614	8 143	51 107	11 800	17 245	<b>125 316</b>
Ensemble cat. A	108 003	62 288	60 576	53 608	69 558	108 104	67 045	63 839	<b>593 021</b>
Cat. ABC QPV	15 219	11 330	14 146	19 477	12 000	77 777	18 093	26 867	<b>194 909</b>
Ensemble cat. ABC	187 661	102 873	97 821	88 114	111 308	166 334	105 225	99 296	<b>958 632</b>
Moins de 26 ans de cat. ABC QPV	1 918	1 677	2 073	3 237	1 668	11 850	2 789	4 304	<b>29 516</b>
Ensemble moins de 26 ans de cat. ABC	18 251	16 164	12 544	13 663	12 200	22 386	13 897	14 577	<b>123 682</b>

Sources : Dares, France Travail, Insee (QPV).

## Part des demandeurs d'emploi résidant dans les QPV parmi l'ensemble de la demande d'emploi en 2023 (moyenne annuelle\*\*)

En %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines <sup>(1)</sup>	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Cat. A	8,9	11,1	14,8	21,7	11,7	47,3	17,6	27,0	<b>21,1</b>
Cat. ABC	8,1	11,0	14,5	22,1	10,8	46,8	17,2	27,1	<b>20,3</b>
Moins de 26 ans de cat. ABC	10,5	10,4	16,5	23,7	13,7	52,9	20,1	29,5	<b>23,9</b>

Sources : Dares, France Travail, Insee (QPV).

(1) Compte tenu de l'obligation de protéger les données par le secret statistique, les données sur le nombre de DEFM dans chacun des QPV ne sont pas nécessairement rendues publiques par l'Insee. Or les données départementales et régionales présentées ici sont calculées en agrégeant les données publiées par l'Insee. Plus précisément, il manque pour 2023 l'information pour un quartier prioritaire dans chacun des départements des Yvelines et du Val-de-Marne. De ce fait, les données relatives aux DEFM résidant en QPV présentées dans les tableaux ci-dessus (en nombre et en part du total) sont minorées pour ces deux départements, ainsi que pour le total régional.

\* La géographie prioritaire actualisée en France métropolitaine est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2024 : les quartiers sont listés dans le Décret n° 2024-806 du 13 juillet 2024 procédant à des corrections au sein de la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains. La liste des QPV reste inchangée par rapport au décret initial n° 2023-1314 du 28 décembre 2023, il s'agit uniquement d'ajustements orthographiques sur les noms des QPV et leur rattachement à leur commune.

\*\* Les données concernant les QPV, en géographie 2024, n'ont pu être actualisées pour l'année 2024 et portent donc sur l'année 2023. En effet, la combinaison du nouveau zonage et d'un changement de méthode de référencement géographique ne garantissent pas la fiabilité des données disponibles pour l'année 2024 avec la source habituelle Dares-France Travail. Il a donc été décidé de diffuser, à partir de cette édition, les données géoréférencées par l'Insee, tenant compte du nouveau zonage et donc plus fiables, mais nécessitant un délai de traitement un peu plus long. La demande d'emploi 2024 ne sera donc disponible qu'à l'automne 2025 (Demandeurs d'emploi en 2023 – Données sur les quartiers prioritaires 2024 de la politique de la ville | Insee).

## Les caractéristiques des demandeurs d'emploi

Caractéristiques des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, au 4<sup>e</sup> trimestre 2024 (en % du total)

Données brutes	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	51,2	48,8	50,2	50,2	50,0	53,1	50,8	50,6	<b>50,8</b>	49,0
Femmes	48,8	51,2	49,8	49,8	50,0	46,9	49,2	49,4	<b>49,2</b>	51,0
Moins de 25 ans	8,4	14,0	11,4	14,0	10,0	12,1	11,8	13,5	<b>11,5</b>	13,5
25 à 49 ans	63,3	61,3	61,6	61,5	61,7	62,1	62,3	61,6	<b>62,1</b>	59,7
50 ans et plus	28,3	24,7	27,0	24,5	28,3	25,8	25,9	24,9	<b>26,4</b>	26,8
Inscrits depuis plus d'1 an	46,5	41,1	42,5	37,2	42,1	42,6	42,0	39,5	<b>42,2</b>	43,2
Inscrits depuis plus de 2 ans <sup>(1)</sup>	27,8	21,2	22,5	18,3	22,5	23,0	22,5	19,9	<b>22,8</b>	23,7
Travailleurs handicapés <sup>(2)</sup>	4,8	7,5	6,1	6,4	6,3	6,9	6,3	6,4	<b>6,2</b>	9,4
RSA payable	11,3	13,4	12,7	10,8	12,0	16,5	12,9	11,9	<b>12,8</b>	13,3

Sources : Dares, France Travail (moyennes trimestrielles).

Évolution de la demande d'emploi en catégories A, B, C, entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2023 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2024

Données brutes	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	+3,5	+5,9	+5,1	+4,1	+7,0	+3,5	+4,2	+3,0	<b>+4,4</b>	+2,5
Femmes	+3,1	+5,2	+4,3	+2,7	+5,7	+2,8	+3,6	+2,9	<b>+3,7</b>	+1,3
Moins de 25 ans	+9,0	+9,0	+8,0	+8,2	+13,3	+9,1	+9,3	+8,0	<b>+9,2</b>	+4,2
25 à 49 ans	+4,5	+5,5	+4,8	+2,9	+7,0	+3,3	+4,3	+2,8	<b>+4,4</b>	+1,7
50 ans et plus	-0,6	+3,5	+3,2	+2,0	+2,8	+0,3	+0,8	+0,7	<b>+1,3</b>	+1,2
Inscrits depuis plus d'1 an	+1,7	+4,2	+5,1	+2,1	+5,7	+2,1	+3,2	+2,1	<b>+3,1</b>	+1,6
Inscrits depuis plus de 2 ans <sup>(1)</sup>	-0,8	+2,2	+2,3	-0,1	+2,7	-0,1	+0,7	-0,3	<b>+0,6</b>	+0,1
Travailleurs handicapés <sup>(2)</sup>	+2,5	+9,7	+8,9	+9,5	+5,8	+2,6	+2,0	+6,8	<b>+5,5</b>	+6,0
RSA payable	+1,6	+15,1	+10,1	+3,8	+3,2	+8,2	+5,1	+2,6	<b>+6,1</b>	+5,3

Sources : Dares, France Travail (moyennes trimestrielles).

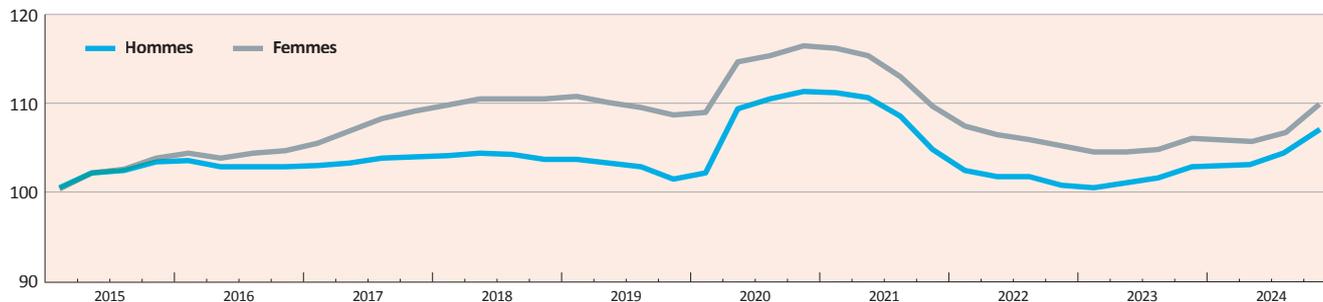
(1) Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 2 ans est particulièrement élevé à Paris en raison de la présence de nombreux intermittents du spectacle qui, du fait de l'organisation de l'activité dans ce secteur (succession de contrats courts), sont inscrits en permanence à France Travail. Ce phénomène induit une majoration de la part des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 2 ans en Île-de-France. Ainsi, en excluant, les intermittents du spectacle, la part des demandeurs d'emploi inscrits depuis plus de 2 ans est relativement plus faible en Île-de-France qu'en France métropolitaine.

(2) Le code du travail précise en son article L.5212-13 la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés. Ces bénéficiaires peuvent, lors de leur inscription à France Travail, en faire état. Cependant, ils ne le font pas systématiquement et le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi est sous-estimé. Certaines Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH) transmettent à France Travail les listes des reconnaissances délivrées mais cette transmission n'est pas systématique. Le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi, en structure ou en évolution, doit donc être lu avec précaution.

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](https://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Évolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi par sexe en catégories A, B, C

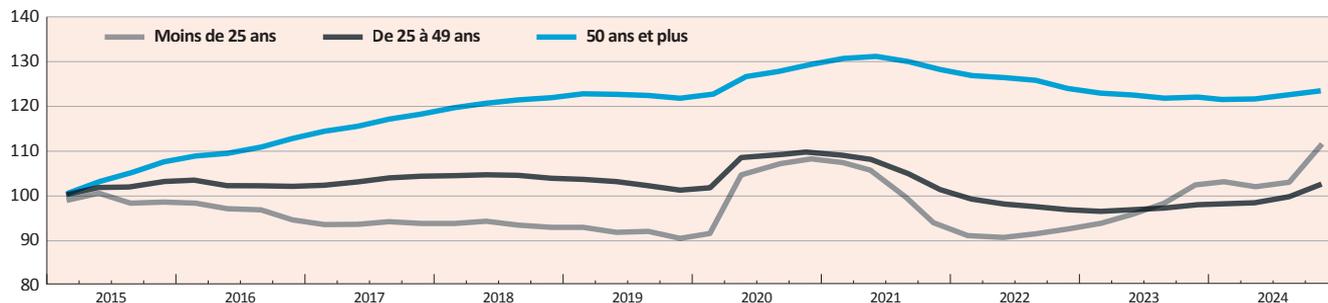
Base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 - Données corrigées des variations saisonnières (CVS-CJO)



Sources : Dares, France Travail.

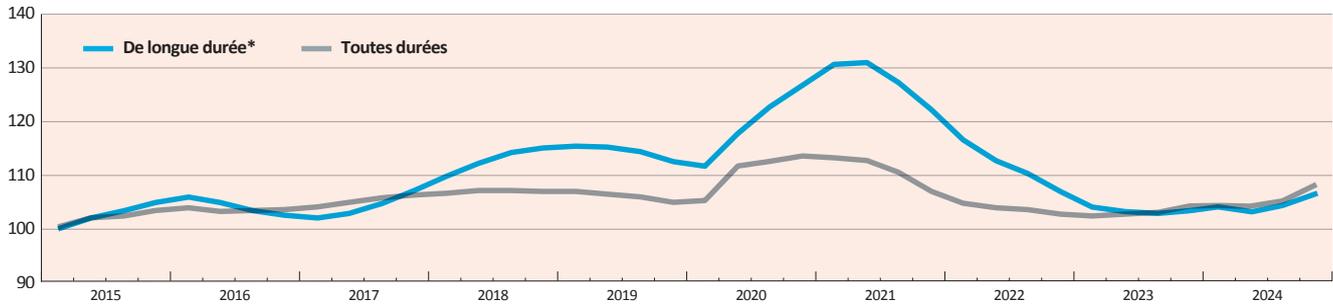
## Évolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi par classe d'âge en catégories A, B, C

Base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 - Données corrigées des variations saisonnières (CVS-CJO)



Sources : Dares, France Travail.

Évolution trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi selon la durée d'inscription en catégories A, B, C  
 Base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 - Données corrigées des variations saisonnières (CVS-CJO)



\* Longue durée : inscrits à France Travail depuis plus d'un an.

Sources : Dares, France Travail.

Niveau de formation des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, au 4<sup>e</sup> trimestre 2024 - Données brutes, en %

										
Niveau de formation	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Inférieur au BEP, CAP (VI et V bis)	13,4	17,9	16,5	18,0	13,5	22,6	17,0	20,1	<b>17,3</b>	15,7
BEP, CAP (V)	10,5	24,2	19,9	21,7	14,9	20,2	17,9	22,0	<b>18,2</b>	27,8
Bac, BTN, BT, BP (IV)	14,2	24,0	19,2	23,0	16,7	22,2	20,5	22,6	<b>19,8</b>	22,7
Bac + 2 ans (III)	10,7	13,8	13,3	13,5	12,3	11,4	13,0	13,0	<b>12,3</b>	12,9
Bac + 3 ans ou plus (I et II)	51,2	20,2	31,0	23,8	42,6	23,6	31,7	22,2	<b>32,4</b>	21,0
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Sources : Dares, France Travail.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2023 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2024

Données brutes, en %

Niveau de formation										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Inférieur au BEP, CAP (VI et V bis)	+2,6	+7,1	+1,5	+2,7	+2,9	+0,1	-0,0	-0,1	<b>+1,8</b>	+1,8
BEP, CAP (V)	-4,2	-0,7	-1,7	-2,5	-1,7	-2,1	-2,7	-3,0	<b>-2,3</b>	-2,3
Bac, BTN, BT, BP (IV)	-0,7	+4,6	+1,8	+2,9	+2,9	+2,4	+1,4	+2,0	<b>+2,1</b>	+1,2
Bac + 2 ans (III)	-2,9	+3,9	+3,5	+1,4	+1,6	+2,5	+1,8	+3,2	<b>+1,6</b>	+1,4
Bac + 3 ans ou plus (I et II)	+7,5	+13,9	+13,2	+11,2	+13,4	+12,0	+12,5	+13,0	<b>+11,1</b>	+8,5
<b>Ensemble</b>	<b>+3,3</b>	<b>+5,5</b>	<b>+4,7</b>	<b>+3,4</b>	<b>+6,4</b>	<b>+3,2</b>	<b>+3,9</b>	<b>+2,9</b>	<b>+4,1</b>	<b>+1,9</b>

Sources : Dares, France Travail.

## Niveau de formation des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, au 4<sup>e</sup> trimestre 2024

Selon le sexe, en %

Niveau de formation	Hommes	Femmes	Ensemble
< BEP, CAP (VI et V bis)	19,4	15,1	<b>17,3</b>
BEP, CAP (V)	20,8	15,5	<b>18,2</b>
Bac, BTN, BT, BP (IV)	19,9	19,7	<b>19,8</b>
Bac + 2 ans (III)	11,6	13,1	<b>12,3</b>
Bac + 3 ans ou plus (I et II)	28,3	36,6	<b>32,4</b>
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Sources : Dares, France Travail.

Selon l'âge, en %

Niveau de formation	Moins de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et plus	Ensemble
< BEP, CAP (VI et V bis)	8,4	14,9	26,8	<b>17,3</b>
BEP, CAP (V)	15,4	16,8	22,5	<b>18,2</b>
Bac, BTN, BT, BP (IV)	35,6	19,0	14,9	<b>19,8</b>
Bac + 2 ans (III)	12,9	12,4	11,9	<b>12,3</b>
Bac + 3 ans ou plus (I et II)	27,8	36,8	23,9	<b>32,4</b>
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Sources : Dares, France Travail.

Durée d'inscription des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, au 4<sup>e</sup> trimestre 2024

Données brutes, en %

Durée d'inscription										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Moins de 6 mois	36,1	39,9	39,1	43,9	39,5	38,8	39,6	41,7	<b>39,4</b>	39,1
De 6 mois à moins d'1 an	17,3	19,0	18,4	18,9	18,4	18,6	18,4	18,8	<b>18,4</b>	17,8
De 1 à moins de 2 ans	18,8	19,9	19,9	18,9	19,6	19,6	19,5	19,6	<b>19,4</b>	19,4
De 2 à moins de 3 ans	8,4	8,4	8,5	7,5	8,3	8,4	8,1	7,9	<b>8,2</b>	8,8
3 ans et plus <sup>(1)</sup>	19,4	12,8	14,0	10,8	14,2	14,6	14,4	12,0	<b>14,6</b>	15,0
<b>Demandeurs d'emploi de longue durée<sup>(2)</sup></b>	<b>91 701</b>	<b>45 374</b>	<b>44 361</b>	<b>34 539</b>	<b>50 957</b>	<b>74 207</b>	<b>46 988</b>	<b>41 061</b>	<b>429 188</b>	<b>2 273 704</b>

Sources : Dares, France Travail.

Âge et sexe des demandeurs d'emploi de longue durée<sup>(2)</sup> en catégories A, B, C, au 4<sup>e</sup> trimestre 2024

Données brutes, en %

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Hommes	51,8	47,7	50,5	49,6	50,3	53,7	51,3	50,1	<b>51,0</b>	47,5
Femmes	48,2	52,3	49,5	50,4	49,7	46,3	48,7	49,9	<b>49,0</b>	52,5
Moins de 25 ans	2,7	6,0	4,4	5,6	3,4	4,6	4,4	5,3	<b>4,3</b>	5,8
25 à 49 ans	57,9	58,5	56,9	57,9	56,0	59,5	58,0	58,5	<b>58,0</b>	56,7
50 ans et plus	39,3	35,5	38,7	36,6	40,6	35,9	37,6	36,2	<b>37,7</b>	37,4

Sources : Dares, France Travail.

(1) Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis trois ans et plus est particulièrement élevé à Paris en raison de la présence de nombreux intermittents du spectacle qui, du fait de l'organisation de l'activité dans ce secteur (succession de contrats courts), sont inscrits en permanence à France Travail.

(2) Un demandeur d'emploi est dit de longue durée s'il est inscrit à France Travail depuis plus d'un an.

## Domaine professionnel du métier recherché par les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégories A, B, C, au 4<sup>e</sup> trimestre 2024

Données brutes

Domaine professionnel											
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine	Part de France
A : Agriculture, marine, pêche	1 252	1 538	1 215	971	701	983	677	859	<b>8 196</b>	206 574	4 %
B : Bâtiment, travaux publics	9 495	6 763	6 233	5 938	5 302	13 810	6 759	6 975	<b>61 274</b>	364 408	17 %
C : Électricité, électronique	152	191	218	222	143	226	156	169	<b>1 478</b>	12 930	11 %
D : Mécanique, travail des métaux	563	982	1 535	727	491	1 060	574	892	<b>6 824</b>	104 058	7 %
E : Industries de process	694	1 482	1 112	957	479	993	688	881	<b>7 286</b>	162 382	4 %
F : Matériaux souples, bois, industries graphiques	1 887	887	751	665	835	1 906	965	894	<b>8 790</b>	48 000	18 %
G : Maintenance	2 050	2 950	2 496	2 263	1 946	3 776	2 097	2 697	<b>20 276</b>	151 302	13 %
H : Ingénieurs et cadres de l'industrie	771	585	784	581	758	597	603	575	<b>5 254</b>	30 294	17 %
J : Transports, logistique et tourisme	10 499	16 679	10 415	15 738	9 436	23 696	12 673	15 263	<b>114 400</b>	600 159	19 %
K : Artisanat	289	159	185	122	144	254	162	155	<b>1 471</b>	10 017	15 %
L : Gestion, administration des entreprises	25 852	15 439	16 512	13 205	20 032	20 797	15 814	15 139	<b>142 790</b>	634 495	23 %
M : Informatique et télécommunications	6 225	2 943	4 106	2 952	6 076	4 661	4 287	3 361	<b>34 609</b>	112 080	31 %
N : Études et recherche	2 064	450	935	842	1 168	742	903	477	<b>7 581</b>	30 953	24 %
P : Admin. publique, prof. juridiques, armée et police	2 736	711	793	581	1 090	1 176	827	618	<b>8 533</b>	42 788	20 %
Q : Banque et assurances	2 292	1 222	1 356	975	1 938	1 821	1 423	1 304	<b>12 331</b>	41 016	30 %
R : Commerce	22 875	14 210	13 420	10 592	17 079	18 626	13 816	12 611	<b>123 229</b>	662 908	19 %
S : Hôtellerie, restauration, alimentation	12 675	6 664	6 129	5 020	7 280	13 015	7 306	6 566	<b>64 655</b>	384 341	17 %
T : Services aux particuliers et aux collectivités	15 292	13 026	11 659	10 681	12 256	22 129	12 374	12 989	<b>110 407</b>	802 400	14 %
U : Communication, information, art et spectacle	54 339	6 266	7 513	5 451	15 976	18 422	12 568	5 176	<b>125 711</b>	351 621	36 %
V : Santé, action sociale, culturelle et sportive	8 275	7 332	6 660	5 776	6 335	9 865	6 717	6 416	<b>57 377</b>	376 067	15 %
W : Enseignement, formation	3 713	1 328	1 645	1 251	1 965	2 235	1 691	1 362	<b>15 190</b>	81 449	19 %
<b>Ensemble des domaines<sup>(1)</sup></b>	<b>183 991</b>	<b>101 808</b>	<b>95 672</b>	<b>85 509</b>	<b>111 431</b>	<b>160 791</b>	<b>103 082</b>	<b>95 379</b>	<b>937 662</b>	<b>5 210 241</b>	<b>19 %</b>

Sources : Dares, France Travail, traitement DRIEETS Île-de-France - SESE.

(1) L'ensemble des domaines ne correspond pas tout à fait à l'ensemble des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C car les demandeurs d'emploi dont le métier recherché n'est pas renseigné ne sont pas comptabilisés dans ce tableau.

Le domaine professionnel est un regroupement en 22 postes des « Familles Professionnelles » (FAP). Celles-ci sont une nomenclature de métiers construite pour faciliter le rapprochement entre la nomenclature des « Professions et Catégories Socioprofessionnelles » (PCS) utilisée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) dans les différentes sources sur l'emploi pour codifier les professions et le « Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois » (ROME) utilisé par France Travail pour coder les emplois recherchés par les demandeurs ainsi que les offres déposées par les entreprises, dans une logique opérationnelle de placement. Les familles professionnelles sont déclinées en 224, 87 ou 22 postes.

## Évolution de la demande d'emploi selon le domaine du métier recherché en catégories A, B, C, entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2023 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2024

Données brutes, en %

Domaine professionnel										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
A : Agriculture, marine, pêche	-8,3	-9,5	-16,6	-11,8	-10,5	-8,4	-9,0	-15,1	<b>-11,2</b>	-2,1
B : Bâtiment, travaux publics	-3,1	-2,4	-2,8	-2,4	-3,4	-3,0	-3,1	-4,4	<b>-3,1</b>	+0,4
C : Électricité, électronique	+5,2	-3,3	+1,1	+8,7	+3,3	-0,5	+2,6	-2,5	<b>+1,6</b>	-1,4
D : Mécanique, travail des métaux	-2,8	-4,0	-8,3	-1,8	-9,3	-4,3	-2,4	-9,8	<b>-5,8</b>	-0,5
E : Industries de process	-5,1	-1,9	-6,2	-5,5	-13,8	-8,6	-5,8	-10,4	<b>-6,5</b>	+0,4
F : Matériaux souples, bois, industries graphiques	-6,3	-4,7	-0,5	-4,3	-3,9	-8,1	-1,1	-4,9	<b>-5,0</b>	-2,0
G : Maintenance	-6,2	-1,8	-6,8	-10,4	-7,5	-7,5	-7,5	-7,4	<b>-6,8</b>	+1,2
H : Ingénieurs et cadres de l'industrie	-0,1	+5,3	+0,8	+7,0	+0,5	+4,8	+2,9	0,0	<b>+2,4</b>	+7,4
J : Transports, logistique et tourisme	-4,6	-0,5	-3,1	-1,0	-3,0	-2,4	-3,0	-2,0	<b>-2,3</b>	+3,3
K : Artisanat	-21,5	-7,3	-4,5	-5,7	-12,0	-17,9	-12,4	-3,8	<b>-12,5</b>	-1,7
L : Gestion, administration des entreprises	+2,8	+4,3	+5,0	+0,6	+4,8	+3,8	+4,2	+1,0	<b>+3,4</b>	+4,3
M : Informatique et télécommunications	-4,8	+0,4	-0,3	-5,8	+0,1	-3,5	-1,9	-0,4	<b>-2,1</b>	+14,2
N : Études et recherche	+4,0	+2,3	+8,2	+13,1	+9,0	+14,7	+10,4	+7,0	<b>+8,1</b>	+10,9
P : Admin. publique, prof. juridiques, armée et police	+4,2	-0,1	+2,5	-6,9	+1,5	-1,8	-2,5	+2,0	<b>+0,8</b>	+6,2
Q : Banque et assurances	+4,2	+6,6	+10,9	+9,0	+6,6	+7,3	+3,1	+4,2	<b>+6,2</b>	+6,6
R : Commerce	-1,9	-0,5	-2,6	-2,7	-1,4	-0,4	-1,7	-2,6	<b>-1,7</b>	+0,2
S : Hôtellerie, restauration, alimentation	-10,9	-6,4	-11,4	-13,2	-11,0	-10,1	-11,3	-10,9	<b>-10,6</b>	+3,7
T : Services aux particuliers et aux collectivités	-17,3	-15,4	-17,7	-17,2	-15,2	-17,5	-16,6	-18,6	<b>-17,0</b>	-1,7
U : Communication, information, art et spectacle	-0,9	+1,5	+1,9	+0,9	+0,4	+1,9	+1,2	-2,3	<b>+0,2</b>	+4,4
V : Santé, action sociale, culturelle et sportive	-3,4	-0,5	-0,5	-0,5	-1,3	-0,6	+0,1	-0,5	<b>-1,0</b>	+2,2
W : Enseignement, formation	-0,1	+3,3	+3,0	+2,7	+0,5	+4,3	+2,1	+3,8	<b>+2,1</b>	+1,8
<b>Ensemble des domaines</b>	<b>+2,6</b>	<b>+4,7</b>	<b>+4,0</b>	<b>+3,1</b>	<b>+5,1</b>	<b>+2,8</b>	<b>+3,6</b>	<b>+2,1</b>	<b>+3,4</b>	<b>+1,9</b>

Sources : Dares, France Travail, traitement DRIEETS Île-de-France - SESE.

# Les inscriptions et les sorties des demandeurs d'emploi

## Inscriptions à France Travail en catégories A, B, C, selon le motif

Données brutes, stock cumulé entre janvier 2024 et décembre 2024, en %

Motif d'inscription	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Fin de contrat	19,4	17,3	17,7	16,6	18,9	14,4	17,4	15,6	17,1	18,9
Fin de mission d'interim	2,5	6,3	3,9	6,2	2,8	4,4	4,2	4,9	4,3	5,7
Démission	3,7	5,0	4,6	4,3	4,3	3,4	4,3	4,0	4,1	5,1
Rupture conventionnelle	10,9	7,9	9,1	7,3	11,1	6,3	8,9	7,7	8,7	7,5
Licenciement économique	2,5	2,2	2,3	1,9	2,5	2,0	2,2	2,1	2,2	1,7
Autre licenciement	5,6	7,7	7,5	7,2	7,6	5,9	7,0	7,1	6,8	6,0
Première entrée sur le marché du travail <sup>(1)</sup>	6,7	5,8	6,2	5,8	6,4	6,6	6,4	5,9	6,3	5,1
Retour d'inactivité <sup>(2)</sup>	15,4	17,7	17,3	17,0	15,9	17,6	16,6	17,6	16,8	18,0
Réinscription rapide <sup>(3)</sup>	17,5	15,2	15,6	17,9	15,6	18,4	17,0	16,8	16,9	16,5
Autres motifs <sup>(4)</sup>	8,4	7,3	8,0	9,0	8,1	12,7	8,5	10,5	9,3	7,7
Motif indéterminé	7,5	7,6	7,9	6,8	6,6	8,1	7,5	7,8	7,5	7,9
<b>Total (effectif)</b>	<b>220 558</b>	<b>136 344</b>	<b>126 499</b>	<b>130 191</b>	<b>145 281</b>	<b>223 099</b>	<b>139 329</b>	<b>137 636</b>	<b>1 258 937</b>	<b>6 359 491</b>

Sources : Dares, France Travail. (1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail. (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation. (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...). (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

## Sorties de France Travail en catégories A, B, C, selon le motif

Données brutes, stock cumulé entre janvier 2024 et décembre 2024, en %

Motif de sortie	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Reprise d'emploi déclarée <sup>(1)</sup>	15,5	14,2	14,9	14,4	17,1	9,7	13,7	12,1	13,8	15,3
Entrée en stage ou en formation	9,5	10,5	10,1	10,2	9,6	10,4	10,2	10,4	10,1	10,7
Arrêt recherche d'emploi	5,9	7,4	7,2	6,7	6,7	5,5	6,1	6,7	6,4	8,7
Défaut d'actualisation	49,8	50,6	50,3	45,5	49,2	53,3	50,2	49,6	50,1	46,5
Radiation administrative	7,3	8,3	7,7	11,8	7,0	9,9	8,9	10,7	8,9	10,1
Autres cas de sortie <sup>(2)</sup>	12,0	9,1	9,9	11,3	10,4	11,2	11,0	10,5	10,8	8,6
<b>Total (effectif)</b>	<b>212 990</b>	<b>130 134</b>	<b>121 513</b>	<b>126 436</b>	<b>137 608</b>	<b>216 434</b>	<b>134 591</b>	<b>134 097</b>	<b>1 213 803</b>	<b>6 223 241</b>

Sources : Dares, France Travail. (1) Uniquement celles connues de France Travail. (2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

## Inscriptions à France Travail en catégories A, B, C, selon le motif, le sexe et l'âge

Données brutes, stock cumulé entre janvier 2024 et décembre 2024, en %

Motif d'inscription	Sexe		Âge			Île-de-France
	Hommes	Femmes	Moins de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et plus	
Fin de contrat	16,1	18,2	23,3	16,5	10,3	17,1
Fin de mission d'interim	5,7	2,7	5,4	4,1	3,1	4,3
Démission	4,0	4,3	4,6	4,4	2,1	4,1
Rupture conventionnelle	8,7	8,6	3,3	10,4	9,3	8,7
Licenciement économique	2,4	2,0	0,8	2,2	4,6	2,2
Autre licenciement	7,6	5,9	3,9	6,8	11,4	6,8
Première entrée sur le marché du travail <sup>(1)</sup>	6,2	6,4	16,4	3,9	1,1	6,3
Retour d'inactivité <sup>(2)</sup>	14,7	19,2	14,3	17,9	16,2	16,8
Réinscription rapide <sup>(3)</sup>	17,4	16,3	13,3	17,3	20,7	16,9
Autres motifs <sup>(4)</sup>	9,8	8,7	7,7	9,3	11,7	9,3
Motif indéterminé	7,3	7,7	7,0	7,2	9,7	7,5
<b>Total (effectif)</b>	<b>652 099</b>	<b>606 838</b>	<b>284 609</b>	<b>791 049</b>	<b>183 279</b>	<b>1 258 937</b>

Sources : Dares, France Travail. (1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail. (2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation. (3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...). (4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

## Sorties de France Travail en catégories A, B, C, selon le motif, le sexe et l'âge

Données brutes, stock cumulé entre janvier 2024 et décembre 2024, en %

Motif de sortie	Sexe		Âge			Île-de-France
	Hommes	Femmes	Moins de 25 ans	25 à 49 ans	50 ans et plus	
Reprise d'emploi déclarée <sup>(1)</sup>	13,7	13,9	11,5	15,1	11,5	13,8
Entrée en stage ou en formation	9,5	10,7	9,6	10,5	8,9	10,1
Arrêt recherche d'emploi	4,3	8,7	4,3	5,8	11,2	6,4
Défaut d'actualisation	51,6	48,4	57,0	48,5	47,6	50,1
Radiation administrative	10,3	7,4	10,9	8,1	9,4	8,9
Autres cas de sortie <sup>(2)</sup>	10,6	11,0	6,7	12,0	11,3	10,8
<b>Total (effectif)</b>	<b>627 874</b>	<b>585 929</b>	<b>246 494</b>	<b>769 636</b>	<b>197 673</b>	<b>1 213 803</b>

Sources : Dares, France Travail.

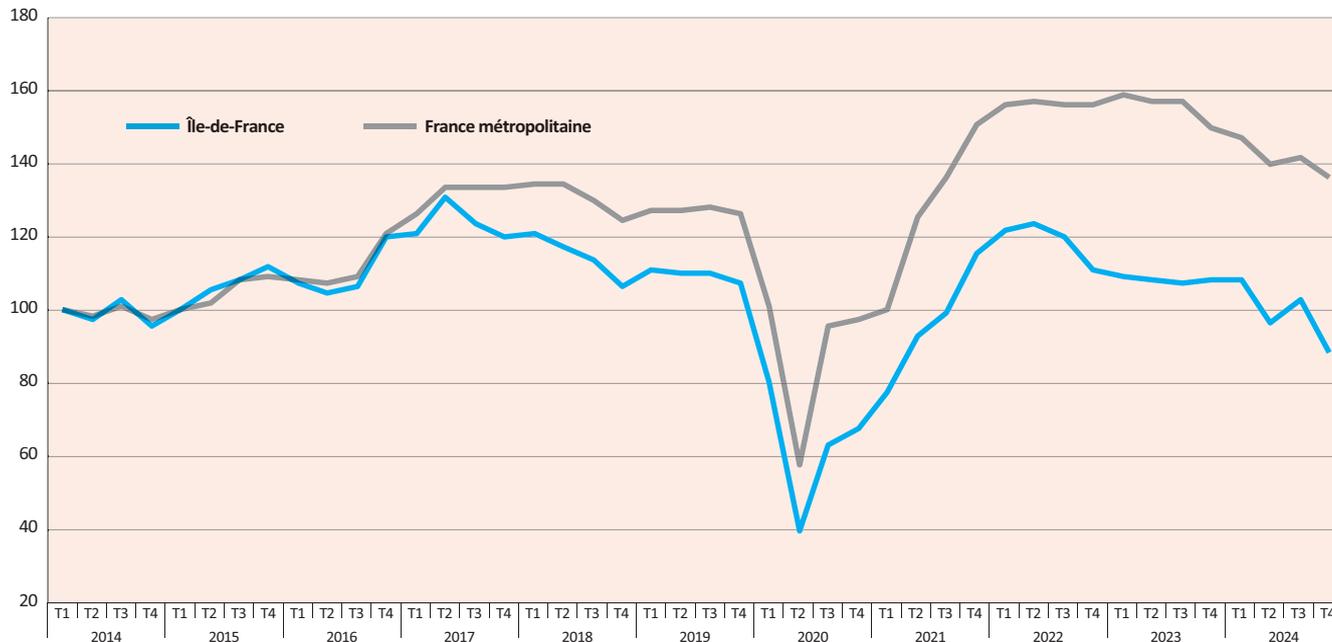
(1) Uniquement celles connues de France Travail. (2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Les offres d'emploi de France Travail

Évolution du nombre d'offres collectées\* par France Travail

Données CVS-CJO, base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2014



\* Ensemble des offres directement déposées à France Travail.

Sources : Dares, France Travail.

## Évolution du nombre d'offres diffusées\* par France Travail

Données brutes, base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2017



\* Ensemble des offres déposées directement à France Travail et des offres transmises par des sites partenaires. La nature et le nombre des sites partenaires varient au cours du temps.

Source : France Travail.

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](https://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Offres d'emploi collectées par France Travail selon le type de contrat par département

Données brutes (stock cumulé entre janvier 2024 et décembre 2024)

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Nombre d'offres	172 997	43 628	50 528	38 986	77 719	53 219	36 054	36 628	<b>509 759</b>	3 600 217
Dont (en %)										
CDI	62,5	58,7	53,1	60,6	68,2	57,4	59,5	60,5	<b>61,1</b>	48,6
CDD de plus de 6 mois	10,7	11,9	12,6	15,7	8,6	13,8	16,0	16,2	<b>12,1</b>	13,8
CDD de moins de 6 mois	15,0	13,6	16,1	12,9	17,4	22,6	17,3	14,7	<b>16,1</b>	18,1
Intérim	11,8	15,9	18,2	10,7	5,8	6,2	7,2	8,7	<b>10,7</b>	19,5

Sources : Dares, France Travail.

## Offres d'emploi collectées par France Travail selon la catégorie socioprofessionnelle du métier demandé par département

Données brutes (stock cumulé entre janvier 2024 et décembre 2024)

Catégorie socioprofessionnelle, en %

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ouvriers	16,6	38,5	30,7	30,8	13,9	26,0	20,4	33,0	<b>23,0</b>	36,8
Employés de commerce et de services	25,3	27,0	23,7	26,7	31,4	30,9	33,8	26,6	<b>27,6</b>	27,4
Employés administratifs	9,9	7,3	10,0	8,1	7,6	9,2	8,5	9,3	<b>9,0</b>	6,4
Professions intermédiaires	27,0	19,8	24,9	24,8	29,3	19,7	24,9	22,7	<b>25,1</b>	20,5
Cadres*	21,2	7,4	10,6	9,6	18,0	14,2	12,4	8,4	<b>15,3</b>	8,8
<b>Total nombre d'offres</b>	<b>172 997</b>	<b>43 628</b>	<b>50 528</b>	<b>38 986</b>	<b>77 719</b>	<b>53 219</b>	<b>36 054</b>	<b>36 628</b>	<b>509 759</b>	<b>3 600 217</b>

\* La catégorie « cadres », qui regroupe les professions intellectuelles supérieures, se distingue en Île-de-France par un nombre très élevé de professionnels des arts et spectacles, pour lesquels les contrats proposés sont fréquemment de courte durée et à temps partiel.

Sources : Dares, France Travail.

## Offres d'emploi collectées selon le type de contrat et la catégorie socioprofessionnelle

Données brutes (stock cumulé entre janvier 2024 et décembre 2024), en %

Catégorie socioprofessionnelle	CDI	CDD de plus de 6 mois	CDD de 6 mois et moins	Intérim	Île-de-France
Ouvriers	53,6	13,0	9,3	24,1	100
Employés de commerce et de services	61,9	8,4	26,1	3,5	100
Employés administratifs	45,1	16,0	24,8	14,1	100
Professions intermédiaires	65,6	14,9	10,7	8,8	100
Cadres*	72,7	10,9	11,7	4,7	100
<b>Total</b>	<b>61,1</b>	<b>12,1</b>	<b>16,1</b>	<b>10,7</b>	<b>100</b>

Sources : Dares, France Travail.

## Offres d'emploi collectées selon la durée hebdomadaire et la catégorie socioprofessionnelle

Données brutes (stock cumulé entre janvier 2024 et décembre 2024), en %

Catégorie socioprofessionnelle	Temps plein	Mi-temps et plus	Moins d'un mi-temps	Île-de-France
Ouvriers	96,4	1,9	1,7	100
Employés de commerce et de services	74,5	17,1	8,5	100
Employés administratifs	83,6	7,7	8,6	100
Professions intermédiaires	90,0	3,7	6,3	100
Cadres*	89,4	1,2	9,4	100
<b>Total</b>	<b>86,5</b>	<b>7,0</b>	<b>6,5</b>	<b>100</b>

\* La catégorie « cadres », qui regroupe les professions intellectuelles supérieures, se distingue en Île-de-France par un nombre très élevé de professionnels des arts et spectacles, pour lesquels les contrats proposés sont fréquemment de courte durée et à temps partiel.

Sources : Dares, France Travail.

# POLITIQUES DE L'EMPLOI ET DE LA COHÉSION SOCIALE



Le présent chapitre propose une vue d'ensemble des indicateurs clés **des politiques en faveur de l'emploi en Île-de-France**, et des **politiques en faveur de la cohésion sociale** pour les dimensions qui concernent la DRIETS. Il inclut des données sur le suivi des emplois francs et des emplois aidés, ainsi que sur l'alternance et la formation professionnelle. **De nouveaux indicateurs sont introduits dans ce chapitre, concernant les diplômes et titres professionnels.** Des indicateurs sur les entreprises adaptées, l'insertion par l'activité économique, l'activité partielle post-crise et la protection des personnes vulnérables sont également inclus.

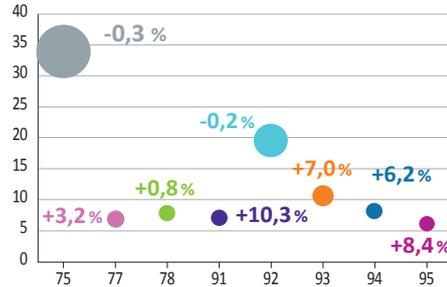
# 239 733 contrats d'alternance enregistrés en Île-de-France en 2024 (+ 2,5 % par rapport à 2023)

## Vue d'ensemble

### Répartition des contrats d'alternance par département en 2024 et dynamique par rapport à 2023 (en %)

- 75 Paris
- 77 Seine-et-Marne
- 78 Yvelines
- 91 Essonne
- 92 Hauts-de-Seine
- 93 Seine-Saint-Denis
- 94 Val-de-Marne
- 95 Val-d'Oise

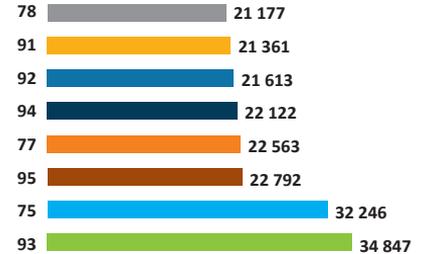
Dynamique par rapport à 2023



Note : la taille des bulles représente le poids de chaque département dans le total des contrats d'alternance en Île-de-France en 2024.

Lecture : en 2024, sur les 239 733 contrats d'alternance (217 954 contrats d'apprentissage et 21 779 contrats de professionnalisation) enregistrés en Île-de-France (IDF), 33,9 % d'entre eux ont été enregistrés à Paris ; le nombre de contrats à Paris a baissé de 0,3 % par rapport à 2023.

### 197 721 entrées en formation des demandeurs d'emploi, en Île-de-France, en 2023



### L'insertion par l'activité économique en Île-de-France en 2023

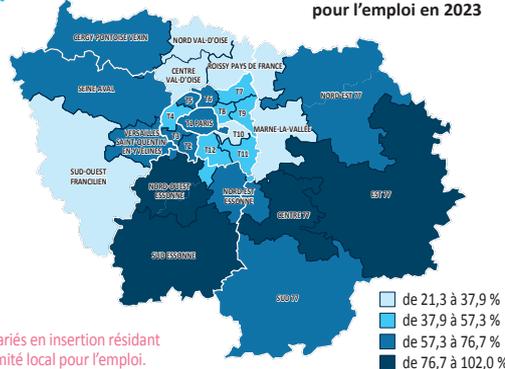
#### Salariés en insertion dans les SIAE en 2023



Source : ASP/Dares, France Travail 2023.

Le taux d'accès à l'IAE est calculé en rapportant le nombre de salariés en insertion résidant dans le bassin au nombre de DEFM de catégorie A de chaque comité local pour l'emploi.

#### Taux d'accès à l'IAE par comité local pour l'emploi en 2023



### Autres indicateurs clés

- **7 212** entrées en emplois aidés en Île-de-France en 2023 dont **4 375** dans le secteur non marchand (PEC) et **2 837** dans le secteur marchand (CUI-CIE Jeunes)
- **349 324** allocataires RSA, en 2023, en Île-de-France, dont **près d'1/4** en Seine-Saint-Denis
- **61** missions locales franciliennes ont accompagné **173 981** jeunes en 2023
- **97** entreprises adaptées, en 2024 en Île-de-France, dont **2/3** dans 5 secteurs d'activité (activité administrative, aménagement paysager,...)

## Les dispositifs de politique d'emploi

### Synthèse

	Île-de-France 2023	France métropolitaine 2023	Poids (en %) Île-de-France / France	Évolution 2023 / 2022 (en %)	
				Île-de-France	France métr.
<b>ENTRÉES EN EMPLOI MARCHAND AIDÉ</b>					
Contrats uniques d'insertion secteur marchand (CUI-CIE jeunes), hors avenants de reconduction	2 837	23 787	11,9	-	-
Formation en alternance	<b>233 928</b>	<b>943 688</b>	<b>24,8</b>	<b>5,2</b>	<b>1,6</b>
Contrats d'apprentissage (nombre de contrats débutés au cours de l'année)	206 954	829 088	25,0	5,8	2,4
Contrats de professionnalisation (nombre de contrats débutés au cours de l'année)	26 974	114 600	23,5	1,2	-3,9
<i>dont contrats de professionnalisation jeunes &lt; 26 ans</i>	<i>13 024</i>	<i>53 166</i>	<i>24,5</i>	<i>-3,2</i>	<i>-8,9</i>
Insertion par l'activité économique <sup>(1)</sup>	<b>18 369</b>	<i>nd</i>	-	<b>4,4</b>	<i>nd</i>
Association intermédiaire (AI)	5 721	<i>nd</i>	-	3,6	<i>nd</i>
Entreprise d'insertion (EI)	3 244	<i>nd</i>	-	-1,3	<i>nd</i>
Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)	4 581	<i>nd</i>	-	13,8	<i>nd</i>
Atelier et chantier d'insertion (ACI)	4 823	<i>nd</i>	-	1,2	<i>nd</i>
<b>ENTRÉES EN EMPLOI NON MARCHAND AIDÉ</b>					
Apprentis du secteur public	6 871	24 689	27,8	9,2	7,6
Parcours emploi compétences, hors avenants de reconduction	4 375	29 759	14,7	-13,9	-14,6
<b>ENTRÉES DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FORMATION</b>					
Formation					
Entrées en formation des personnes en recherche d'emploi	198 721	1 056 439	18,8	-11,8	-12,8
Nombre de stagiaires engagés en formation via le FNE Formation <sup>(2)</sup>	24 625	126 247	19,5	<i>nd</i>	<i>nd</i>
Contrat de volontariat pour l'insertion des jeunes (EPIDE)	477	3 745	12,7	-21,9	-12,7
École de la 2 <sup>e</sup> chance	1 971	16 876	11,7	14,6	7,6
<b>ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES</b>					
Accompagnement des jeunes en mission locale <sup>(3)</sup>					
Jeunes entrés en contrat d'engagement jeune (CEJ)	28 915	242 067	11,9	-	-
Jeunes entrés en parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)	45 612	254 341	17,9	-	-
<b>ACCOMPAGNEMENT DES MUTATIONS ÉCONOMIQUES</b>					
Accompagnement des restructurations					
Contrat de sécurisation professionnelle (entrées dans l'année)	16 677	76 847	21,7	38,2	37,2
Activité partielle (cumul salariés placés en activité partielle sur l'année) <sup>(4)</sup>	29 239	221 375	13,2	-	-

nd : non disponible.

(1) AI et ETTI : nombre de personnes nouvellement accueillies et mises à disposition en 2023. ACI : nombre de salariés en insertion ayant un premier contrat dans les ACI en 2023. EI : nombre de salariés nouvellement embauchés en 2023.

(2) Les données sur le nombre de stagiaires engagés en formation via le FNE Formation et l'école de la 2<sup>e</sup> chance concernent la France entière (et non la France métropolitaine).

(3) À compter du 1<sup>er</sup> mars 2022, la Garantie Jeunes (GJ) est remplacée par le Contrat d'Engagement Jeune (CEJ). Les jeunes engagés dans une Garantie Jeunes avant le 1<sup>er</sup> mars 2022 peuvent poursuivre leur accompagnement jusqu'à son achèvement ou choisir de basculer en CEJ. Contrairement à la Garantie Jeunes qui s'inscrivait nécessairement dans un PACEA, le CEJ ne peut pas être concomitant avec un PACEA. Ceci entraîne une baisse mécanique des PACEA à compter de la mise en place du CEJ. Ainsi, les évolutions de 2022/2023 ne peuvent pas être calculées en raison de ces changements intervenus au cours de l'année 2022.

(4) En raison d'une mise à jour régulière des applicatifs, l'ensemble des données présentées sur l'activité partielle sont susceptibles d'être révisées. Source : DGEFP/ ASP, SI activité partielle; extraction le 18/06/2025.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Les emplois francs

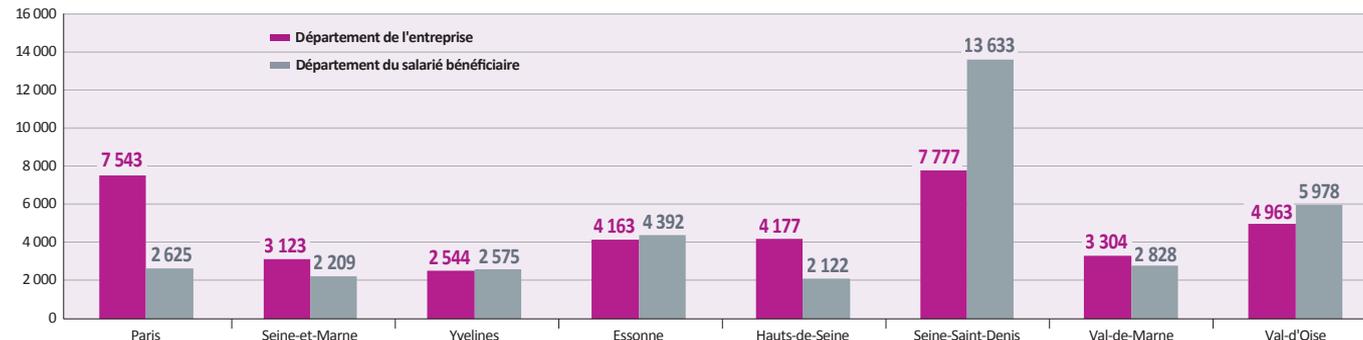
Nombre de demandes acceptées pour des emplois francs

Département du salarié	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine	Part de l'Île-de-France
Nombre de demandes acceptées entre avril 2018 et janvier 2025	2 625	2 209	2 575	4 392	2 122	13 633	2 828	5 978	<b>36 362</b>	136 406	<b>26,7 %</b>
dont nombre de demandes acceptées en 2024 et en janvier 2025	426	338	420	805	352	2 083	615	1 019	<b>6 058</b>	23 935	<b>25,3 %</b>

Source : SISP - France Travail extraction du 23/03/2025.

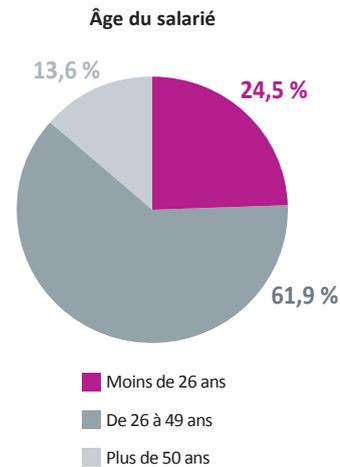
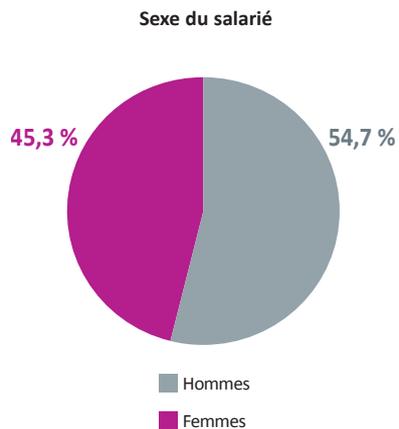
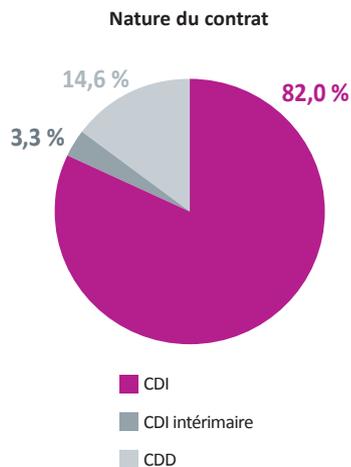
Le dispositif d'emploi franc, expérimenté depuis le 1<sup>er</sup> avril 2018 et généralisé au 1<sup>er</sup> janvier 2020, permet à une entreprise ou à une association de bénéficier d'une aide financière pour l'embauche en CDI ou en CDD d'au moins 6 mois d'un demandeur d'emploi résidant dans un Quartier prioritaire de la Politique de la Ville (QPV : [voir page 78](#)). Il a pris fin au 31/12/2024 (mais les demandes étaient acceptées jusqu'au 31 janvier 2025).

Répartition des demandes d'aides acceptées selon le lieu de l'entreprise et du salarié **entre avril 2018 et janvier 2025**



Source : SISP - France Travail extraction du 23/03/2025.

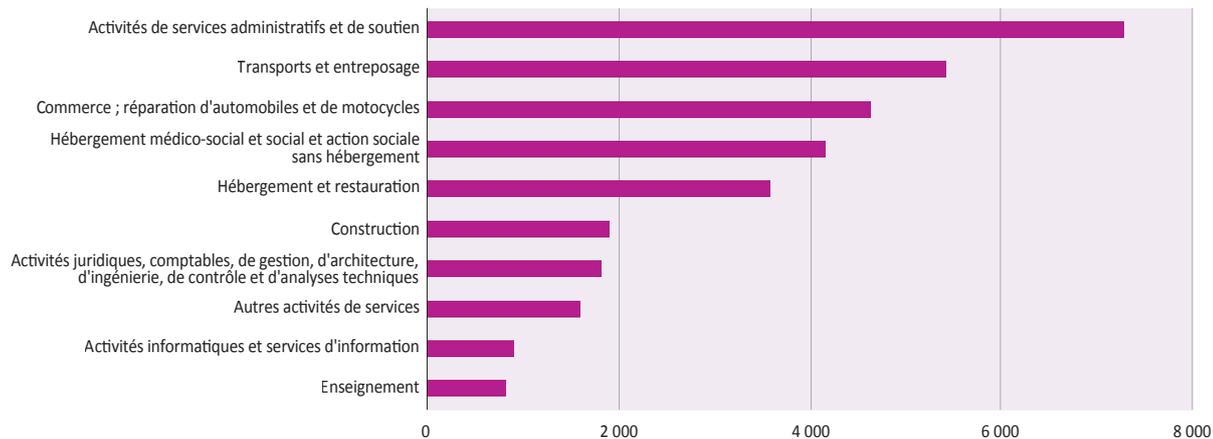
Demandes d'aides emplois francs acceptées **entre avril 2018 et janvier 2025**



→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Demandes d'aides emplois francs enregistrées entre avril 2018 et janvier 2025

### Secteurs d'activité des entreprises



Source : SISP - France Travail extraction du 23/03/2025.

## Les emplois aidés

### Entrées en Parcours Emploi Compétences (PEC) en 2024

Effectifs et %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Ensemble des entrées (hors avenants de reconduction)	817	484	837	306	488	693	354	425	4 404	26 227
Femmes	47,1	62,0	58,2	69,3	49,0	78,1	79,4	62,8	61,6	67,6
Moins de 26 ans	30,2	31,2	16,5	35,6	26,0	21,6	33,9	34,1	27,0	29,6
50 ans et plus	25,0	19,4	20,4	13,4	23,2	17,3	15,8	19,5	20,0	22,5
Bénéficiaires de minima sociaux*	34,3	33,1	74,9	18,3	35,5	28,9	24,0	27,1	38,5	36,3
<i>Dont bénéficiaires du RSA</i>	25,0	27,5	73,5	12,7	27,7	21,4	18,6	23,1	32,7	29,5
Travailleurs handicapés	13,1	11,0	2,9	7,5	9,4	7,6	5,4	7,1	8,1	15,1
Salariés ayant un bas niveau de formation (niveaux V, Vbis et VI)	41,2	60,1	55,7	43,1	48,6	41,0	41,5	41,4	47,0	54,3
Inscrits à France Travail	85,7	94,8	94,9	87,3	93,0	98,0	87,6	84,0	91,3	90,2
Inscrits à France Travail depuis 2 ans et plus	35,6	24,2	13,5	24,5	33,8	32,8	26,3	24,2	26,9	33,1

\*Parmi les bénéficiaires de minima sociaux sont comptabilisés les bénéficiaires de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Temporaire d'Attente (ATA) et du Revenu de Solidarité Active (RSA). Les informations correspondent à des données à date, celles-ci peuvent être actualisées dans le temps en raison de remontées tardives d'informations.

Sources : Dares / ASP - données arrêtées au 31 mars 2025 - Traitement DRIEETS Île-de-France.

### Répartition par employeur des salariés en PEC présents au 31 décembre 2024

Effectifs au 31/12/2024	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Communes & EPCI	0	283	48	78	ss	ss	10	149	619	8 204
Départements & Région	0	124	282	34	19	100	0	89	648	1 714
Association	463	156	191	208	155	473	229	170	2 045	13 086
Établissement sanitaire public	0	ss	28	ss	ss	ss	49	5	120	1 970
Autres établissements (y compris établissements scolaires)	353	ss	221	ss	330	105	32	45	1 125	3 450
<b>Total</b>	<b>816</b>	<b>603</b>	<b>770</b>	<b>350</b>	<b>513</b>	<b>727</b>	<b>320</b>	<b>458</b>	<b>4 557</b>	<b>28 424</b>

ss : secret statistique.

Sources : Dares / ASP - données arrêtées au 31 mars 2025 - Traitement DRIEETS Île-de-France.

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Entrées en contrat unique d'insertion dans le secteur marchand (CUI - CIE Jeunes) en 2024\*

Effectifs et %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Ensemble des entrées (hors avenants de reconduction)</b>	<b>132</b>	<b>139</b>	<b>65</b>	<b>142</b>	<b>51</b>	<b>75</b>	<b>103</b>	<b>144</b>	<b>851</b>	<b>6 760</b>
Femmes	42,4	41,7	32,3	41,5	37,3	37,3	42,7	39,6	<b>40,2</b>	42,7
Bénéficiaires de minima sociaux**	ss	3,6	ss	ss	ss	ss	ss	ss	<b>2,4</b>	4,5
<i>Dont bénéficiaires du RSA</i>	ss	ss	0,0	ss	ss	ss	ss	ss	<b>1,8</b>	3,8
Travailleurs handicapés	ss	3,6	9,2	ss	ss	0,0	ss	0,0	<b>2,1</b>	4,3
Salariés ayant un bas niveau de formation (niveaux V, Vbis et VI)	18,9	38,1	38,5	38,0	25,5	29,3	40,8	31,9	<b>32,9</b>	44,0
Inscrits à France Travail	65,9	77,7	53,8	76,8	76,5	65,3	53,4	64,6	<b>67,6</b>	78,0
En contrat à durée indéterminée	73,5	64,0	69,2	52,8	70,6	49,3	58,3	77,1	<b>64,6</b>	58,7
En contrat à temps plein	73,5	76,3	64,6	89,4	82,4	73,3	84,5	82,6	<b>79,3</b>	71,6
Entrants dans un étab. de moins de 10 salariés	55,3	48,9	58,5	44,3	39,2	40,0	23,3	31,3	<b>42,4</b>	51,6

\* Les informations correspondent à des données à date, celles-ci peuvent être actualisées dans le temps en raison de remontées tardives d'informations. Dans le cadre de la mise en œuvre du plan #1jeune, 1 solution, les CUI-CIE jeunes ont été mis en place au cours de l'été 2020. Ainsi les données comptabilisent les jeunes de moins de 26 ans ainsi que les TH jusqu'à 30 ans inclus entrés en CUI-CIE en 2020. Cette définition est concordante avec la circulaire du 28 septembre 2020 sur les contrats aidés.

\*\* Parmi les bénéficiaires de minima sociaux sont comptabilisés les bénéficiaires de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Temporaire d'Attente (ATA) et du Revenu de Solidarité Active (RSA).

ss : secret statistique. Sources : Dares / ASP - données arrêtées au 31 mars 2025 - Flores - Traitement DRIEETS Île-de-France.

## Répartition des entrées selon le secteur d'activité de l'employeur en 2024

en %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Agriculture, sylviculture, pêche	0,0	ss	0,0	ss	0,0	0,0	0,0	0,0	<b>ss</b>	3,2
Industrie	6,1	20,9	ss	ss	11,8	9,3	4,9	6,9	<b>8,7</b>	11,5
Construction	ss	7,9	ss	7,0	ss	10,7	6,8	ss	<b>5,8</b>	8,8
Commerce de gros et de détail	18,2	24,5	26,2	16,2	27,5	28,0	9,7	33,3	<b>22,4</b>	21,2
Transports et entreposage	8,3	ss	ss	34,5	0,0	ss	9,7	6,3	<b>10,2</b>	4,4
Hébergement et restauration	25,0	23,7	41,5	12,0	29,4	12,0	22,3	16,0	<b>21,2</b>	25,1
Information & communication	9,1	ss	0,0	0,0	ss	6,7	ss	ss	<b>3,1</b>	1,1
Activités financières et d'assurance, activités immobilières	0,0	ss	0,0	0,0	ss	0,0	7,8	0,0	<b>ss</b>	1,2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	14,4	ss	7,7	11,3	ss	18,7	28,2	19,4	<b>14,6</b>	11,5
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	ss	8,6	0,0	10,6	ss	8,0	5,8	3,5	<b>5,9</b>	6,5
Autres activités de services	14,4	3,6	9,2	3,5	ss	ss	ss	11,8	<b>6,6</b>	5,4
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

ss : secret statistique. Sources : Dares / ASP - données arrêtées au 31 mars 2025 - Flores - Traitement DRIEETS Île-de-France.

[Retour sommaire >](#)

## L'alternance

Entrées en contrats de professionnalisation en 2024

										
Effectifs et %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Nombre d'entrées</b>	7 306	1 348	1 178	1 678	3 302	3 906	1 625	1 436	<b>21 779</b>	86 930
<b>Répartition par sexe</b>										
Hommes	44,3	60,4	52,8	52,9	49,8	62,2	47,2	59,7	<b>51,7</b>	54,1
Femmes	55,7	39,6	47,2	47,1	50,2	37,8	52,8	40,3	<b>48,3</b>	45,9
Part des contrats avec salariés reconnus travailleurs handicapés	2,2	1,4	1,6	1,5	1,9	1,0	1,3	2,7	<b>1,8</b>	2,4
<b>Répartition par âge</b>										
Moins de 18 ans	0,3	2,2	1,4	0,6	0,3	0,3	0,4	0,8	<b>0,6</b>	1,2
18-21 ans	19,7	16,5	15,4	17,7	9,8	19,0	13,7	14,6	<b>16,7</b>	18,4
22-25 ans	27,0	19,6	22,9	19,1	39,4	24,9	25,4	19,5	<b>26,6</b>	23,7
26-29 ans	11,0	9,6	9,6	10,1	9,7	12,8	11,3	8,9	<b>10,8</b>	9,9
30-44 ans	33,1	38,5	40,0	38,6	33,8	31,1	37,4	38,1	<b>34,6</b>	35,2
45 ans et plus	8,9	13,7	10,8	13,9	7,0	11,9	11,8	18,0	<b>10,8</b>	11,6
<b>Répartition par niveau de formation à l'entrée</b>										
Niveau bac + 3 et plus	31,0	14,3	24,7	14,4	52,0	20,0	25,2	13,1	<b>28,0</b>	21,0
Niveau bac + 2	11,1	10,7	10,8	7,4	8,7	9,6	12,2	7,7	<b>10,0</b>	12,7
Niveau baccalauréat	33,3	33,6	32,4	29,0	23,9	36,7	31,1	23,6	<b>31,3</b>	31,0
Niveau CAP ou sans diplôme	24,6	41,4	32,1	49,1	15,4	33,7	31,5	55,6	<b>30,7</b>	35,3
<b>Répartition par type de qualification préparée</b>										
Certification enregistrée au RNCP autre qu'un CQP	54,6	49,9	60,4	46,1	67,2	51,6	63,2	56,7	<b>56,1</b>	50,5
Certificat de Qualification Professionnelle (CQP)	36,6	22,2	24,1	33,5	5,0	18,2	24,5	18,6	<b>24,6</b>	23,0
Qualification reconnue dans les classifications d'une convention collective nationale	8,8	27,9	15,5	20,4	27,8	30,2	12,3	24,8	<b>19,3</b>	26,5
<b>Répartition par type de contrat</b>										
Contrat à durée indéterminée	49,2	15,2	17,9	14,6	16,1	23,8	17,4	10,4	<b>28,2</b>	23,2
Contrat à durée déterminée	50,5	83,2	80,3	83,3	82,9	70,0	81,1	89,5	<b>69,9</b>	73,1
Intérim	0,2	1,5	1,6	2,1	0,8	6,1	1,4	0,0	<b>1,8</b>	3,7

Source : Dares, Système d'Information sur les contrats de Professionnalisation (SIP) - données d'avril 2025 - Traitement DRIEETS Île-de-France.

Champ : France métropolitaine, contrats de professionnalisation enregistrés dans le département de l'établissement employeur.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)
**Entrées en contrats de professionnalisation en 2024**

										
En %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Répartition par secteur d'activité de l'établissement employeur</b>										
Agriculture, sylviculture et pêche	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	<b>0,0</b>	1,0
Industrie	2,0	6,8	9,8	4,6	7,8	3,6	3,9	3,4	<b>4,3</b>	14,0
Construction	0,6	7,6	7,9	3,4	4,1	1,4	5,1	3,4	<b>2,8</b>	5,0
Commerce	7,3	15,5	23,8	13,2	9,0	7,6	12,8	10,4	<b>10,1</b>	16,4
Transports, entreposage	14,4	29,3	5,8	28,2	4,5	33,3	26,9	20,8	<b>19,2</b>	9,7
Hébergement restauration	2,1	5,9	1,8	1,7	1,6	0,9	1,9	2,1	<b>2,0</b>	2,4
Information et communication	6,0	0,6	4,7	1,3	9,2	1,1	3,0	0,6	<b>4,3</b>	3,2
Activités financières et d'assurance	4,9	2,7	4,3	2,6	7,7	1,7	3,5	1,1	<b>4,1</b>	4,0
Activités immobilières	1,2	0,5	0,8	0,4	1,1	0,3	1,0	0,9	<b>0,9</b>	0,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	44,2	12,5	21,6	29,0	40,8	39,7	26,8	34,2	<b>36,6</b>	29,6
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	10,6	15,7	16,7	12,8	12,8	8,0	13,3	16,6	<b>11,9</b>	10,4
Autres activités de services	6,5	2,7	2,6	2,8	1,4	2,4	1,8	6,5	<b>3,9</b>	3,3
<b>Répartition par taille de l'établissement employeur*</b>										
Moins de 20 salariés	12,9	19,6	25,1	15,1	12,8	14,7	18,5	13,5	<b>14,9</b>	23,0
De 20 à 49 salariés	8,1	8,9	10,7	9,8	5,7	11,6	8,3	6,4	<b>8,6</b>	14,0
De 50 à 99 salariés	5,9	12,4	6,9	6,1	7,5	13,0	4,8	10,2	<b>8,1</b>	11,8
De 100 à 249 salariés	37,1	14,6	10,5	12,0	15,1	16,3	17,8	31,4	<b>23,4</b>	15,9
250 salariés et plus	23,9	35,0	34,2	25,7	45,6	32,5	24,1	15,7	<b>29,6</b>	22,6
Non déterminé	12,1	9,5	12,7	31,3	13,4	11,9	26,6	22,8	<b>15,4</b>	12,7

\* Les données sur les effectifs salariés sont issues de Flores 2022.

Source : Dares, Système d'Information sur les contrats de Professionnalisation (SIP) - données d'avril 2025 - Traitement DRIEETS Île-de-France.

Champ : France métropolitaine, contrats de professionnalisation enregistrés dans le département de l'établissement employeur.

Les contrats d'apprentissage en 2024

										
Effectifs et %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Nombre de contrats débutés</b>	<b>74 066</b>	<b>15 418</b>	<b>17 432</b>	<b>14 893</b>	<b>43 248</b>	<b>21 744</b>	<b>18 049</b>	<b>13 104</b>	<b>217 954</b>	<b>857 822</b>
<b>Répartition par sexe</b>										
Hommes	43,0	56,5	56,7	56,3	47,0	51,5	52,7	56,0	<b>49,2</b>	31,1
Femmes	57,0	43,5	43,3	43,7	53,0	48,5	47,3	44,0	<b>50,8</b>	68,9
<b>Part des contrats avec apprentis reconnus travailleurs handicapés</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>0,9</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>45,1</b>
<b>Répartition par âge</b>										
Moins de 18 ans	3,9	20,1	13,7	12,9	3,6	6,8	7,8	14,2	<b>7,6</b>	20,2
18-20 ans	26,2	38,5	36,0	37,1	23,2	32,1	33,5	38,4	<b>29,9</b>	35,0
21-25 ans	59,6	34,6	43,0	41,9	62,7	50,7	48,6	39,4	<b>52,9</b>	37,0
26-29 ans	8,8	5,8	6,1	6,9	9,4	8,7	8,4	6,6	<b>8,2</b>	6,2
30 ans et plus	1,5	0,9	1,2	1,2	1,2	1,7	1,6	1,5	<b>1,4</b>	1,7
<b>Répartition par niveau de diplôme préparé</b>										
Mention complémentaire*	0,7	1,4	0,4	0,6	0,3	0,5	0,6	0,8	<b>0,6</b>	22,1
Master professionnel**	44,5	17,4	29,5	25,3	54,6	31,9	30,7	19,6	<b>38,2</b>	15,8
Licence professionnelle**	20,4	17,4	16,5	18,3	18,0	18,2	18,8	17,8	<b>18,7</b>	21,9
BTS, DUT**	18,0	26,8	23,9	25,6	15,0	25,8	24,6	29,9	<b>21,0</b>	16,1
Baccalauréat professionnel**	7,2	16,2	14,9	14,2	5,7	10,6	11,7	15,4	<b>9,8</b>	22,9
CAP**	9,3	20,8	14,7	16,1	6,5	12,9	13,6	16,4	<b>11,6</b>	1,1

\* Mention complémentaire niveau 3 et niveau 4.

\*\* ou diplôme équivalent.

Source : Dares, Système d'Information sur l'Apprentissage (SIA) - données mars 2025 - Traitement DRIEETS Île-de-France.

Champ : France métropolitaine, contrats d'apprentissage (secteurs privé et public) enregistrés dans le département de l'établissement employeur.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)
**Les contrats d'apprentissage en 2024**

										
En %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Répartition par secteur d'activité de l'établissement employeur</b>										
Agriculture, sylviculture et pêche	0,0	1,1	0,5	0,2	0,0	0,0	0,1	0,3	<b>0,2</b>	2,2
Industrie	5,1	11,3	14,4	12,2	9,7	8,0	7,6	10,2	<b>8,5</b>	13,4
Construction	1,7	11,8	9,0	9,8	4,6	8,2	9,6	9,6	<b>5,9</b>	10,1
Commerce	18,5	25,3	22,0	23,0	16,0	22,6	22,0	24,2	<b>20,1</b>	21,8
Transports, entreposage	2,4	6,4	2,3	4,1	2,2	10,9	5,7	7,1	<b>4,2</b>	2,9
Hébergement restauration	9,2	8,8	8,1	5,9	4,8	5,7	6,4	7,8	<b>7,3</b>	8,2
Information et communication	10,8	2,2	5,3	3,4	12,5	4,8	4,7	3,1	<b>8,0</b>	4,0
Activités financières et d'assurance	8,9	3,0	3,6	3,1	10,5	4,7	5,9	2,8	<b>6,9</b>	4,0
Activités immobilières	3,2	1,7	3,1	1,5	2,3	1,5	2,1	1,5	<b>2,4</b>	1,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	22,6	11,4	13,6	18,3	26,4	15,4	17,5	15,0	<b>19,9</b>	14,3
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	10,1	7,4	10,0	9,3	6,4	11,7	11,1	10,2	<b>9,4</b>	8,9
Autres activités de services	7,5	9,7	8,1	9,1	4,5	6,5	7,3	8,2	<b>7,1</b>	8,3
<b>Répartition par taille de l'établissement employeur*</b>										
Moins de 20 salariés	35,4	41,7	36,7	34,3	20,2	30,2	33,1	40,8	<b>32,5</b>	43,2
De 20 à 49 salariés	11,0	12,2	10,5	12,4	8,3	10,6	11,9	12,9	<b>10,7</b>	12,4
De 50 à 99 salariés	7,2	8,1	7,1	7,9	8,0	6,6	6,8	6,9	<b>7,3</b>	7,4
De 100 à 249 salariés	8,6	6,6	7,2	8,3	10,6	7,1	6,6	6,7	<b>8,3</b>	7,3
250 salariés et plus	16,3	12,1	19,7	17,1	33,7	23,8	21,8	12,3	<b>20,7</b>	11,8
Non déterminé	21,6	19,2	18,8	20,1	19,1	21,7	19,8	20,4	<b>20,4</b>	17,9

\* Les données sur les effectifs salariés sont issues de Flores 2022.

Source : Dares, Système d'Information sur l'Apprentissage (SIA) - données mars 2025 - Traitement DRIEETS Île-de-France.

Champ : France métropolitaine, contrats d'apprentissage (secteurs privé et public) enregistrés dans le département de l'établissement employeur.

## La formation professionnelle des personnes en recherche d'emploi

Caractéristiques des stagiaires entrés en formation en 2023

Lieu de résidence des stagiaires

										
Effectifs et %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Entrées en formation des personnes en recherche d'emploi	32 246	22 563	21 177	21 361	21 613	34 847	22 122	22 792	<b>198 721</b>	1 056 439
<i>Part des inscrits à France Travail</i>	<i>85,1</i>	<i>82,8</i>	<i>84,2</i>	<i>84,8</i>	<i>83,3</i>	<i>78,9</i>	<i>82,6</i>	<i>80,9</i>	<b><i>82,7</i></b>	<i>89,1</i>
<b>Répartition par sexe</b>										
Hommes	49,9	51,6	51,5	53,2	48,5	52,9	49,5	51,4	<b>51,1</b>	49,8
Femmes	50,1	48,4	48,5	46,8	51,5	47,1	50,5	48,6	<b>48,9</b>	50,2
<b>Répartition par âge</b>										
Moins de 26 ans	17,6	25,2	22,8	25,6	20,0	26,8	23,1	24,3	<b>23,1</b>	25,1
Entre 26 et 44 ans	56,4	51,3	51,3	50,8	53,2	50,0	52,2	51,6	<b>52,2</b>	49,2
45 ans ou plus	26,0	23,5	25,9	23,6	26,8	23,2	24,7	24,1	<b>24,7</b>	25,8
Travailleurs handicapés	6,0	9,3	6,5	7,9	6,6	7,1	7,1	7,9	<b>7,2</b>	11,3
<b>Répartition par niveau de diplôme</b>										
Pas de diplôme obtenu (niveau VI ou bac non obtenu)*	17,4	19,4	18,5	19,5	16,3	23,6	19,6	21,3	<b>19,6</b>	17,6
BEP ou BEPC ou CAP (niveaux Vbis et V)	15,9	27,9	23,5	27,1	19,3	25,0	21,7	26,4	<b>23,1</b>	31,1
Bac et plus (niveaux IV, III, II et I)	61,8	46,7	51,9	47,0	61,0	44,8	52,0	47,5	<b>51,7</b>	46,6
<i>Non renseigné</i>	<i>4,9</i>	<i>6,0</i>	<i>6,1</i>	<i>6,4</i>	<i>3,4</i>	<i>6,6</i>	<i>6,7</i>	<i>4,8</i>	<b><i>5,6</i></b>	<i>4,6</i>
<b>Répartition par durée de la formation</b>										
Moins de 3 mois	58,9	58,6	59,6	58,2	58,9	60,7	59,6	60,5	<b>59,5</b>	57,6
De 3 à 6 mois	20,9	21,3	20,7	21,5	21,1	21,3	20,5	20,6	<b>21,0</b>	21,6
De 6 à 12 mois	14,1	14,8	14,2	15,5	14,5	13,7	14,6	14,2	<b>14,4</b>	16,0
12 mois et plus	6,0	5,3	5,5	4,8	5,5	4,3	5,3	4,6	<b>5,2</b>	4,8

\* La qualification des demandeurs d'emploi étant plus élevée en Île-de-France, ceux ayant un niveau IV (Bac) mais qui n'ont pas obtenu leur diplôme sont intégrés à la catégorie « pas de diplôme obtenu », selon la nomenclature retenue pour la mise en œuvre du Plan Régional d'Investissement dans les Compétences.

Source : Dares, base Brest 2023 / traitement SESE DRIEETS Île-de-France. Champ : entrées en formation des personnes en recherche d'emploi, y compris Compte Personnel de Formation.

Lecture : dans le département de la Seine-Saint-Denis, 34 847 entrées en formation sont dénombrées en 2023 dont 52,9 % concernent des hommes et 47,1 % des femmes.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Formations suivies par les stagiaires selon le financeur principal de la formation en 2023

Lieu de résidence des stagiaires Effectifs et %	État	Régions	France Travail	POEC <sup>(1)</sup>	Opco	CPF autonome <sup>(2)</sup>	Stagiaires	Autres <sup>(3)</sup>	Ensemble
Île-de-France	6 918	62 296	44 424	9 472	2 383	63 223	5 187	4 818	198 721
	3,5	31,3	22,4	4,8	1,2	31,8	2,6	2,4	100
Autres régions	19 746	289 899	259 639	36 451	1 425	206 297	15 514	28 747	857 718
	2,3	33,8	30,3	4,2	0,2	24,1	1,8	3,4	100
France métropolitaine	26 664	352 195	304 063	45 923	3 808	269 520	20 701	33 565	1 056 439
	2,5	33,3	28,8	4,3	0,4	25,5	2,0	3,2	100

Source : Dares, base Brest 2023 / traitement SESE DRIEETS Île-de-France.

Champ : entrées en formation des personnes en recherche d'emploi, y compris Compte Personnel de Formation.

(1) Les Préparations Opérationnelles à l'Emploi (POE) collectives sont commandées conjointement par France Travail et les Opco.

(2) Entrants en formation CPF du champ Brest. Il s'agit principalement de demandeurs d'emploi car avec la mise en place du Parcours d'Accès Direct (PAD) en 2020, les chômeurs non-inscrits à France Travail ne sont plus tous identifiés.

(3) Les financements classés « autres » sont essentiellement des financements de l'Agefiph et de collectivités territoriales autres que les régions.

Lecture : le Conseil Régional d'Île-de-France a financé 62 296 entrées de stagiaires en formation pour 2023, soit 31,3% de l'ensemble des stagiaires financés en Île-de-France.

## Caractéristiques du FNE (Fonds National de l'Emploi) - Formation en Île-de-France en 2024

											
<b>Effectifs et heures</b>	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	Autres régions	France entière
Nombre de stagiaires engagés	8 790	1 336	2 236	1 504	5 935	1 690	1 994	1 140	<b>24 625</b>	101 622	126 247
Nombre d'établissements	848	193	225	159	518	180	191	145	<b>2 459</b>	13 493	15 952
Montant FNE engagé (€)	5 907 377	1 017 255	1 613 978	961 476	3 629 603	1 565 832	1 362 097	878 176	<b>16 935 794</b>	70 662 931	87 598 725
<i>Montant moyen</i>	672	761	722	639	612	927	683	770	<b>688</b>	695	694
Durée de formation engagée (heures)	219 615	34 694	61 444	32 779	118 811	61 328	49 706	25 248	<b>603 624</b>	2 694 163	3 297 787
<i>Durée moyenne</i>	25	26	27	22	20	36	25	22	<b>25</b>	27	26

Source : reporting qualitatif OPSCO/DGEFP du 31/12/2024, traitement SESE/DRIEETS.

Champ : établissements localisés dans un département d'Île-de-France ayant passé une convention FNE-Formation en 2024.

Lecture : en Seine-Saint-Denis, en 2024, 180 établissements ont mobilisé le FNE-Formation, pour engager en formation 1 690 stagiaires, pour un coût moyen de 927 euros et une durée moyenne de 36 heures.

Le FNE-Formation a pour objet initial la mise en œuvre de mesures de formation professionnelle visant à faciliter la continuité de l'activité des salariés face aux transformations consécutives aux mutations économiques et à favoriser leur adaptation à de nouveaux emplois en lien avec l'évolution technique des emplois ou des conditions de production.

Face à la crise sanitaire du COVID-19 et dans le cadre consécutif du Plan de relance, le dispositif a été renforcé temporairement à partir de mars 2020 afin de répondre aux besoins des entreprises ayant placé une partie ou tous leurs salariés en Activité Partielle (AP) ou en Activité Partielle Longue Durée (APLD) (Instructions du 9 avril 2020 et du 9 novembre 2020). Le FNE-Formation a ensuite évolué en 2021 puis en 2022 (Instructions du 7 septembre 2021 et du 14 février 2022) pour appuyer les entreprises en difficulté et accompagner les salariés dans des parcours de formation structurés inscrits dans la durée. Le dispositif a également vocation à renforcer l'accompagnement des petites et moyennes entreprises.

En 2023, le FNE-Formation évolue à nouveau (Instruction du 21 avril 2023) pour devenir un instrument au service des transitions (écologique, numérique et alimentaire), avec un ciblage prioritaire sur les formations favorisant le maintien dans l'emploi et l'employabilité des seniors. En complément, le dispositif pourra être mobilisé pour l'accompagnement des grands événements sportifs. Son plafond est augmenté, avec une prise en charge ne pouvant excéder 3 M€ par projet de formation, et les modalités de mobilisation sont assouplies : davantage d'entreprises peuvent y recourir et l'ensemble des actions formations sont désormais éligibles (cours théoriques ou mises en pratiques, certifiantes ou non, catalogue ou sur mesure, en présentiel, à distance, en situation, de travail...), pour une durée de 12 mois maximum.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)
**Caractéristiques des stagiaires engagés en formation dans le cadre d'un financement FNE en 2024**

											
Effectifs et %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	Autres régions	France entière
Nombre de stagiaires engagés	8 790	1 336	2 236	1 504	5 935	1 690	1 994	1 140	<b>24 625</b>	101 622	126 247
Hommes	47,8	68,4	72,4	77,1	69,2	77,8	58,1	75,7	<b>62,3</b>	65,7	65,1
Femmes	52,2	31,6	27,6	22,9	30,8	22,2	41,9	24,3	<b>37,7</b>	34,3	34,9
Ingénieurs et cadres	60,2	40,2	47,8	37,7	72,8	35,9	58,3	30,6	<b>56,5</b>	35,2	39,3
Techniciens et agents de maîtrise	15,3	11,8	23,8	24,8	8,4	11,4	15,5	11,7	<b>14,4</b>	19,8	18,8
Employés	22,7	27,3	23,6	15,1	8,4	22,1	19,8	20,8	<b>18,8</b>	23,6	22,6
Ouvriers qualifiés	1,1	16,5	4,2	20,6	8,7	24,3	5,6	34,5	<b>8,7</b>	17,7	15,9
Ouvriers non qualifiés	0,7	4,2	0,6	1,8	1,8	6,3	0,8	2,4	<b>1,7</b>	3,7	3,3
Moins de 26 ans	9,3	14,6	7,4	12,1	7,2	16,2	11,5	11,5	<b>9,9</b>	10,3	10,2
De 26 à 50 ans	72,2	62,3	69,2	62,3	71,7	69,4	70,5	65,8	<b>70,0</b>	66,9	67,5
Plus de 50 ans	18,5	23,1	23,4	25,5	21,1	14,4	17,9	22,7	<b>20,1</b>	22,8	22,3

Source : reporting qualitatif OPCO/DGEFP du 31/12/2024, traitement SESE/DRIEETS.

Champ : établissements localisés dans un département d'Île-de-France ayant passé une convention FNE-Formation en 2024.

Lecture : en Seine-Saint-Denis, en 2024, parmi les 1 690 salariés engagés en formation dans le cadre du FNE-Formation, 69,4 % ont entre 26 et 50 ans.

## Les dix premiers secteurs d'appartenance des stagiaires en formation dans le cadre d'un financement FNE en 2024

Code APE	Secteur d'activité	Nombre de stagiaires engagés	Part (%)	Part cumulée (%)
6202A	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	2 009	8	8
7022Z	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	1 455	6	14
4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1 027	4	18
7820Z	Activités des agences de travail temporaire	993	4	22
7112B	Ingénierie, études techniques	786	3	25
7312Z	Régie publicitaire de médias	651	3	28
4673A	Commerce de gros (commerce interentreprises) de bois et de matériaux de construction	572	2	30
7311Z	Activités des agences de publicité	370	2	32
5610C	Restauration de type rapide	357	1	33
2712Z	Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique	346	1	35

Source : reporting qualitatif OPCO/DGEFP du 30/12/2024, traitement SESE/DRIEETS.

Champ : établissements localisés dans un département d'Île-de-France ayant passé une convention FNE-Formation en 2024.

Lecture : en Île-de-France, en 2024, 1 027 salariés engagés en formation dans le cadre du FNE-Formation travaillent dans le secteur du commerce de voitures et de véhicules automobiles légers, représentant 4 % de l'ensemble des salariés de la région ayant bénéficié du dispositif.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Le taux d'accès à la formation professionnelle des demandeurs d'emploi

Le taux d'accès à la formation selon les caractéristiques des stagiaires entrés en 2022

En %

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
<b>Taux d'accès selon le type de formation</b>										
Toute formation	8,2	9,6	9,7	10,4	8,8	10,1	9,5	10,3	<b>9,5</b>	10,4
Formation certifiante	3,3	4,2	4,3	4,8	3,8	4,1	4,2	4,6	<b>4,1</b>	4,2
<b>Taux d'accès selon le sexe</b>										
Hommes	8,1	9,5	9,6	10,6	8,6	9,8	9,3	10,2	<b>9,4</b>	10,1
Femmes	8,4	9,8	9,9	10,2	9,0	10,4	9,7	10,4	<b>9,7</b>	10,6
<b>Taux d'accès selon la tranche d'âge</b>										
Moins de 26 ans	9,8	11,0	11,5	12,4	10,5	14,4	11,4	12,8	<b>11,8</b>	11,9
De 26 à 50 ans	8,2	9,6	9,6	10,1	8,7	9,0	9,3	9,8	<b>9,2</b>	10,1
Plus de 50 ans	5,8	6,4	6,8	6,7	6,2	5,3	6,2	6,8	<b>6,2</b>	7,7
<b>Taux d'accès des travailleurs handicapés</b>	<b>10,8</b>	<b>13,2</b>	<b>12,0</b>	<b>13,1</b>	<b>9,9</b>	<b>10,3</b>	<b>11,7</b>	<b>12,4</b>	<b>11,5</b>	<b>14,0</b>
<b>Taux d'accès selon le niveau de diplôme</b>										
Niveau infra-bac et bac non obtenu	9,9	9,8	10,3	11,0	9,6	10,1	9,9	10,5	<b>10,1</b>	10,6
Niveau bac	10,5	10,2	10,8	11,6	10,0	12,5	11,2	11,6	<b>11,2</b>	11,3
Niveau bac + 2 et supérieur	6,9	9,1	8,8	9,0	8,0	9,0	8,5	9,4	<b>8,3</b>	9,5

Source : base FORCE, Dares.

Champ : demandeurs d'emploi, cohorte 2022, France Métropolitaine.

Note : le taux d'accès à la formation des demandeurs d'emploi se définit comme la probabilité pour un individu inscrit sur les listes de France Travail d'entrer en formation à des échéances spécifiques déterminées.

Lecture : en 2022, le taux d'accès des demandeurs d'emploi de moins de 26 ans en Seine-Saint-Denis s'élevait à 14,4 %, toutes formations confondues.

## Taux de recours au CPF autonome par les demandeurs d'emploi en Île-de-France en 2023

Effectifs et %	Taux de recours au CPF*	Demandeurs d'emplois	Entrées en formation CPF
Paris	8,1	187 661	15 250
Seine-et-Marne	9,6	102 873	9 910
Yvelines	9,3	97 821	9 110
Essonne	10,7	88 114	9 420
Hauts-de-Seine	9,1	111 308	10 170
Seine-Saint-Denis	8,7	166 334	14 420
Val-de-Marne	9,3	105 225	9 830
Val-d'Oise	9,6	99 296	9 560
Île-de-France	9,1	958 632	87 670
France métropolitaine	7,1	5 090 930	361 660

\* Le taux de recours est estimé par le rapport entre le nombre d'entrées en formation en CPF et la moyenne annuelle des demandeurs d'emplois.

Source : France Travail - STMT, données brutes / Fichier des entrées en formation, données brutes.

Champ : moyenne des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail par Département - France et Île-de-France - Janvier 2023 à décembre 2023 - Données brutes /entrées en formation des demandeurs d'emploi financées par le CPF par département d'Île-de-France en 2023.

Lecture : 8,7 % des entrées en formation des demandeurs d'emploi de la Seine-Saint-Denis ont été financées par le CPF en 2023.

Le Compte Personnel de Formation (CPF) institué par la loi du 5 mars 2014 vise à favoriser l'accès de son titulaire à la formation professionnelle tout au long de sa vie. La loi du 5 septembre 2018 a cherché à renforcer cette capacité en ouvrant plus largement les formations accessibles et en monétisant des droits accumulés jusque-là en heures.

Suite à ce texte, le « Parcours Achat Direct » (PAD) est mis en place à compter du 25 novembre 2019. Il s'agit d'un nouveau mode d'inscription et de paiement des formations CPF. Le CPF devient « Mon compte formation », une application mobile et un portail numérique où les salariés du privé, les indépendants et les chômeurs peuvent s'inscrire, directement et sans aucun intermédiaire, à une formation parmi l'offre éligible.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Évolution du nombre d'entrées en formation des demandeurs d'emploi financées par le compte personnel de formation autonome **entre 2022 et 2023**

	Nombre d'entrées CPF en 2022	Nombre d'entrées CPF en 2023	Coefficient multiplicateur 2022/2023
Paris	22 730	15 250	0,7
Seine-et-Marne	15 440	9 910	0,6
Yvelines	14 010	9 110	0,7
Essonne	14 190	9 420	0,7
Hauts-de-Seine	15 260	10 170	0,7
Seine-Saint-Denis	23 510	14 420	0,6
Val-de-Marne	15 270	9 830	0,6
Val-d'Oise	14 910	9 560	0,6
Île-de-France	135 300	87 670	0,6
France métropolitaine	553 930	361 660	0,7

Source : France Travail, Fichier des entrées en formation, données brutes.

Champ : entrées en formation des demandeurs d'emploi financées par le CPF par département d'Île-de-France en 2022 et 2023.

Lecture : le nombre d'entrants en formation CPF résidant en Seine-Saint-Denis a été multiplié par 0,6 entre 2022 et 2023.

Le CPF s'adresse à :

- toutes les personnes de 16 ans et plus ;
- par dérogation, les jeunes de 15 ans, ayant signé un contrat d'apprentissage, sont également concernés ;
- le Compte Personnel de Formation (CPF) est fermé à la date à laquelle son titulaire a fait valoir l'ensemble de ses droits à la retraite, par exception au titre des activités bénévoles et de volontariat que le salarié exerce. Dès 65 ans, le compte CPF est automatiquement fermé pour les salariés ayant liquidés leurs droits à la retraite et n'ayant pas repris d'activité salariée.

Depuis 2020, les salariés ayant effectué une durée de travail supérieure ou égale à la moitié de la durée légale ou conventionnelle du travail sur l'ensemble de l'année 2019 ont acquis 500 euros par an pour se former (plafonné à 5 000 euros).

Pour les salariés peu ou pas qualifiés qui n'auraient pas atteint un niveau de formation sanctionné par un diplôme classé au niveau 3 (CAP, BEP), le montant annuel du crédit CPF est majoré à 800 euros (plafonné à 8 000 euros).

Peuvent être éligibles au CPF les formations suivantes :

- une certification professionnelle enregistrée au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP) ;
- une attestation de validation de bloc de compétences faisant partie d'une certification professionnelle enregistrée au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP) ;
- une certification ou une habilitation enregistrée dans le Répertoire Spécifique (RS), dont la certification relative au socle de connaissances et de compétences professionnelles (CléA) ;
- les actions permettant de faire Valider les Acquis de l'Expérience (VAE) mentionnées au 3° de l'article L.6313-1 ;
- le bilan de compétences ;
- les actions de formation dispensées aux créateurs ou repreneurs d'entreprises mentionnées ayant pour objet de réaliser leur projet de création ou de reprise d'entreprise et pérenniser l'activité de celle-ci ;
- la préparation de l'épreuve théorique du Code de la route et de l'épreuve pratique du permis de conduire des véhicules du groupe léger (permis B) et du groupe lourd.

Depuis 2022, les organismes de formation doivent disposer de la certification Qualiopi afin de pouvoir exercer via le portail numérique « Mon compte formation ».

## Diplômes et titres professionnels

Les diplômés aux professions sociales en 2023

Diplômes	Voie directe et Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)			
	Nombre de candidats inscrits	Nombre de candidats présents	Nombre de diplômés	% de diplômés
DEAES* (Diplôme d'État d'Accompagnant Éducatif et Social)	1 414	1 384	1 145	81,0
DEEJE (Diplôme d'État d'Éducateur de Jeunes Enfants)	1 052	1 009	736	70,0
CAFERUIS (Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Encadrement et de Responsable d'Unité d'Intervention Sociale)	624	607	457	73,2
DEASS (Diplôme d'État d'Assistant de Service Social)	479	450	356	74,3
DEAF (Diplôme d'État d'Assistant Familial)	132	127	119	81,0
DETISF (Diplôme d'État de Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale)	68	66	58	85,3
DEMF (Diplôme d'État de Médiateur Familial)	58	55	47	81,0
DEIS (Diplôme d'État d'Ingénierie Sociale)	43	38	25	58,1
<b>Total général</b>	<b>3 870</b>	<b>3 736</b>	<b>2 943</b>	<b>76,0</b>

\* Le DEAES, Diplôme d'État d'Accompagnant Éducatif et Social, remplace et fusionne le DEAVS (Diplôme d'État d'Auxiliaire de Vie Sociale).

Source : DRIEETS Île-de-France, département certification.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Les diplômés aux professions sanitaires en 2023

Diplômes	Voie directe et Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)			
	Nombre de candidats inscrits	Nombre de diplômés	Non admis	% de diplômés
DEI (Diplôme d'État d'Infirmier)	4 796	4 515	281	94,1
DEAS (Diplôme d'État d'Aide-Soignant)	4 710	4 060	650	81,3
DEAP (Diplôme d'État d'Auxiliaire de Puériculture)	3 183	2 455	343	67,2
DEMK (Diplôme d'État de Masseur-Kinésithérapeute)	761	741	20	97,4
DEA (Diplôme d'État d'Ambulancier)	480	431	49	85,7
DEPS (Diplôme d'État de PSychomotricien)	431	411	20	95,4
DEP (Diplôme d'État de Puériculture)	289	236	53	81,7
DECS (Diplôme d'État de Cadre de Santé)	261	254	7	97,3
DEE (Diplôme d'État d'Ergothérapeute)	199	168	31	84,4
DEPP (Diplôme d'État de Pédicure-Podologue)	195	189	6	96,9
IADE (Infirmiers Anesthésistes Diplômés d'État)	160	160	-	100,0
DEMERM (Diplôme d'État de Manipulateur d'ÉlectroRadiologie Médicale)	140	138	2	98,6
DEIBO (Diplôme d'État d'Infirmier de Bloc Opératoire)	115	107	-	98,8
DEPPH (Diplôme d'État de Préparateur en Pharmacie Hospitalière)	101	58	43	57,4
<b>Total paramédical</b>	<b>15 821</b>	<b>13 923</b>	<b>1 505</b>	<b>88,0</b>

Source : DRIEETS Île-de-France, département certification.

Ne sont pas compris dans ce tableau les diplômés étrangers autorisés à exercer.

Les diplômés aux professions sociales en 2024

Diplômes	Voie directe et Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)				dont Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)			
	Nombre de candidats inscrits	Nombre de candidats présents	Nombre de diplômés	% de diplômés	Nombre de candidats inscrits	Nombre de candidats présents	Nombre de diplômés	% de diplômés
DEAES* (Diplôme d'État d'Accompagnant Éducatif et Social)	1 262	1 146	970	76,9	460	416	315	68,5
DEEJE (Diplôme d'État d'Éducateur de Jeunes Enfants)	994	960	716	72,0	378	366	182	48,1
DEASS (Diplôme d'État d'Assistant de Service Social)	494	466	371	75,1	107	104	58	54,2
CAFERUIS (Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Encadrement et de Responsable d'Unité d'Intervention Sociale)	611	533	394	64,5	114	110	62	54,4
DEAF (Diplôme d'État d'Assistant Familial)	136	135	125	91,9	3	3	3	100,0
DEIS (Diplôme d'État d'Ingénierie Sociale)	37	35	26	70,3	7	7	-	0,0
DETISF (Diplôme d'État de Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale)	57	50	47	82,5	12	8	8	66,7
DEMF (Diplôme d'État de Médiateur Familial)	45	45	45	100,0	1	1	1	100,0
<b>Total général</b>	<b>3 636</b>	<b>3 370</b>	<b>2 694</b>	<b>74,1</b>	<b>1 082</b>	<b>1 015</b>	<b>629</b>	<b>58,1</b>

\* Le DEAES, Diplôme d'État d'Accompagnant Éducatif et Social, remplace et fusionne le DEAVS (Diplôme d'État d'Auxiliaire de Vie Sociale).

Source : DRIEETS Île-de-France, département certification.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Les diplômés aux professions sanitaires en 2024

Diplômes	Voie directe et Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)				dont Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)			
	Nombre de candidats inscrits	Nombre de diplômés	Non admis	% de diplômés	Nombre de candidats inscrits	Nombre de diplômés	Non admis	% de diplômés
DEI (Diplôme d'État d'Infirmier)	4 904	4 702	202	95,9	Non ouvert à la VAE			
DEAS (Diplôme d'État d'Aide-Soignant)	4 625	3 615	1 010	78,2	934	367	567	39,3
DEAP (Diplôme d'État d'Auxiliaire de Puériculture)	3 080	2 393	687	77,7	1 019	524	495	51,4
DEMK (Diplôme d'État de Masseur-Kinésithérapeute)	737	709	28	96,2	Non ouvert à la VAE			
DEA (Diplôme d'État d'Ambulancier)	538	467	71	86,8	Non ouvert à la VAE			
DEPS (Diplôme d'État de PPsychomotricien)	446	410	36	91,9	Non ouvert à la VAE			
DECS (Diplôme d'État de Cadre de Santé)	274	270	4	98,5	Non ouvert à la VAE			
DEP (Diplôme d'État de Puériculture)	218	193	25	88,5	Non ouvert à la VAE			
DEE (Diplôme d'État d'Ergothérapeute)	200	165	35	82,5	Aucun candidat au Livret 2			
DEPP (Diplôme d'État de Pédicure-Podologue)	186	182	4	97,8	Non ouvert à la VAE			
IADE (Infirmiers Anesthésistes Diplômés d'État)	139	139	-	100,0	Non ouvert à la VAE			
DEPPH (Diplôme d'État de Préparateur en Pharmacie Hospitalière)	130	87	35	66,9	37	12	25	32,4
DEMERM (Diplôme d'État de Manipulateur d'ÉlectroRadiologie Médicale)	129	123	6	95,3	Non ouvert à la VAE			
DEIBO (Diplôme d'État d'Infirmier de Bloc Opératoire)	40	30	10	75,0	40	30	10	75,0
<b>Total paramédical</b>	<b>15 646</b>	<b>13 485</b>	<b>2 153</b>	<b>86,2</b>	<b>2 030</b>	<b>933</b>	<b>1 097</b>	<b>46,0</b>

Source : DRIEETS Île-de-France, département certification.

Ne sont pas compris dans ce tableau les diplômés étrangers autorisés à exercer (1 085 autorisations ont été notifiées en 2024).

## Les titres professionnels délivrés en Île-de-France par secteur en 2024

Diplômes	Nombre de titres professionnels présents	Nombre d'agrément	Nombre de candidats présentés			Nombre de candidats reçus		
			Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Cohésion sociale et santé	9	366	502	6 222	6 724	433	5 109	5 542
Commerce et Distribution	11	763	1 583	1 468	3 051	1 185	1 107	2 292
Bâtiment et Travaux Publics	69	478	2 880	294	3 174	2 390	236	2 626
Mobilité, Transports et Logistique	15	524	10 110	1 751	11 861	7 645	1 278	8 923
Service aux entreprises	34	2 488	6 668	7 435	14 103	4 838	5 693	10 531
Autres services et Produits de Consommation	21	436	911	1 163	2 074	796	1 079	1 875
Autres	58	245	3 098	1 094	4 192	2 452	920	3 372
<b>Île-de-France</b>	<b>217</b>	<b>5 300</b>	<b>25 752</b>	<b>19 427</b>	<b>45 179</b>	<b>19 739</b>	<b>15 422</b>	<b>35 161</b>

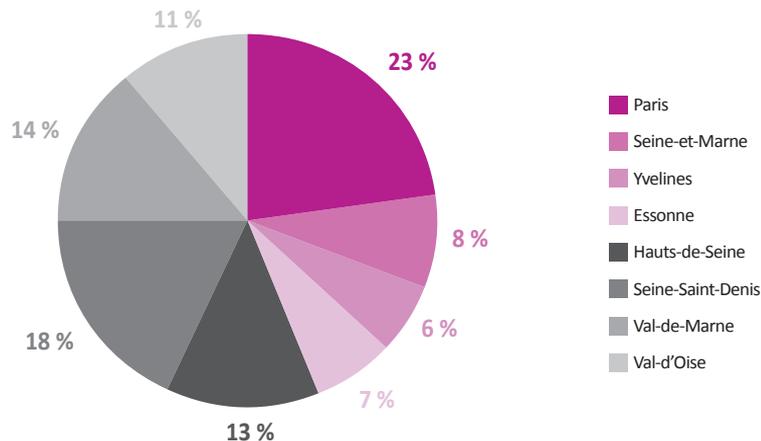
Source : DRIEETS Île-de-France, département certification.

Lecture : en 2024, 34 titres professionnels différents sont proposés en Île-de-France dans le domaine des services aux entreprises. 2 488 sites franciliens sont agréés. Ces derniers ont organisé des sessions d'examen pour 14 103 candidats dont 7 435 femmes.

Les titres professionnels sont des certifications du ministère du Travail qui, par la reconnaissance de compétences professionnelles, ont pour objectif de favoriser l'accès à l'emploi ou l'évolution professionnelle de leur titulaire. Le titre professionnel atteste que son titulaire maîtrise les compétences, aptitudes et connaissances permettant l'exercice du métier auquel conduit la certification. Les titres professionnels couvrent tous les secteurs d'activités et des niveaux de qualification allant du niveau 3 (niveau CAP) au niveau 6 (niveau BAC+3 ou 4). Ces certifications sont accessibles par la voie de l'apprentissage, de la formation professionnelle continue ou par la VAE. Elles s'adressent aux personnes sorties du système scolaire, aux personnes expérimentées souhaitant faire valider des compétences acquises, aux personnes souhaitant se reconverter et aux jeunes titulaires d'un diplôme de niveau 3 souhaitant se spécialiser dans le cadre d'un apprentissage. Seuls les organismes agréés par la DRIEETS sont habilités à organiser des sessions d'examen pour le titre professionnel correspondant.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](https://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

Les titres professionnels délivrés en Île-de-France par département en 2024



## Les missions locales

Les missions locales d'insertion sont des organismes chargés d'aider les jeunes âgés de 16 à 25 ans en difficulté d'insertion à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion professionnelle et sociale. Elles ont été créées par ordonnance en mars 1982. En 2023, le territoire francilien était couvert par 61 missions locales.

### Les jeunes suivis en 2023

Effectifs et %

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
<b>Nombre de missions locales</b>	<b>1</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>5</b>	<b>61</b>
<b>Nombre de jeunes en premier accueil</b>	<b>8 870</b>	<b>11 113</b>	<b>7 582</b>	<b>6 251</b>	<b>6 146</b>	<b>14 776</b>	<b>9 727</b>	<b>9 793</b>	<b>74 258</b>
Jeunes entrés en PACEA (entrées initiales) <sup>(1)</sup>	5 129	6 669	5 371	4 079	3 684	11 116	5 044	4 520	<b>45 612</b>
Jeunes entrés en CEJ <sup>(2)</sup>	3 169	4 783	2 768	2 029	2 453	6 599	3 233	3 881	<b>28 915</b>
<b>Nombre de jeunes accompagnés<sup>(3)</sup></b>	<b>19 965</b>	<b>25 458</b>	<b>18 785</b>	<b>14 672</b>	<b>12 969</b>	<b>37 211</b>	<b>21 650</b>	<b>23 271</b>	<b>173 981</b>
<b>Répartition par sexe</b>									
Hommes	60,5	55,7	56,9	54,2	59,2	56,1	57,3	56,2	<b>56,9</b>
Femmes	39,5	44,3	43,1	45,8	40,8	43,9	42,7	43,8	<b>43,1</b>
<b>Répartition par âge</b>									
Moins de 18 ans	5,9	12,3	9,7	11,2	10,5	7,5	8,3	8,8	<b>9,1</b>
18-21 ans	49,8	54,5	50,2	52,8	53,4	52,4	52,5	54,2	<b>52,5</b>
22-25 ans	44,0	32,8	39,3	35,5	35,6	39,2	38,2	36,4	<b>37,7</b>
26 ans et plus	0,4	0,4	0,8	0,5	0,5	0,9	1,1	0,6	<b>0,7</b>
<b>Répartition par niveau scolaire<sup>(4)</sup> à l'entrée</b>									
Niveau bac + 2 minimum	16,4	9,7	11,8	10,7	13,6	10,0	11,8	9,6	<b>11,4</b>
Niveau baccalauréat	43,3	47,7	46,5	48,2	47,9	52,4	49,4	51,1	<b>48,8</b>
Niveau CAP/BEP	19,8	24,5	21,9	23,5	20,1	19,9	20,8	20,2	<b>21,2</b>
Sans diplôme	20,5	18,1	19,8	17,7	18,4	17,8	18,1	19,1	<b>18,6</b>

Source : I-milo, extraction mars 2025, traitement DRIEETS Île-de-France.

- Le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie (PACEA)** est un cadre d'accompagnement pour les jeunes de 16 à 25 ans mis en place par les missions locales depuis 2017, qui se compose de phases d'accompagnement successives pour une période maximale de 24 mois et qui ouvre droit à une allocation ponctuelle selon la situation et les besoins du jeune.
- Le Contrat d'Engagement Jeune (CEJ)** remplace la Garantie Jeunes le 1<sup>er</sup> mars 2022. Il peut être mis en œuvre par France Travail ou les missions locales. Il est destiné aux jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont pas étudiants, ne suivent pas de formation et présentent des difficultés d'accès à l'emploi durable. Le parcours est prévu pour durer de 6 à 12 mois et peut être prolongé jusqu'à 18 mois maximum. Les jeunes en dispositif sont suivis par un conseiller dédié. L'accompagnement prend la forme d'un programme intensif de 15-20 heures par semaine avec une mise en activité régulière (stages, activités collectives, immersions, etc.).
- Jeunes accompagnés : jeunes ayant bénéficié, au cours des douze derniers mois précédant la date d'observation, d'au moins un évènement au sein du réseau des missions locales, de type entretien individuel, information collective ou atelier.
- Celui-ci correspond au niveau de formation, que le diplôme ait été obtenu ou non.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## L'Insertion par l'Activité Économique (IAE)

Structures d'Insertion par l'Activité Économique\* (SIAE) dans les départements en 2023

Nombre de structures

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	13	7	5	6	9	5	5	8	<b>58</b>
Entreprise d'Insertion (EI)**	50	14	18	16	34	40	22	15	<b>209</b>
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	9	5	9	7	9	15	9	8	<b>71</b>
Atelier de Chantier d'Insertion (ACI)***	47	18	21	25	20	62	29	31	<b>253</b>
<b>Total</b>	<b>119</b>	<b>44</b>	<b>53</b>	<b>54</b>	<b>72</b>	<b>122</b>	<b>65</b>	<b>62</b>	<b>591</b>

\* Non compris 12 Entreprises d'Insertion par le Travail Indépendant (EITI) structures expérimentales. \*\* Y compris 1 EI pénitentiaire. \*\*\* Y compris 4 ACI pénitentiaires.

Source : ASP Extranet IAE.

**EI et ACI** : les salariés doivent être restés au moins trois mois dans la structure. **ETTI** : les salariés doivent avoir réalisé au moins 150 heures dans les 12 mois qui précèdent la sortie et ne pas avoir connu d'interruption de plus de 6 mois consécutifs. **AI** : les salariés doivent avoir réalisé au moins 150 heures dans les 12 mois qui précèdent la sortie.

Salariés en insertion dans les SIAE\* en 2023

Nombre de salariés présents dans les SIAE

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	2 253	1 346	1 327	1 580	1 571	610	549	951	<b>10 187</b>
Entreprise d'Insertion (EI)**	1 331	565	769	305	1 188	1 405	577	176	<b>6 316</b>
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	946	537	479	800	1 093	2 050	870	446	<b>7 221</b>
Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)***	2 170	1 032	833	1 106	796	1 820	931	987	<b>9 675</b>
<b>Total</b>	<b>6 700</b>	<b>3 480</b>	<b>3 408</b>	<b>3 791</b>	<b>4 648</b>	<b>5 885</b>	<b>2 927</b>	<b>2 560</b>	<b>33 399</b>

\* Sont considérés comme salariés en insertion dans les SIAE, les salariés ayant travaillé dans la structure (ACI, EI) ou mis à disposition via la structure (AI, ETTI) au cours de l'année 2023.

\*\* Y compris les salariés d'1 EI pénitentiaire.

\*\*\* Y compris les salariés des 4 ACI pénitentiaires, non compris ceux des 12 Entreprises d'Insertion par le Travail Indépendant (EITI) structures expérimentales.

Source : ASP Extranet IAE.

**EI et ACI** : les salariés doivent être restés au moins trois mois dans la structure. **ETTI** : les salariés doivent avoir réalisé au moins 150 heures dans les 12 mois qui précèdent la sortie et ne pas avoir connu d'interruption de plus de 6 mois consécutifs. **AI** : les salariés doivent avoir réalisé au moins 150 heures dans les 12 mois qui précèdent la sortie.

## Salariés en Équivalent Temps Plein d'insertion (ETP)\* en 2023

Nombre de salariés

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	496	253	195	328	277	127	149	214	<b>2 039</b>
Entreprise d'Insertion (EI)**	762	282	403	168	596	721	295	95	<b>3 320</b>
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	416	183	127	275	407	707	316	156	<b>2 588</b>
Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)***	839	393	314	494	316	738	382	347	<b>3 824</b>
<b>Total</b>	<b>2 514</b>	<b>1 111</b>	<b>1 039</b>	<b>1 265</b>	<b>1 596</b>	<b>2 292</b>	<b>1 142</b>	<b>812</b>	<b>11 770</b>

\* Calcul des ETP : dans les AI, 1 ETP est égal à 1 607 heures réalisées par des salariés en insertion. Dans les EI, un ETP est égal à 1 505 heures. Dans les ETTI, un ETP est égal à 1 600 heures. Dans les ACI, un ETP est égal à 1 820 heures.

\*\* Y compris les ETP d'1 EI pénitentiaire. \*\*\* Y compris les ETP de 4 ACI pénitentiaires, non compris ceux de 12 Entreprises d'Insertion par le Travail Indépendant (EITI) structures expérimentales. Source : ASP Extranet IAE.

**EI et ACI** : les salariés doivent être restés au moins trois mois dans la structure. **ETTI** : les salariés doivent avoir réalisé au moins 150 heures dans les 12 mois qui précèdent la sortie et ne pas avoir connu d'interruption de plus de 6 mois consécutifs. **AI** : les salariés doivent avoir réalisé au moins 150 heures dans les 12 mois qui précèdent la sortie.

## Salariés en insertion embauchés par les SIAE en 2023

Nombre de salariés

									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Association Intermédiaire (AI)	1 359	661	822	846	991	352	305	385	<b>5 721</b>
Entreprise d'Insertion (EI)*	656	303	376	162	659	690	319	79	<b>3 244</b>
Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)	534	309	320	535	675	1 271	647	290	<b>4 581</b>
Atelier et Chantier d'Insertion (ACI)**	1 080	490	448	523	380	862	476	564	<b>4 823</b>
<b>Total</b>	<b>3 629</b>	<b>1 763</b>	<b>1 966</b>	<b>2 066</b>	<b>2 705</b>	<b>3 175</b>	<b>1 747</b>	<b>1 318</b>	<b>18 369</b>

\* Y compris les salariés d'1 EI pénitentiaire.

\*\* Y compris les salariés des 4 ACI pénitentiaires, non compris ceux des 12 Entreprises d'Insertion par le Travail Indépendant (EITI) structures expérimentales.

Source : ASP Extranet IAE.

**EI et ACI** : les salariés doivent être restés au moins trois mois dans la structure. **ETTI** : les salariés doivent avoir réalisé au moins 150 heures dans les 12 mois qui précèdent la sortie et ne pas avoir connu d'interruption de plus de 6 mois consécutifs. **AI** : les salariés doivent avoir réalisé au moins 150 heures dans les 12 mois qui précèdent la sortie.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)



► *Synthèse thématique n°112. Profils comparés des salariés embauchés dans l'insertion par l'activité économique en France et en Île-de-France et situations comparées six mois après leur sortie.*

## Principales caractéristiques des salariés en insertion dans les SIAE\* en 2023

En %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Femmes	33,4	44,2	36,4	42,2	25,5	31,4	32,0	43,4	<b>35,0</b>
Seniors (50 ans et plus)	23,0	25,4	19,2	26,1	22,0	22,1	19,1	26,5	<b>22,9</b>
Jeunes (moins de 26 ans)	17,8	16,2	25,0	16,0	18,9	19,4	19,3	19,6	<b>18,8</b>
Sans emploi depuis deux ans et plus**	41,9	36,1	30,4	37,2	28,9	32,3	38,1	33,1	<b>35,2</b>
Bénéficiaires du RSA	36,0	39,8	26,9	34,1	28,9	28,4	31,6	31,3	<b>32,2</b>
Bénéficiaires de l'ASS	2,2	3,9	3,2	3,5	2,8	3,6	3,1	3,0	<b>3,1</b>
Bénéficiaires de l'AAH	2,5	2,3	1,8	2,1	1,8	1,6	2,3	1,3	<b>2,0</b>
<b>Total</b>	<b>6 700</b>	<b>3 480</b>	<b>3 408</b>	<b>3 791</b>	<b>4 648</b>	<b>5 885</b>	<b>2 927</b>	<b>2 560</b>	<b>33 399</b>

\* Y compris 4 ACI et 1 EI pénitentiaires, non compris 12 Entreprises d'Insertion par le Travail Indépendant (EITI) structures expérimentales.

\*\* Le calcul de la part des salariés sans emploi depuis deux ans et plus s'effectue sur le total de salariés en insertion pour lequel nous disposons de l'information de la durée sans emploi.

Source : ASP Extranet IAE.

## Les sorties des salariés en insertion intervenues dans l'ensemble des SIAE\* en 2023

En %	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Emploi durable	26	24	30	30	29	30	29	31	<b>27</b>
Emploi de transition	11	18	11	14	11	11	16	11	<b>12</b>
Sorties positives	31	16	24	22	24	21	25	25	<b>23</b>
Autres sorties	33	42	35	34	36	37	30	33	<b>34</b>
<b>Nombre total de sorties prises en compte</b>	<b>1 729</b>	<b>919</b>	<b>759</b>	<b>857</b>	<b>1 110</b>	<b>1 489</b>	<b>814</b>	<b>620</b>	<b>8 297</b>

\* Y compris 4 ACI et 1 EI pénitentiaires, non compris 12 Entreprises d'Insertion par le Travail Indépendant (EITI) structures expérimentales.

Source : ASP Extranet IAE.

## Les entreprises adaptées

Les entreprises adaptées\* par département en 2024<sup>(1)</sup>

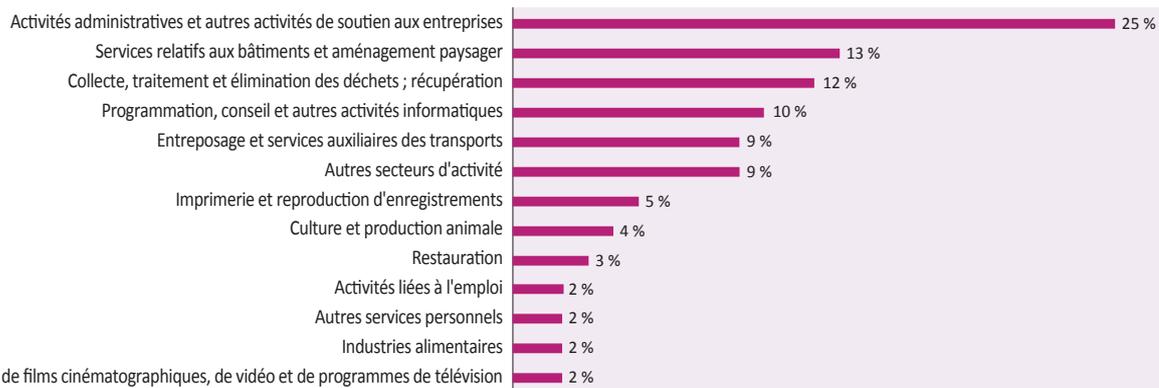
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France
Nombre d'entreprises (EA)	15	9	10	9	21	14	10	9	97
Nombre d'ETP financés <sup>(2)</sup>	591	116	221	131	486	331	356	312	2 545
Enveloppe financière des aides (en %)	19,8	4,7	9,0	4,1	19,8	12,5	14,0	12,7	100

\* Une entreprise adaptée est une entreprise du milieu ordinaire (employeurs privés et publics), soumise aux dispositions du code du Travail, qui a la spécificité d'employer au moins 55 % de travailleurs handicapés parmi ses effectifs totaux.

Source : DRIEETS Île-de-France, département Solidarités Emploi 2024.

- (1) Le cadre de référence est défini par l'instruction n°DGEFP/METH/2019/42 du 21 février 2019.
- (2) Le nombre d'Équivalents Temps Plein (ETP) financés comptabilise les aides au poste socle, les aides au poste CDD-T et le nombre d'ETP en EATT.

Principaux secteurs d'activité des entreprises adaptées en 2024 (%)



Source : DRIEETS Île-de-France, département Solidarités Emploi 2024.

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## L'activité partielle

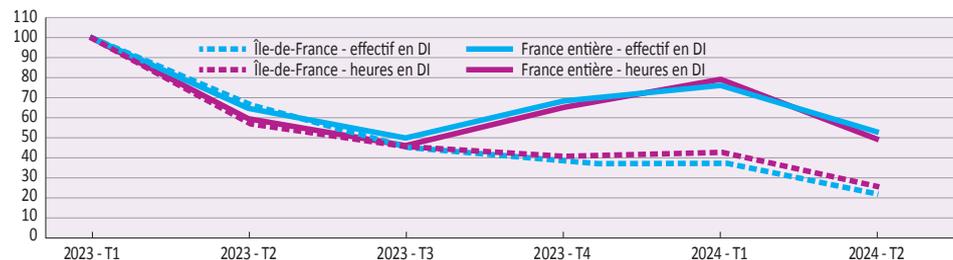
Effectifs et heures indemnisés par l'activité partielle **entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2023 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2024**

Trimestre	Île-de-France			France entière		
	Nombre de demandes d'indemnisation	Effectif en demandes d'indemnisation*	Heures en demandes d'indemnisation	Nombre de demandes d'indemnisation	Effectif en demandes d'indemnisation*	Heures en demandes d'indemnisation
2023-T2	1 955	11 835	973 445	12 290	74 740	6 232 230
2023-T3	1 705	7 945	768 135	9 480	57 120	4 810 065
2023-T4	1 140	6 405	683 300	10 920	77 160	6 655 065
2024-T1	980	6 655	723 895	12 340	85 010	8 184 840
2024-T2	800	3 950	444 095	8 520	61 015	5 227 225

\* Moyenne trimestrielle du nombre mensuel de salariés (ayant été placés au moins une heure dans le mois) en activité partielle.

Source : SI APART/DSN – ASP/DGEFP/Dares. Champ : France entière ; salariés du secteur privé.

### Évolution des effectifs et des heures indemnisés au titre de l'activité partielle (base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2023)



Source : SI APART/DSN – ASP/DGEFP/Dares. Champ : France entière ; salariés du secteur privé.

Lecture : entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2024, le nombre d'effectifs et le nombre d'heures en demande d'indemnisation en Île-de-France ont respectivement baissé de 77 % et 74 %.

[Retour sommaire >](#)

### Activité partielle / chômage partiel

Le dispositif de l'activité partielle (ou chômage partiel) permet aux établissements confrontés à des difficultés temporaires de diminuer ou suspendre leur activité tout en assurant aux salariés une indemnisation pour compenser leur perte de salaire.

Les entreprises disposent d'un délai pour déposer leurs Demandes d'Indemnisation (DI) après avoir placé leurs salariés en activité partielle. En complément des données administratives (DAP et DI), les Déclarations Sociales Nominatives (DSN) des entreprises sont mobilisées. Elles permettent d'estimer le nombre de salariés qui ont été effectivement placés en activité partielle chaque mois, et d'anticiper ainsi les demandes d'indemnisation qui seront déposées a posteriori par les entreprises. Cette estimation mobilisant les DSN est réalisée pour les deux derniers trimestres de diffusion.

En raison d'une mise à jour régulière des applicatifs, l'ensemble des données présentées sur l'activité partielle sont susceptibles d'être révisées.



[➔ Références.](#)

Répartition par département des heures indemnisées au titre de l'activité partielle depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2023

Trimestre	2023-T2	2023-T3	2023-T4	2024-T1	2024-T2
Paris	150 375	110 380	100 875	153 365	78 040
Seine-et-Marne	62 785	51 840	66 580	49 950	30 535
Yvelines	264 265	137 735	147 215	197 625	140 305
Essonne	25 445	18 910	15 310	13 630	14 960
Hauts-de-Seine	165 825	131 325	62 935	62 680	44 375
Seine-Saint-Denis	156 355	184 700	191 315	166 105	78 800
Val-de-Marne	85 330	79 540	35 575	38 075	27 455
Val-d'Oise	63 065	53 705	63 495	42 465	29 625
Île-de-France	973 445	768 135	683 300	723 895	444 095
France entière	6 232 230	4 810 065	6 655 065	8 184 840	5 227 225

Source : SI APART/DSN – ASP/DGEFP/Dares. Champ : France entière ; salariés du secteur privé.

Répartition par secteur d'activité des heures indemnisées au titre de l'activité partielle en Île-de-France au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 (en % du total)

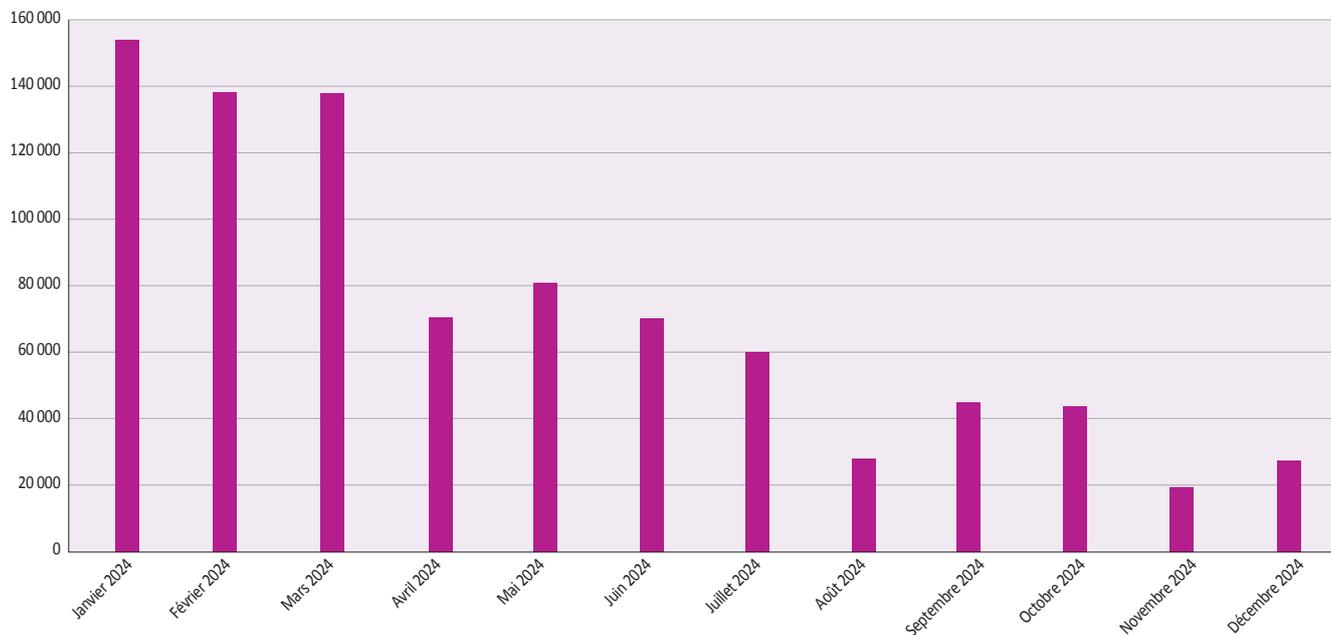


Source : SI APART/DSN – ASP/DGEFP/Dares. Champ : Île-de-France ; salariés du secteur privé.

Lecture : au 2<sup>e</sup> trimestre 2024, près de 80 % des heures indemnisées sont attribuées aux secteurs du commerce, des activités spécialisées et de l'industrie manufacturière.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](https://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

Évolution des heures indemnisées au titre de l'Activité Partielle de Longue Durée (APLD) en Île-de-France, depuis janvier 2024



Source : SI APART- ASP/DGEFP/Dares. Extraction le 02/06/2025 Champ : Île-de-France ; salariés du secteur privé.

Lecture : entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 31 décembre 2024, le nombre d'heures indemnisées au titre de l'activité partielle de longue durée a diminué de 82 %, passant de 153 935 heures en janvier à 27 537 heures en décembre.

[Retour sommaire >](#)

L'ACTIVITÉ PARTIELLE

## Minima sociaux et prime d'activité

Les allocataires au 31 décembre 2023

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Revenu de solidarité active (RSA)*	63 971	32 071	26 191	29 773	30 815	84 510	45 896	36 097	<b>349 324</b>	1 652 643
Prime d'activité*	103 350	87 188	70 018	75 061	71 155	121 627	80 647	76 047	<b>685 093</b>	4 511 660
Allocation aux adultes handicapés (AAH)*	33 440	20 800	17 080	17 800	20 060	34 960	20 470	17 580	<b>182 190</b>	1 266 750
Allocation de solidarité spécifique (ASS)	8 527	4 260	4 148	3 473	5 411	9 287	5 857	5 088	<b>46 051</b>	227 641

\* Pour les données Cnaf, la répartition est faite selon le département de la caisse de gestion.

Sources : Cnaf et MSA ; France Travail (extrait du panorama statistique 2024 ; DREES). Les données relatives à l'AAH proviennent des données mensuelles sur les prestations de solidarité (Mai 2025) disponibles sur l'OpenData de la DREES.

Le Revenu de Solidarité Active (RSA) est une allocation qui garantit un revenu minimum qui varie selon la composition du foyer. Dans le tableau ci-dessus, la notion d'allocataires du RSA correspond au nombre de foyers percevant le RSA, et pas au nombre d'individus appartenant à un foyer bénéficiaire du RSA.

L'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) est destinée à apporter une aide financière aux personnes handicapées, âgées de 20 ans ou plus, disposant de revenus modestes.

L'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) est une allocation chômage s'adressant aux chômeurs ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage, justifiant au moins de cinq années d'activité salariée dans les dix ans précédant la rupture de leur contrat de travail.

La prime d'activité est une prestation sociale destinée à compléter les revenus d'activité professionnelle des travailleurs modestes. Elle est versée mensuellement par la CAF ou la MSA et son montant varie en fonction des ressources et de la composition du foyer fiscal.

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## La protection des personnes vulnérables

Les mesures d'aide sociale départementale au 31 décembre 2023\*

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Aides sociales aux personnes âgées	27 196	17 976	15 662	14 798	19 383	23 759	22 337	14 536	155 647	1 456 482
<i>Dont Aide à domicile (APA à domicile, aides ménagères)</i>	15 193	11 553	8 582	6 261	10 099	15 679	13 736	8 060	89 163	798 294
<i>Dont Aide à l'accueil (APA en établissement, aide sociale à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers)</i>	12 003	6 423	7 080	8 537	9 284	8 080	8 601	6 476	66 484	658 188
Aides sociales aux personnes handicapées	14 667	9 276	9 780	10 662	9 855	16 527	8 176	8 197	87 140	612 841
<i>Dont Aide à domicile (PCH, ACTP à domicile, Aides ménagères)</i>	9 505	6 494	6 542	7 728	6 844	13 297	5 513	6 192	62 115	447 965
<i>Dont Aide à l'accueil (ACTP en établissement, Aides à l'hébergement en établissement ou chez des particuliers, accueil de jour)</i>	5 162	2 782	3 238	2 934	3 011	3 230	2 663	2 005	25 025	164 876

\* Totalise un nombre de mesures d'aide sociale et non d'individus : une même personne peut être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs types d'aide.

Source : DREES, Enquête Aide sociale 2023 (extrait du panorama statistique 2024 ; DREES).

Note : un bénéficiaire d'une aide sociale aux personnes âgées ou aux personnes handicapées est une personne ayant des droits ouverts au 31 décembre, hormis pour l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA). Dans ce cas, ce sont des personnes payées au titre du mois de décembre qui sont dénombrées. PCH : Prestation de Compensation du Handicap ; ACTP : Allocation Compensatrice pour Tierce Personne.

Personnes majeures prises en charge par des mandataires au 31 décembre 2023\*\*

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Nombre de personnes prises en charge par des mandataires individuels	3 816	2 554	1 610	1 079	2 720	2 534	1 949	1 677	17 939	106 428
Nombre de personnes prises en charge par des services mandataires	5 783	5 070	4 191	4 483	3 442	3 863	3 130	3 006	32 968	384 823
Nombre total de personnes prises en charge par des mandataires individuels et des services mandataires	9 599	7 624	5 801	5 562	6 162	6 397	5 079	4 683	50 907	491 251

\*\* Personnes prises en charge en situation de handicap et/ou dépendantes.

Source : DGCS (extrait du panorama statistiques 2024 ; DREES).

Les mandataires judiciaires à la protection des majeurs exercent à titre habituel les mesures de protection des majeurs (sauvegarde de justice, curatelle, tutelle ou mesure d'accompagnement judiciaire) que le juge des tutelles leur confie. Il existe trois catégories d'exercice de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs : les services mandataires, les mandataires exerçant à titre individuel et les mandataires exerçant leur activité en qualité de préposé d'établissement. Les personnes en situation de handicap ou de dépendance peuvent être prises en charge :

- par un service mandataire : celui-ci est chargé de recruter un intervenant pour le compte du bénéficiaire. Il prend en charge les éléments administratifs courants (rédaction de contrat de travail, établissement de la fiche de paie, déclaration à l'Urssaf) ;
- par un mandataire individuel : professionnel en charge de l'accompagnement social, administratif, juridique et financier des personnes bénéficiaires, il exerce sur le mode libéral.



► [Mandataires judiciaires à la protection des majeurs handicap.gouv.fr](http://Mandataires judiciaires à la protection des majeurs handicap.gouv.fr)

# ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

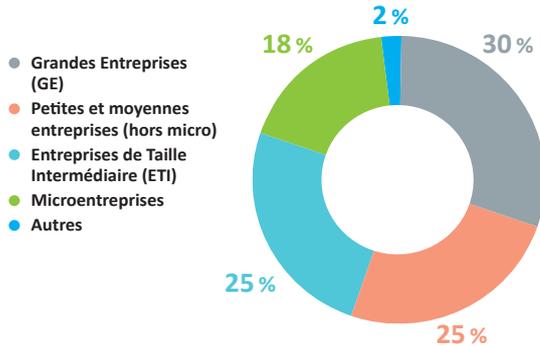


Ce dernier chapitre analyse **les principales tendances de l'activité économique** régionale à travers une série d'indicateurs. Il met en lumière **une économie dynamique**, portée par **une activité entrepreneuriale en forte croissance** (+5,7 % de créations d'entreprises en 2024, après +2,4 % en 2023) **et une concentration marquée des emplois dans les secteurs à haute valeur ajoutée**. Cependant, cette performance globale masque des contrastes prononcés : vulnérabilités sectorielles, disparités territoriales et tensions sur le marché du travail, mises en évidence par les Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) et les Ruptures Conventionnelles Collectives (RCC). L'analyse s'organise autour de cinq grands axes : **les indicateurs macroéconomiques** (PIB, commerce extérieur) ; **la structure productive** (entreprises et établissements du secteur privé, Économie Sociale et Solidaire, démographie des entreprises) ; **les mutations de l'emploi salarié privé** ; **les spécificités territoriales** (comités locaux pour l'emploi, conventions de revitalisation, territoires d'industrie) ; et enfin, **les actions de la DRIETS en matière de protection économique du consommateur et de régulation concurrentielle des marchés**.

# 312 543 créations d'entreprises en Île-de-France en 2024 (+5,7 % par rapport à 2023)

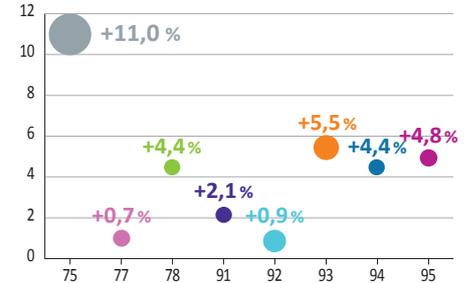
## Vue d'ensemble

### Répartition des effectifs par catégorie d'entreprises en Île-de-France en 2022



### Répartition des créations d'entreprises par département en 2024 et dynamique par rapport à 2023 (en %)

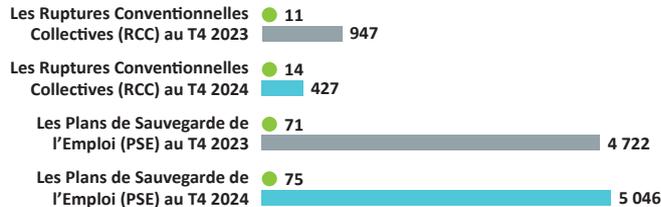
- 75 Paris
- 77 Seine-et-Marne
- 78 Yvelines
- 91 Essonne
- 92 Hauts-de-Seine
- 93 Seine-Saint-Denis
- 94 Val-de-Marne
- 95 Val-d'Oise



Note : la taille des bulles représente le poids de chaque département dans le total des entreprises créées en IDF en 2024.

Lecture : en 2024, parmi les 312 543 entreprises créées en Île-de-France (IDF), 32,3 % d'entre elles l'ont été à Paris ; ces créations ont augmenté de +11 % par rapport à 2023.

### Les Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) et les Ruptures Conventionnelles Collectives (RCC) en Île-de-France

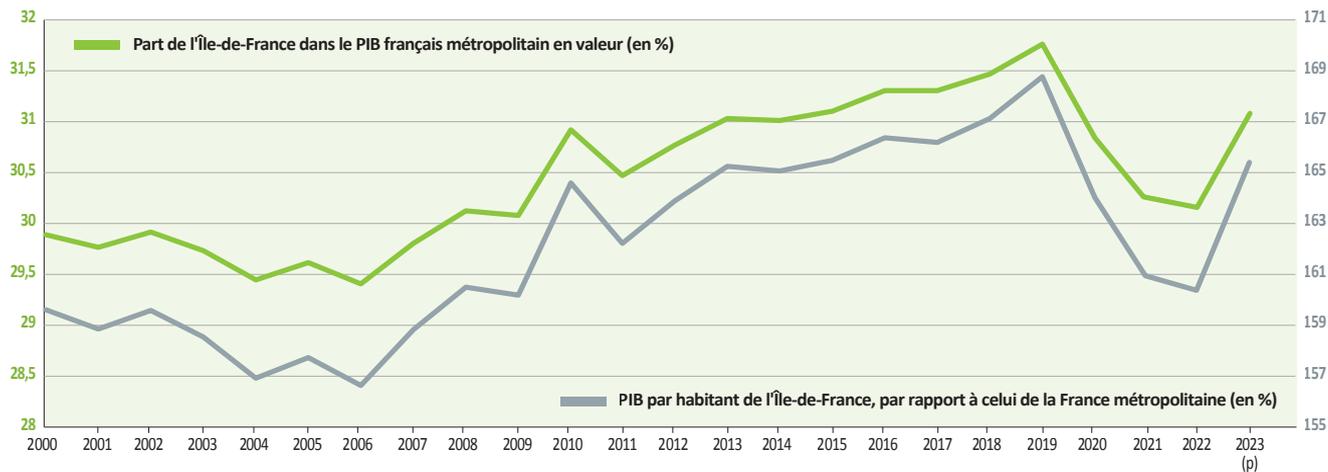


● Nombre de procédures enregistrées    ■ Nombre d'emplois menacés dans des établissements franciliens

### Autres indicateurs clés

- En 2023, le PIB par habitant d'Île-de-France est **1,65 fois** plus important que celui de France métropolitaine
- Au 31 décembre 2022, l'Île-de-France représente **25,3 %** de l'emploi salarié privé français
- En 2021, trois secteurs représentent **plus d'1/3** de l'emploi total en Île-de-France
  - Gestion : **14,3 %**
  - Santé - action sociale : **10 %**
  - Services de proximité : **9,8 %**

## Le Produit Intérieur Brut (PIB)



Source : Insee - Comptes régionaux (base 2020).

Les données antérieures à 2015 (de 1990 à 2015) sont en base 2010 des comptes nationaux. Celles de 2015 à 2020 sont en base 2014, et celles de 2021 à 2023 sont en base 2020. L'évolution entre 2020 et 2021 est donc à interpréter avec précaution : elle est entachée d'un changement de structure. Les données de 2023 sont provisoires.

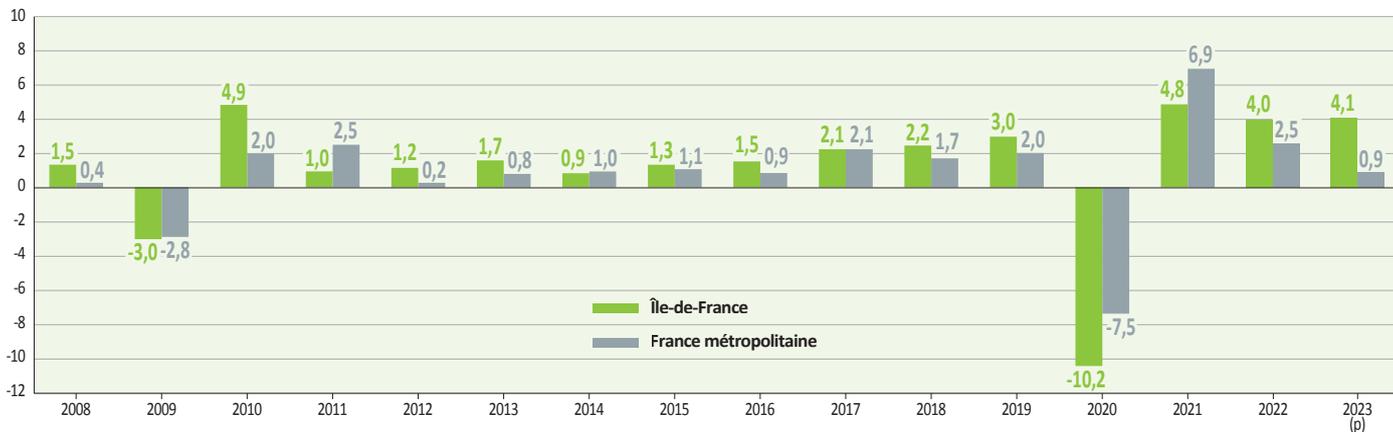
**Le Produit Intérieur Brut (PIB)** est un indicateur de la production économique d'un pays. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes, augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques), moins les subventions sur les produits.

**Le PIB par habitant** est le rapport du PIB en valeur par la population moyenne de chaque année.

**Lecture :** en 2023, le PIB par habitant d'Île-de-France est 1,65 fois plus important que celui de France métropolitaine.

**Les PIB régionaux en volume doivent être utilisés avec prudence car ils ne découlent pas du calcul d'un indice de prix régional. De plus, le calcul du PIB régional est sujet à des biais liés à la présence d'entreprises ayant des établissements dans plusieurs régions et à la concentration de certains secteurs. Ces facteurs peuvent entraîner des problèmes de comptabilisation et rendre difficile l'attribution précise de la valeur ajoutée à chaque région. Il est donc important de prendre en compte ces limites lors de l'interprétation des données du PIB régional de l'Île-de-France.**

## Évolution du produit intérieur brut en volume (évolution annuelle, en %)



Source : Insee - Comptes régionaux (base 2020).

Les données antérieures à 2015 (de 1990 à 2015) sont en base 2010 des comptes nationaux. Celles de 2015 à 2020 sont en base 2014, et celles de 2021 à 2023 sont en base 2020. L'évolution entre 2020 et 2021 est donc à interpréter avec précaution : elle est entachée d'un changement de structure. Les données de 2023 sont provisoires.

**Le PIB réel ou en volume** est la valeur du PIB en ne tenant pas compte des variations des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel montre les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et services. L'évolution du produit intérieur brut en volume aux prix de l'année précédente chaînés (hors effet de prix) mesure la croissance économique.

**Les PIB régionaux en volume doivent être utilisés avec prudence car ils ne découlent pas du calcul d'un indice de prix régional. De plus, le calcul du PIB régional est sujet à des biais liés à la présence d'entreprises ayant des établissements dans plusieurs régions et à la concentration de certains secteurs. Ces facteurs peuvent entraîner des problèmes de comptabilisation et rendre difficile l'attribution précise de la valeur ajoutée à chaque région. Il est donc important de prendre en compte ces limites lors de l'interprétation des données du PIB régional de l'Île-de-France.**

## Les entreprises du secteur privé

**Avertissement :** les données présentées dans les sections sur les entreprises et établissements du secteur privé proviennent de Flores. Les statistiques sur les postes de travail sont localisées à la commune du poste, qui peut différer de celle de l'établissement, entraînant une légère différence avec les données du dossier « Île-de-France » de l'Insee, localisées à l'établissement. En revanche, les statistiques sur le nombre d'entreprises et d'établissements sont localisées à la commune de l'établissement.

Nombre d'entreprises\* employant au moins un salarié par taille au 31 décembre 2022

										
Taille	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Moins de 10 salariés	138 809	27 823	28 400	24 401	40 376	37 908	30 049	24 994	<b>352 760</b>	1 567 892
De 10 à 19 salariés	12 984	2 629	2 494	2 290	3 986	3 461	2 711	2 381	<b>32 936</b>	141 838
De 20 à 49 salariés	7 574	1 478	1 376	1 360	2 901	1 717	1 554	1 243	<b>19 203</b>	81 972
De 50 à 99 salariés	2 350	412	411	424	1 190	499	398	348	<b>6 032</b>	25 355
De 100 à 249 salariés	1 487	230	263	246	904	306	251	189	<b>3 876</b>	14 148
De 250 à 499 salariés	512	55	110	82	413	124	112	55	<b>1 463</b>	4 500
De 500 à 999 salariés	263	31	65	36	264	52	61	27	<b>799</b>	2 063
1 000 salariés et plus	266	20	57	28	294	72	43	18	<b>798</b>	1 549
<b>Total</b>	<b>164 245</b>	<b>32 678</b>	<b>33 176</b>	<b>28 867</b>	<b>50 328</b>	<b>44 139</b>	<b>35 179</b>	<b>29 255</b>	<b>417 867</b>	<b>1 839 317</b>

\* La notion d'entreprise doit être distinguée de celle d'établissement : ainsi, selon les définitions de l'Insee, l'**entreprise** est la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes ; l'**établissement** est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (FLORES).

Champ : secteur privé non-agricole, hors intérim et particuliers employeurs.

Les données statistiques sont localisées selon la commune de l'établissement siège de l'entreprise.

## Répartition des postes des entreprises\* par taille d'entreprise au 31 décembre 2022

										
Taille	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Moins de 10 salariés	19,9	18,7	16,8	17,0	9,7	17,8	17,5	20,8	<b>16,9</b>	19,2
De 10 à 19 salariés	10,5	9,1	8,0	8,4	5,0	8,6	8,6	10,2	<b>8,5</b>	9,5
De 20 à 49 salariés	13,3	12,5	9,9	11,6	8,2	9,9	11,3	12,5	<b>11,2</b>	12,5
De 50 à 99 salariés	8,9	7,7	6,3	8,0	7,2	6,6	6,6	7,9	<b>7,7</b>	8,7
De 100 à 249 salariés	11,5	9,8	8,8	10,0	11,2	8,5	8,9	9,2	<b>10,3</b>	10,9
De 250 à 499 salariés	7,5	6,0	6,9	8,4	9,7	6,8	8,1	7,1	<b>7,8</b>	7,8
De 500 à 999 salariés	6,8	6,4	8,9	7,5	10,6	6,9	8,1	7,3	<b>7,9</b>	7,1
1 000 salariés et plus	21,5	29,8	34,5	29,1	38,3	34,8	30,8	25,1	<b>29,6</b>	24,3
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

\* La notion d'entreprise doit être distinguée de celle d'établissement : ainsi, selon les définitions de l'Insee, **l'entreprise** est la plus petite combinaison d'unités légales qui constitue une unité organisationnelle de production de biens et de services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation de ses ressources courantes ; **l'établissement** est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (FLORES).

Champ : secteur privé non-agricole, hors intérim et particuliers employeurs.

Les données sont localisées selon la commune du poste (qui peut être différente de celle de l'établissement).

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)



► [Insee : statistiques et études.](#)  
 Les entreprises de taille intermédiaire portent  
 la croissance de l'emploi salarié en Île-de-France.

## Effectifs de postes et répartition (en %) par catégorie d'entreprises en 2022

Catégorie d'entreprise	Île-de-France		France (hors Mayotte)	
	Effectifs	Part	Effectifs	Part
Microentreprises*	904 215	17,9	3 755 603	18,8
Petites et moyennes entreprises (hors micro)	1 284 021	25,4	5 854 236	29,4
Entreprises de taille intermédiaire (ETI)	1 257 645	24,9	4 990 173	25,0
Grandes entreprises (GE)	1 504 647	29,8	4 782 131	24,0
Particuliers employeurs	96 845	1,9	551 413	2,8
<b>Total</b>	<b>5 047 373</b>	<b>100</b>	<b>19 933 556</b>	<b>100</b>

\* Le terme « **microentreprises** » fait référence aux entreprises de moins de 10 salariés, conformément à la définition utilisée par l'Insee. Il est important de noter que cette définition ne se réfère pas aux entreprises soumises au régime social et fiscal de la microentreprise.

### Détails des catégories d'entreprises :

**Microentreprises** : entreprises occupant moins de 10 personnes, avec un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros.

**Petites et Moyennes Entreprises (PME)** : entreprises occupant moins de 250 personnes, avec un chiffre d'affaires annuel ≤ 50 millions d'euros ou un total de bilan ≤ 43 millions d'euros.

**Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI)** : entreprises ne relevant pas des PME, occupant moins de 5 000 personnes, avec un chiffre d'affaires annuel ≤ 1 500 millions d'euros ou un total de bilan ≤ 2 000 millions d'euros.

**Grandes Entreprises (GE)** : entreprises ne répondant pas aux critères des catégories précédentes.

*Les seuils mentionnés sont ceux établis par l'Insee et la réglementation européenne (recommandation 2003/361/CE).*

Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (FLORES).

Champ : secteur privé non-agricole, hors intérim.

Lecture : les entreprises privées de catégorie PME ont 1 284 021 postes localisés en Île-de-France.

## Les établissements du secteur privé

Nombre d'établissements actifs employant au moins un salarié par taille au 31 décembre 2022

Taille										
Taille	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Moins de 10 salariés	153 078	31 769	32 869	27 611	45 354	41 314	33 230	27 663	<b>392 888</b>	1 823 316
De 10 à 19 salariés	14 757	3 498	3 385	3 058	4 922	4 297	3 386	3 029	<b>40 332</b>	187 237
De 20 à 49 salariés	8 321	2 251	1 989	1 939	3 568	2 349	2 148	1 778	<b>24 343</b>	113 757
De 50 à 99 salariés	2 577	717	702	716	1 610	771	686	610	<b>8 389</b>	37 823
De 100 à 249 salariés	1 437	392	364	367	1 034	455	360	276	<b>4 685</b>	18 717
De 250 à 499 salariés	410	88	120	111	382	172	136	69	<b>1 488</b>	4 964
De 500 à 999 salariés	155	39	54	31	178	73	60	25	<b>615</b>	1 532
1 000 salariés et plus	82	7	25	17	109	33	24	15	<b>312</b>	631
<b>Total</b>	<b>180 817</b>	<b>38 761</b>	<b>39 508</b>	<b>33 850</b>	<b>57 157</b>	<b>49 464</b>	<b>40 030</b>	<b>33 465</b>	<b>473 052</b>	<b>2 187 977</b>

Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (FLORES). Champ : secteur privé non-agricole, hors intérim et particuliers employeurs.

Les données statistiques sont localisées selon la commune de l'établissement.

Répartition des postes des établissements par taille d'établissement au 31 décembre 2022 (en %)

Taille	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Moins de 10 salariés	23,0	22,3	20,7	20,1	11,5	20,0	20,3	24,0	<b>19,8</b>	23,5
De 10 à 19 salariés	12,4	12,0	10,7	11,1	6,6	10,5	10,6	13,0	<b>10,6</b>	12,5
De 20 à 49 salariés	15,8	17,7	14,5	16,0	11,0	13,3	15,6	17,4	<b>14,7</b>	17,3
De 50 à 99 salariés	11,0	12,4	11,2	13,1	11,0	10,0	11,0	13,3	<b>11,3</b>	12,9
De 100 à 249 salariés	13,7	14,4	12,3	14,3	15,5	12,7	12,9	12,8	<b>13,8</b>	14,1
De 250 à 499 salariés	8,5	7,3	9,4	10,0	12,4	11,1	10,8	8,2	<b>9,8</b>	8,5
De 500 à 999 salariés	6,3	5,6	8,1	5,4	11,7	9,8	8,8	6,0	<b>8,0</b>	5,2
1 000 salariés et plus	9,3	8,2	13,2	10,1	20,4	12,6	9,9	5,4	<b>12,0</b>	6,0
<b>Total effectifs salariés</b>	<b>1 582 133</b>	<b>389 545</b>	<b>419 881</b>	<b>370 289</b>	<b>999 038</b>	<b>551 030</b>	<b>423 245</b>	<b>312 212</b>	<b>5 047 373</b>	<b>19 933 556</b>

Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (FLORES). Champ : secteur privé non-agricole, hors intérim et particuliers employeurs.

Les données sont localisées selon la commune du poste (qui peut être différente de celle de l'établissement).

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

## Nombre d'établissements actifs employant au moins un salarié par grand secteur au 31 décembre 2022

Secteur										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Agriculture	113	883	380	265	26	21	43	230	<b>1 961</b>	111 914
Industrie	4 669	2 472	1 848	1 771	1 970	2 173	1 661	1 801	<b>18 365</b>	144 405
Construction	8 462	6 378	4 720	5 701	4 256	10 563	5 969	6 170	<b>52 219</b>	256 790
Commerce	27 311	8 377	8 074	6 921	8 918	10 367	7 722	6 804	<b>84 494</b>	437 615
Services	140 262	20 651	24 486	19 192	41 987	26 340	24 635	18 460	<b>316 013</b>	1 237 253
<b>Total</b>	<b>180 817</b>	<b>38 761</b>	<b>39 508</b>	<b>33 850</b>	<b>57 157</b>	<b>49 464</b>	<b>40 030</b>	<b>33 465</b>	<b>473 052</b>	<b>2 187 977</b>

Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (FLORES).

Champ : secteur privé non-agricole, hors intérim et particuliers employeurs.

Les données statistiques sont localisées selon la commune de l'établissement.

## Répartition des postes des établissements par grand secteur au 31 décembre 2022 (en %)

Secteur	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métropolitaine
Agriculture	0,0	0,6	0,3	0,2	0,0	0,0	0,1	0,2	<b>0,1</b>	1,4
Industrie	3,4	11,1	17,9	11,4	9,3	8,1	7,5	10,5	<b>8,3</b>	15,7
Construction	2,4	10,7	9,0	10,7	4,5	10,7	10,3	10,8	<b>6,7</b>	7,9
Commerce	12,0	20,6	17,2	18,3	12,2	14,9	18,4	19,8	<b>14,9</b>	17,2
Services	82,2	57,0	55,6	59,4	74,0	66,2	63,6	58,7	<b>70,0</b>	57,8
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (FLORES).

Champ : secteur privé non-agricole, hors intérim et particuliers employeurs.

Les données sont localisées selon la commune du poste (qui peut être différente de celle de l'établissement).

## Nombre d'établissements actifs employant au moins un salarié par secteur d'activité détaillé en Île-de-France au 31 décembre 2022

Secteur d'activité	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.	Part de l'Île-de-France (%)
Agriculture	113	883	380	265	26	21	43	230	<b>1 961</b>	111 914	1,8
Industries extractives	14	40	11	8	11	ss	ss	9	<b>102</b>	2 118	4,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1 668	673	647	539	781	774	683	515	<b>6 280</b>	48 345	13,0
Fab. de textiles, industries de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure	867	49	32	28	90	309	61	48	<b>1 484</b>	5 485	27,1
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	324	174	94	139	119	142	95	128	<b>1 215</b>	10 483	11,6
Cokéfaction et raffinage	0	ss	ss	0	6	ss	ss	ss	<b>9</b>	54	16,7
Industrie chimique	162	55	37	40	87	42	28	53	<b>504</b>	2 927	17,2
Industrie pharmaceutique	28	10	10	8	32	ss	12	ss	<b>111</b>	487	22,8
Fabrication produits caoutchouc, plastique ou minéraux non métalliques	88	177	93	87	84	76	71	86	<b>762</b>	9 286	8,2
Métallurgie et fab. de produits métalliques sauf machines et équipements	94	335	199	188	66	157	111	251	<b>1 401</b>	16 108	8,7
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	66	49	83	110	71	32	49	52	<b>512</b>	2 293	22,3
Fabrication d'équipements électriques	49	41	42	36	42	42	28	45	<b>325</b>	1 981	16,4
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	36	115	68	81	46	54	44	67	<b>511</b>	4 637	11,0
Fabrication de matériels de transport	30	45	63	29	36	24	9	34	<b>270</b>	2 845	9,5
Autres indust. manufact. : réparation / installation de machines & équipements	1 007	482	321	320	270	292	323	355	<b>3 370</b>	25 081	13,4
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	149	48	26	21	109	57	32	24	<b>466</b>	4 240	11,0
Product. / distrib. eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	87	177	122	137	120	164	108	128	<b>1 043</b>	8 035	13,0
Construction	8 462	6 378	4 720	5 701	4 256	10 563	5 969	6 170	<b>52 219</b>	256 790	20,3
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	27 311	8 377	8 074	6 921	8 918	10 367	7 722	6 804	<b>84 494</b>	437 615	19,3
Transports et entreposage	3 062	2 029	1 275	1 816	1 836	3 776	2 197	2 274	<b>18 265</b>	68 373	26,7
Hébergement et restauration	19 565	3 230	3 393	2 592	5 311	4 245	3 536	2 607	<b>44 479</b>	211 432	21,0
Édition, audiovisuel et diffusion	7 755	231	455	300	1 820	764	524	214	<b>12 063</b>	23 683	50,9
Télécommunications	375	99	92	73	242	227	104	153	<b>1 365</b>	3 684	37,1
Activités informatiques et services d'information	7 977	717	1 493	984	3 799	1 105	1 401	981	<b>18 457</b>	39 158	47,1
Activités financières et d'assurance	9 026	1 483	1 674	1 256	2 935	1 253	1 416	1 085	<b>20 128</b>	97 841	20,6
Activités immobilières	7 437	978	1 245	856	1 953	996	1 154	831	<b>15 450</b>	58 969	26,2
Activités juridi., compta, gestion, architect., ingénierie, contrôle & anal. tech.	24 507	2 436	4 056	2 439	7 344	2 447	3 074	2 303	<b>48 606</b>	162 067	30,0
Recherche-développement scientifique	609	27	66	159	126	34	73	16	<b>1 110</b>	3 571	31,1
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	4 540	542	646	521	1 502	688	654	436	<b>9 529</b>	30 491	31,3
Activités de services administratifs et de soutien	27 949	2 608	3 005	2 410	6 531	3 731	3 778	2 325	<b>52 337</b>	159 931	32,7
Administration publique	99	27	23	22	31	44	25	21	<b>292</b>	2 685	10,9
Enseignement	3 593	767	940	662	1 170	890	782	687	<b>9 491</b>	46 221	20,5
Activités pour la santé humaine	3 865	1 143	1 244	1 040	1 569	1 198	1 273	926	<b>12 258</b>	73 323	16,7
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	2 353	814	1 045	785	1 282	876	859	692	<b>8 706</b>	48 957	17,8
Arts, spectacles et activités récréatives	4 983	1 486	1 440	1 295	1 472	1 535	1 441	1 056	<b>14 708</b>	78 828	18,7
Autres activités de services	12 275	2 033	2 393	1 982	3 056	2 526	2 342	1 851	<b>28 458</b>	127 571	22,3
Activités extra-territoriales	292	ss	ss	0	8	0	0	ss	<b>311</b>	468	66,5
<b>Nombre total d'établissements</b>	<b>180 817</b>	<b>38 761</b>	<b>39 508</b>	<b>33 850</b>	<b>57 157</b>	<b>49 464</b>	<b>40 030</b>	<b>33 465</b>	<b>473 052</b>	<b>2 187 977</b>	<b>21,6</b>

ss : secret statistique. Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (FLORES). Champ : ensemble des activités hors fonction publique.

Les données statistiques sont localisées selon la commune de l'établissement.

[Retour sommaire](#) ▶

# L'emploi salarié privé

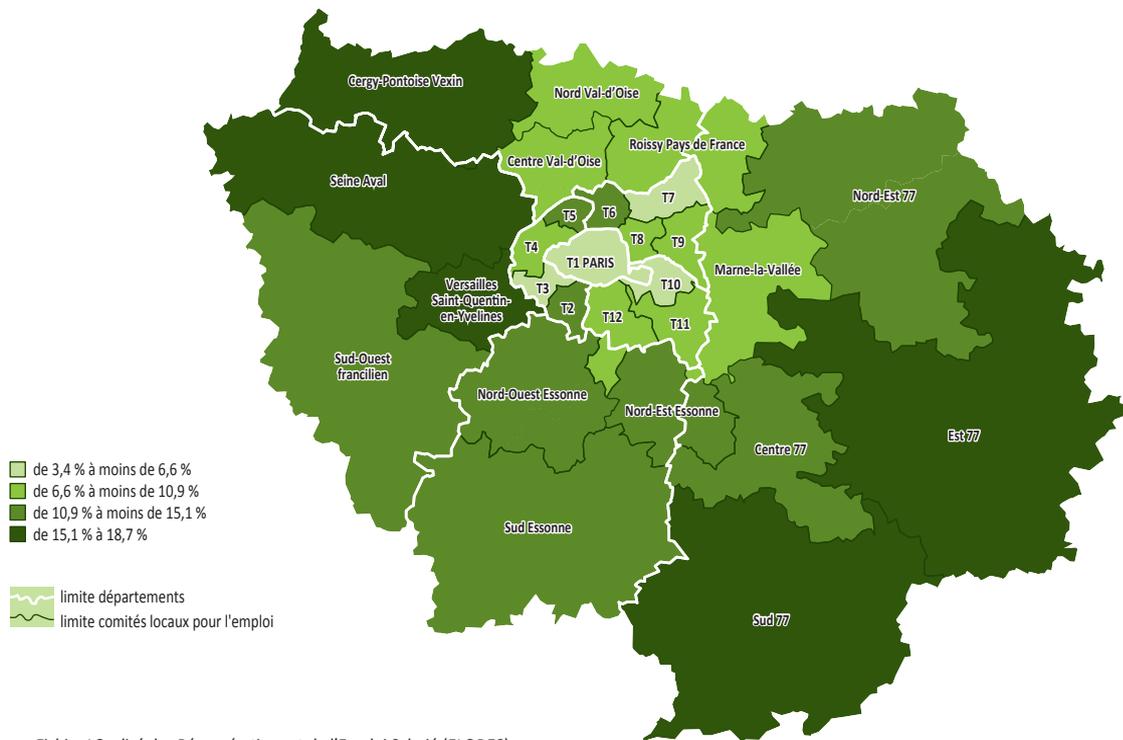
Emploi salarié par secteur d'activité détaillé en Île-de-France au 31 décembre 2022

Secteur d'activité	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.	Part de l'Île-de-France (%)
Agriculture, sylviculture et pêche	316	2 176	1 061	665	175	106	581	595	<b>5 675</b>	286 216	2,0
Industries extractives	644	503	146	123	287	38	107	114	<b>1 962</b>	19 592	10,0
Fab. de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	14 610	5 820	5 250	5 220	12 018	6 327	6 712	4 120	<b>60 077</b>	626 696	9,6
Fab. de textiles, industries de l'habillement, du cuir et de la chaussure	10 651	761	103	167	1 141	4 083	250	902	<b>18 058</b>	108 233	16,7
Travail du bois, industries du papier et imprimerie	2 165	2 166	643	1 888	769	1 628	930	1 222	<b>11 411</b>	166 464	6,9
Cokéfaction et raffinage	0	460	0	0	592	191	0	0	<b>1 243</b>	8 159	15,2
Industrie chimique	3 592	2 093	1 563	1 432	12 646	2 385	1 317	3 173	<b>28 201</b>	148 733	19,0
Industrie pharmaceutique	946	388	703	1 467	5 334	499	3 039	424	<b>12 800</b>	78 570	16,3
Fabrication produits caoutchouc, plastique ou minéraux non métalliques	1 260	4 154	2 012	2 256	2 269	1 241	1 676	2 206	<b>17 074</b>	245 323	7,0
Métallurgie et fab. de produits métalliques sauf machines et équipements	529	5 722	4 260	2 334	1 181	2 369	1 381	3 033	<b>20 809</b>	362 835	5,7
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	1 278	1 539	9 426	9 632	9 363	402	3 052	2 622	<b>37 314</b>	127 053	29,4
Fabrication d'équipements électriques	590	1 503	1 134	1 191	3 935	699	994	1 494	<b>11 540</b>	104 241	11,1
Fabrication de machines et équipements n.c.a.	234	2 392	3 503	1 388	1 271	1 375	1 393	1 360	<b>12 916</b>	176 333	7,3
Fabrication de matériels de transport	2 370	3 705	32 519	5 158	13 826	5 704	903	3 232	<b>67 417</b>	347 469	19,4
Autres indust. manufact. : réparation / installation de machines & équipements	7 615	5 428	7 390	4 751	4 151	2 807	5 430	5 079	<b>42 651</b>	286 258	14,9
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	6 444	2 656	2 252	1 795	17 772	9 435	1 134	1 397	<b>42 885</b>	171 702	25,0
Product. / distrib. eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1 478	3 961	4 225	3 397	5 939	5 531	3 441	2 481	<b>30 453</b>	154 000	19,8
Construction	37 818	41 691	37 920	39 672	45 210	59 150	43 660	33 649	<b>338 770</b>	1 569 476	21,6
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	189 069	80 384	72 192	67 741	122 099	82 161	77 994	61 791	<b>753 431</b>	3 419 773	22,0
Transports et entreposage	68 054	49 309	19 562	37 413	34 146	91 857	41 164	34 963	<b>376 468</b>	1 422 061	26,5
Hébergement et restauration	176 888	26 004	25 086	16 807	41 740	25 861	23 119	20 475	<b>355 980</b>	1 227 485	29,0
Édition, audiovisuel et diffusion	80 314	1 649	6 149	2 021	47 034	6 166	4 414	625	<b>148 372</b>	243 725	60,9
Télécommunications	12 286	1 594	2 686	3 966	14 966	5 103	5 769	1 658	<b>48 028</b>	112 824	42,6
Activités informatiques et services d'information	116 543	3 012	12 152	7 101	119 890	14 094	12 366	7 918	<b>293 076</b>	583 104	50,3
Activités financières et d'assurance	154 356	9 097	14 346	10 662	93 992	26 400	24 542	6 506	<b>339 901</b>	903 732	37,6
Activités immobilières	36 959	4 268	5 055	3 703	16 812	6 353	6 704	3 427	<b>83 281</b>	275 370	30,2
Activités juridiq., compta, gestion, archi., ingénierie, contrôle & anal. tech.	187 987	14 276	33 896	23 642	149 433	21 316	28 653	12 876	<b>472 079</b>	1 240 687	38,0
Recherche-développement scientifique	13 063	1 139	2 318	14 798	9 509	1 801	2 253	259	<b>45 140</b>	119 129	37,9
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	41 555	3 160	5 966	3 156	30 145	5 903	4 027	3 154	<b>97 066</b>	238 017	40,8
Activités de services administratifs et de soutien	142 315	36 957	38 734	40 677	80 599	84 494	49 353	39 817	<b>512 946</b>	1 591 247	32,2
Administration publique	12 956	2 757	2 588	1 979	3 110	7 439	3 353	2 104	<b>36 286</b>	177 641	20,4
Enseignement	54 456	6 589	11 272	6 783	18 730	9 404	10 733	7 919	<b>125 886</b>	537 364	23,4
Activités pour la santé humaine	35 044	9 584	10 078	10 823	20 952	12 872	13 840	9 581	<b>122 774</b>	617 964	19,9
Hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement	58 710	22 674	25 592	21 856	31 084	24 253	20 658	18 711	<b>223 538</b>	1 347 513	16,6
Arts, spectacles et activités récréatives	43 115	22 673	7 934	6 500	12 403	8 613	8 550	5 420	<b>115 208</b>	362 420	31,8
Autres activités de services	61 714	7 296	10 165	8 125	14 356	12 875	9 707	7 860	<b>132 098</b>	519 591	25,4
Activités extra-territoriales	4 209	5	0	0	159	95	46	45	<b>4 559</b>	6 556	69,5
<b>Emploi salarié total</b>	<b>1 582 133</b>	<b>389 545</b>	<b>419 881</b>	<b>370 289</b>	<b>999 038</b>	<b>551 030</b>	<b>423 245</b>	<b>312 212</b>	<b>5 047 373</b>	<b>19 933 556</b>	<b>25,3</b>

ss : secret statistique. Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (FLORES). Champ : ensemble des activités hors fonction publique.

Les données sont localisées selon la commune du poste (qui peut être différente de celle de l'établissement).

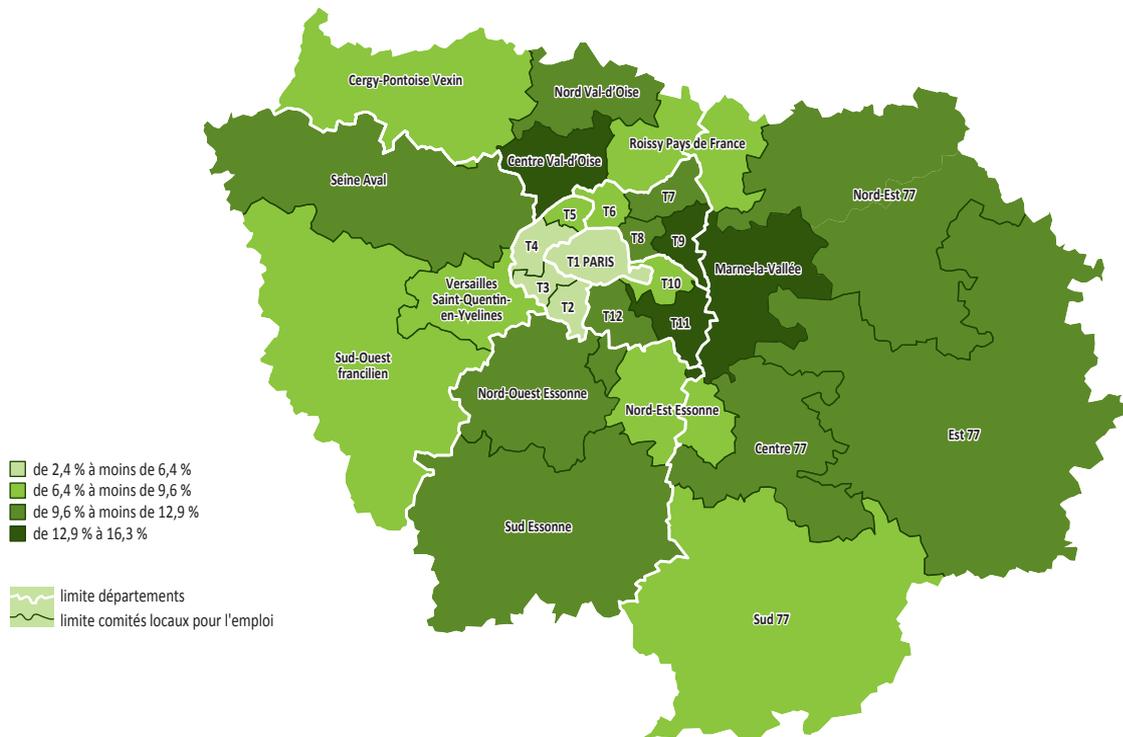
Part de l'industrie dans l'emploi salarié privé selon les Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE) en 2022



Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salariné (FLORES).

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

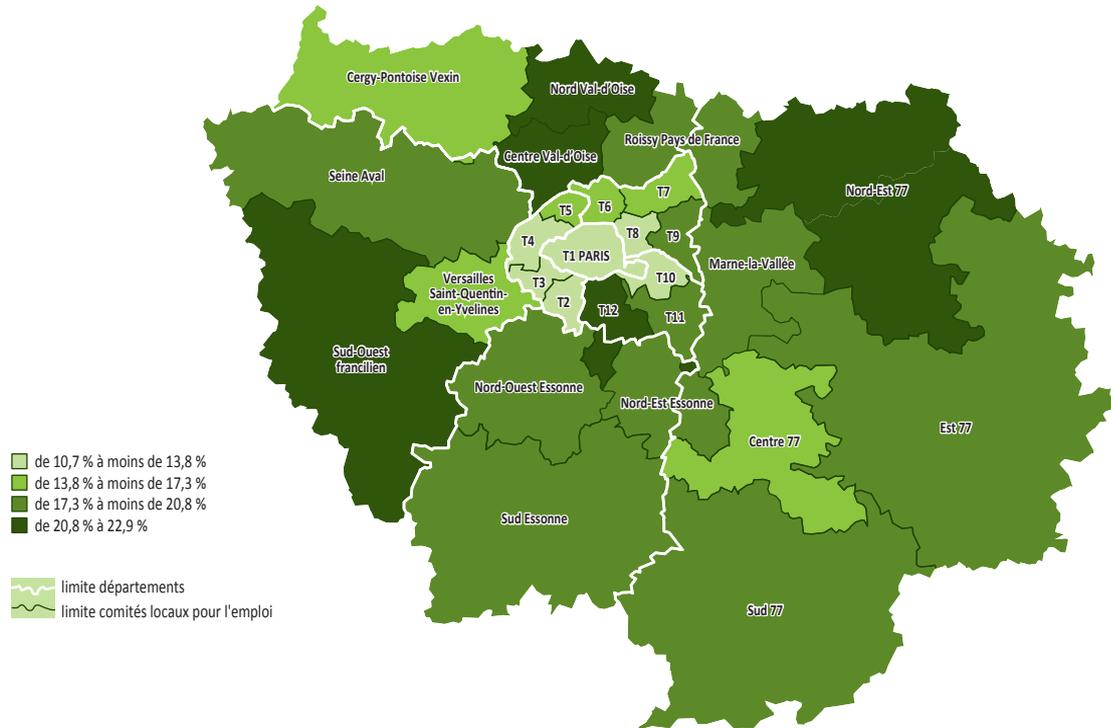
Part de la construction dans l'emploi salarié privé selon les Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE) en 2022



Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (FLORES).

→ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](https://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

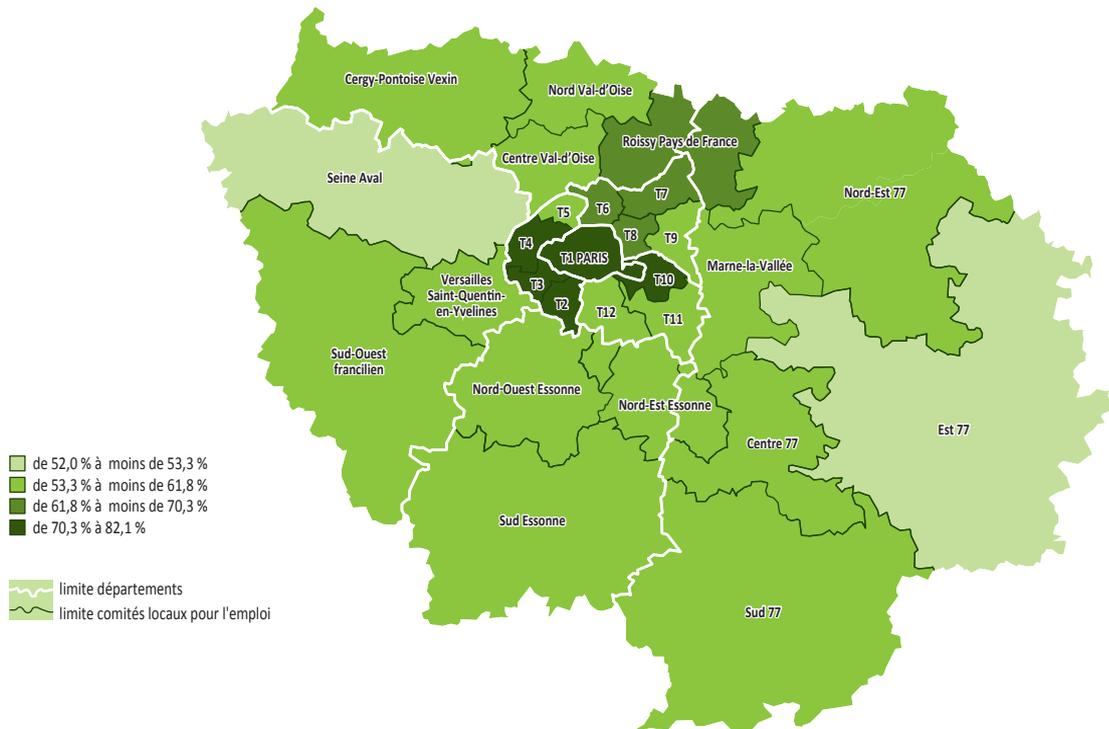
## Part du commerce dans l'emploi salarié privé selon les Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE) en 2022



Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (FLORES).

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](http://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

Part des services dans l'emploi salarié privé selon les Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE) en 2022



Source : Insee, Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salariné (FLORES).

## Établissements et salariés des comités locaux pour l'emploi

Comité local pour l'emploi	Nombre d'établissements actifs employeurs* fin 2022	Nombre de postes des établissements actifs employeurs* fin 2022	Part des postes de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale dans les établissements actifs employeurs fin 2022 (en %)
T1 - Paris	184 212	1 973 648	24,7
T4 - Paris Ouest La Défense	25 121	596 405	14,8
T12 - Grand-Orly Seine Bièvre	19 544	295 916	26,8
Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines	15 488	282 394	24,0
Nord-Ouest Essonne	15 517	242 611	24,1
T6 - Plaine Commune	15 001	232 227	23,4
T3 - Grand Paris Seine Ouest	12 452	231 178	13,2
Seine Aval	20 537	203 465	31,8
Nord-Est Essonne	13 792	199 111	33,4
Marne-la-Vallée	14 504	197 781	21,2
T8 - Est Ensemble	14 687	186 335	39,3
T5 - Boucle Nord de Seine	10 939	171 522	19,3
Roissy Pays de France	10 878	164 761	20,9
T10 - Paris Est Marne et Bois	16 583	160 617	29,9
Centre Val-d'Oise	15 947	160 315	31,4
T2 - Vallée Sud Grand Paris	9 873	153 980	24,9
T7 - Paris Terres d'Envol	10 530	151 600	19,9
T11 - Grand Paris Sud Est Avenir	8 800	137 979	41,7
T9 - Grand Paris Grand Est	10 826	114 424	35,4
Cergy-Pontoise Vexin	8 201	113 771	36,8
Centre 77	4 804	63 777	51,3
Nord-Est 77	6 580	58 838	37,6
Sud 77	5 908	49 227	37,6
Sud Essonne	4 969	46 683	33,4
Sud-Ouest francilien	5 572	43 982	32,4
Est 77	3 880	29 714	35,1
Nord Val-d'Oise	2 883	23 733	33,7
Moyenne des comités locaux pour l'emploi	18 075	232 815	29,6
Région	488 028	6 285 994	25,6

\* Y compris fonction publique.

Source : Insee, Fichier L0calisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié (FLORES).

## L'analyse fonctionnelle des emplois en 2021

L'analyse fonctionnelle des emplois propose des regroupements des professions, définis à partir de la nomenclature des PCS (Professions et Catégories Socioprofessionnelles), dans le but de faire apparaître de grandes fonctions, transversales aux secteurs d'activité.

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France	Part de l'Île-de-France (%)
Emploi total	1 908 008	482 024	531 532	458 328	997 366	604 265	529 427	423 273	5 934 224	33 354 187	17,8
Administration publique	181 240	41 608	46 146	43 061	58 442	63 283	54 781	34 420	522 983	2 854 318	18,3
Agriculture	1 566	4 455	2 384	1 751	833	565	694	1 318	13 566	663 013	2,0
Bâtiment, travaux publics	63 238	29 289	24 857	25 874	26 260	37 454	27 681	22 500	257 153	1 884 557	13,6
Commerce inter-entreprises	83 483	19 982	26 906	21 442	72 726	25 970	24 809	19 143	294 461	1 365 844	21,6
Conception, recherche	91 746	10 418	36 655	27 940	89 224	22 500	21 161	10 824	310 467	1 172 338	26,5
Culture, loisirs	132 554	13 304	13 298	9 397	43 171	20 980	15 240	8 020	255 965	967 969	26,4
Distribution	108 241	37 505	35 262	27 851	41 683	35 529	31 796	28 272	346 140	2 277 565	15,2
Éducation, formation	69 980	27 980	29 983	28 201	34 792	35 398	28 251	25 263	279 848	1 609 085	17,4
Entretien, réparation	64 298	34 270	34 662	29 744	38 177	36 454	31 021	28 756	297 382	2 185 242	13,6
Fabrication	75 514	31 807	36 590	28 725	51 628	33 590	26 703	24 928	309 485	2 644 257	11,7
Gestion	401 690	61 549	76 422	61 346	253 417	94 335	82 344	53 414	1 084 517	4 771 711	22,7
Logistique, transports	89 772	55 370	33 522	45 283	42 481	59 736	49 359	66 280	441 804	2 614 032	16,9
Prestations intellectuelles	187 299	18 227	36 724	24 723	99 486	32 893	30 543	18 035	447 931	1 730 208	25,9
Santé, action sociale	142 061	45 162	49 117	44 009	66 881	50 913	57 771	41 196	497 110	3 350 788	14,8
Services de proximité	215 325	51 096	49 004	38 982	78 165	54 666	47 272	40 903	575 413	3 263 259	17,6

Source : Insee, recensement de la population 2021 exploitation complémentaire au lieu de travail.

### Les 15 fonctions :

- **Administration publique** : emplois liés aux activités régaliennes et d'administration de l'État et des collectivités locales, hors services de la santé, de l'éducation. Elle intègre en particulier toutes les professions de la sécurité publique et de la justice ;
- **Agriculture et pêche** : ensemble des professions concourant directement à la production agricole, à la pêche ou à l'exploitation forestière ;
- **Bâtiment, travaux publics** : ensemble des professions concourant directement à la construction de bâtiments et d'ouvrages de travaux publics ;
- **Commerce inter-entreprises** : professions en relation directe avec le commerce de gros et le commerce entre les entreprises, que ce soit pour l'achat ou la vente ;
- **Conception, recherche** : professions de la conception, de la recherche et de l'innovation. Dans l'industrie, elles recouvrent les phases préliminaires à la fabrication. Elle se distingue de la fonction Prestations intellectuelles par la dimension d'innovation incluse dans les travaux des métiers concernés ;
- **Culture, loisirs** : professions de la culture et des loisirs, sportifs ou non ;
- **Distribution** : ensemble des professions de la vente aux particuliers, y compris l'artisanat commercial ;

- **Éducation, formation** : métiers de l'enseignement scolaire et universitaire (primaire, secondaire et supérieur) et de la formation professionnelle, y compris l'organisation de ces enseignements. Cette fonction n'intègre pas les animateurs sportifs ou de loisirs qui sont inclus dans la fonction Culture-loisirs ;
- **Entretien, réparation** : professions prioritairement orientées vers l'entretien et la maintenance (hors bâtiment et travaux publics), ainsi que le traitement des déchets (et par extension l'environnement) ;
- **Fabrication** : ensemble des professions consistant à mettre en œuvre des matériels ou des processus techniques, hors agriculture et pêche et hors BTP. Pour l'essentiel il s'agit des métiers concourant directement aux différentes étapes de la production de biens matériels et d'énergie ;
- **Gestion** : professions de la gestion d'entreprise, de la banque et de l'assurance ;
- **Logistique, transports** : professions du transport des personnes et des flux de marchandises ;
- **Prestations intellectuelles** : professions de mise à disposition de connaissances spécifiques pour le conseil, l'analyse, l'expertise, etc. ;
- **Santé, action sociale** : professionnels de la santé et de l'action sociale, y compris les pharmaciens ;
- **Services de proximité** : professions des services de la vie courante (hors distribution, transport, éducation et santé).

## Part des fonctions dans l'emploi total par département en %

										
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France
Emploi total	32,2	8,1	9,0	7,7	16,8	10,2	8,9	7,1	100	33 354 187
Administration publique	9,5	8,6	8,7	9,4	5,9	10,5	10,3	8,1	8,8	8,6
Agriculture	0,1	0,9	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,3	0,2	2,0
Bâtiment, travaux publics	3,3	6,1	4,7	5,6	2,6	6,2	5,2	5,3	4,3	5,7
Commerce inter-entreprises	4,4	4,1	5,1	4,7	7,3	4,3	4,7	4,5	5,0	4,1
Conception, recherche	4,8	2,2	6,9	6,1	8,9	3,7	4,0	2,6	5,2	3,5
Culture, loisirs	6,9	2,8	2,5	2,1	4,3	3,5	2,9	1,9	4,3	2,9
Distribution	5,7	7,8	6,6	6,1	4,2	5,9	6,0	6,7	5,8	6,8
Éducation, formation	3,7	5,8	5,6	6,2	3,5	5,9	5,3	6,0	4,7	4,8
Entretien, réparation	3,4	7,1	6,5	6,5	3,8	6,0	5,9	6,8	5,0	6,6
Fabrication	4,0	6,6	6,9	6,3	5,2	5,6	5,0	5,9	5,2	7,9
Gestion	21,1	12,8	14,4	13,4	25,4	15,6	15,6	12,6	18,3	14,3
Logistique, transports	4,7	11,5	6,3	9,9	4,3	9,9	9,3	15,7	7,4	7,8
Prestations intellectuelles	9,8	3,8	6,9	5,4	10,0	5,4	5,8	4,3	7,5	5,2
Santé, action sociale	7,4	9,4	9,2	9,6	6,7	8,4	10,9	9,7	8,4	10,0
Services de proximité	11,3	10,6	9,2	8,5	7,8	9,0	8,9	9,7	9,7	9,8
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Insee, recensement de la population 2021 exploitation complémentaire au lieu de travail.

## Les 15 fonctions :

- **Administration publique** : emplois liés aux activités régaliennes et d'administration de l'État et des collectivités locales, hors services de la santé, de l'éducation. Elle intègre en particulier toutes les professions de la sécurité publique et de la justice ;
- **Agriculture et pêche** : ensemble des professions concourant directement à la production agricole, à la pêche ou à l'exploitation forestière ;
- **Bâtiment, travaux publics** : ensemble des professions concourant directement à la construction de bâtiments et d'ouvrages de travaux publics ;
- **Commerce inter-entreprises** : professions en relation directe avec le commerce de gros et le commerce entre les entreprises, que ce soit pour l'achat ou la vente ;
- **Conception, recherche** : professions de la conception, de la recherche et de l'innovation. Dans l'industrie, elles recouvrent les phases préliminaires à la fabrication. Elle se distingue de la fonction Prestations intellectuelles par la dimension d'innovation incluse dans les travaux des métiers concernés ;
- **Culture, loisirs** : professions de la culture et des loisirs, sportifs ou non ;
- **Distribution** : ensemble des professions de la vente aux particuliers, y compris l'artisanat commercial ;

- **Éducation, formation** : métiers de l'enseignement scolaire et universitaire (primaire, secondaire et supérieur) et de la formation professionnelle, y compris l'organisation de ces enseignements. Cette fonction n'intègre pas les animateurs sportifs ou de loisirs qui sont inclus dans la fonction Culture-loisirs ;
- **Entretien, réparation** : professions prioritairement orientées vers l'entretien et la maintenance (hors bâtiment et travaux publics), ainsi que le traitement des déchets (et par extension l'environnement) ;
- **Fabrication** : ensemble des professions consistant à mettre en œuvre des matériels ou des processus techniques, hors agriculture et pêche et hors BTP. Pour l'essentiel il s'agit des métiers concourant directement aux différentes étapes de la production de biens matériels et d'énergie ;
- **Gestion** : professions de la gestion d'entreprise, de la banque et de l'assurance ;
- **Logistique, transports** : professions du transport des personnes et des flux de marchandises ;
- **Prestations intellectuelles** : professions de mise à disposition de connaissances spécifiques pour le conseil, l'analyse, l'expertise, etc. ;
- **Santé, action sociale** : professionnels de la santé et de l'action sociale, y compris les pharmaciens ;
- **Services de proximité** : professions des services de la vie courante (hors distribution, transport, éducation et santé).

## L'Économie Sociale et Solidaire (ESS)

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) rassemble des entreprises ayant un fonctionnement collectif et démocratique se fixant un but autre que la seule rentabilité de leurs activités économiques.



➔ [Observatoire de l'ESS en Île-de-France](#)

### Nombre d'établissements employeurs relevant de l'économie sociale et solidaire, par famille de l'économie sociale et par secteur d'activité en 2022

	Coopérative	Mutuelle	Association	Fondation	Ensemble	Part Île-de-France / France (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	7	0	25	0	32	2,1
Industrie et construction	93	ss	25	ss	120	4,7
Commerce, transports, hébergement et restauration	147	14	427	38	626	7,7
Activités financières et d'assurance	1 061	ss	53	ss	1 626	10,5
Information et communication, activités immobilières, soutien aux entreprises	272	13	1 953	84	2 322	13,4
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	70	83	9 121	509	9 783	16,0
Autres services	34	0	18 623	225	18 882	19,4
<b>Total</b>	<b>1 684</b>	<b>621</b>	<b>30 227</b>	<b>859</b>	<b>33 391</b>	<b>16,4</b>

ss : secret statistique. Source : Insee - Flores 2022. Champ : entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Les données statistiques sont localisées selon la commune de l'établissement.

### Nombre de postes dans l'économie sociale et solidaire par famille de l'économie sociale et solidaire et par secteur d'activité en 2022

	Coopérative	Mutuelle	Association	Fondation	Ensemble	Part Île-de-France / France (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	56	0	168	0	224	1,6
Industrie et construction	2 912	16	240	0	3 168	5,7
Commerce, transports, hébergement et restauration	5 007	126	4 521	603	10 257	11,2
Activités financières et d'assurance	21 049	17 820	3 550	5	42 424	16,5
Information et communication, activités immobilières, soutien aux entreprises	5 424	58	20 463	6 581	32 526	16,0
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1 041	7 152	239 327	33 563	281 083	17,2
Autres services	583	0	99 728	2 760	103 071	24,9
<b>Total</b>	<b>36 072</b>	<b>25 172</b>	<b>367 997</b>	<b>43 512</b>	<b>472 753</b>	<b>17,7</b>

ss : secret statistique. Source : Insee - Flores 2022. Champ : entreprises de l'économie sociale et solidaire.

Les données sont localisées selon la commune du poste (qui peut être différente de celle de l'établissement).

## Répartition des effectifs par sexe pour les secteurs d'activité des familles de l'économie sociale en 2022 (en %)

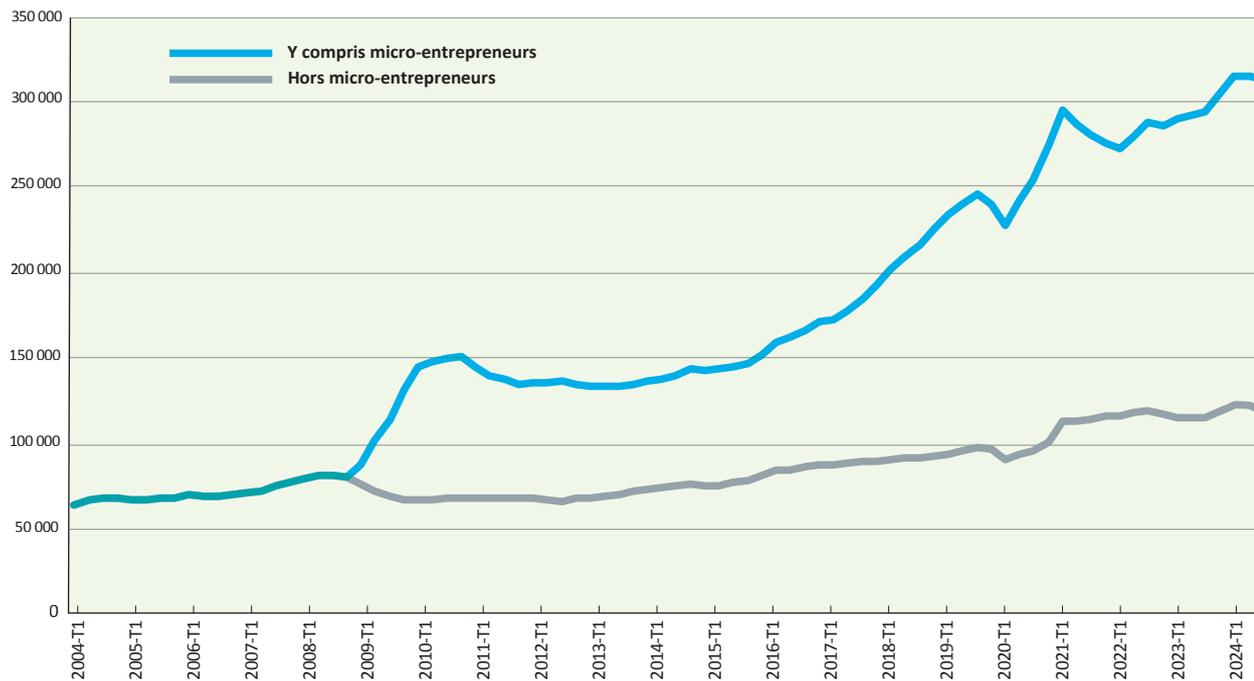
Secteur	Sexe	Famille de l'économie sociale								Île-de-France		France	
		Coopérative		Mutuelle		Association		Fondation		Total économie sociale		Total économie sociale	
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Agriculture, sylviculture et pêche		46	54	ss	ss	38	62	ss	ss	<b>40</b>	<b>60</b>	37	63
Industrie et construction		19	81	ss	ss	45	55	ss	ss	<b>21</b>	<b>79</b>	29	71
Commerce, transports, hébergement et restauration		51	49	66	34	52	48	52	48	<b>52</b>	<b>48</b>	47	53
Activités financières et d'assurance		60	40	62	38	63	37	ss	ss	<b>61</b>	<b>39</b>	62	38
Information et communication, activités immobilières, soutien aux entreprises		48	52	81	19	56	44	63	37	<b>56</b>	<b>44</b>	54	46
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale		76	24	75	25	71	29	72	28	<b>71</b>	<b>29</b>	73	27
Autres services		56	44	ss	ss	56	44	63	37	<b>57</b>	<b>43</b>	58	42
<b>Total</b>		<b>54</b>	<b>46</b>	<b>66</b>	<b>34</b>	<b>66</b>	<b>34</b>	<b>69</b>	<b>31</b>	<b>65</b>	<b>35</b>	<b>66</b>	<b>34</b>

ss : secret statistique.

Source : Insee - Flores 2022.

## La démographie des entreprises

Créations d'entreprises par trimestre en Île-de-France



Source : Insee, Système d'Information sur la Démographie d'Entreprises (SIDE).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

## Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2024

Données brutes

Secteurs	Créations 2024				Évolution annuelle (en %)		
	Total	Répartition (en %)	Hors micro-entrepreneurs	Micro-entrepreneurs	Total	Hors micro-entrepreneurs	Micro-entrepreneurs
Industrie	8 485	2,7	3 735	4 750	8,0	4,2	11,1
Construction	19 526	6,2	11 088	8 438	6,4	6,7	24,0
Commerce	39 700	12,7	17 769	21 931	8,3	-6,6	6,3
Transport	43 858	14,0	7 756	36 102	15,1	1,9	18,4
Hébergement et restauration	9 234	3,0	5 210	4 024	8,7	5,6	13,0
Information et télécommunication	29 411	9,4	10 612	18 799	5,9	5,4	6,1
Activités financières	9 974	3,2	8 907	1 067	9,8	8,8	18,8
Activités immobilières	7 590	2,4	4 865	2 725	-1,5	4,6	-10,8
Activités de services	90 885	29,1	33 360	57 525	0,6	8,0	-3,3
Enseignements, santé, action sociale	25 653	8,2	8 650	17 003	3,2	9,0	0,4
Autres activités de services	28 227	9,0	6 987	21 240	6,7	4,1	7,6
Île-de-France	312 543	100	118 939	193 604	5,7	4,4	6,5
France	1 111 238	-	395 044	716 194	5,7	2,9	7,3

Source : Insee, Système d'Information sur la Démographie d'Entreprises (SIDE).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

## Créations d'entreprises par département en 2024

Données brutes

Département	Créations 2024				Évolution annuelle (en %)		
	Total	Répartition (en %)	Hors micro-entrepreneurs	Micro-entrepreneurs	Total	Hors micro-entrepreneurs	Micro-entrepreneurs
Paris	100 973	32,3	48 835	52 138	11,0	7,9	14,1
Seine-et-Marne	24 704	7,9	7 769	16 935	0,7	-0,1	1,1
Yvelines	26 396	8,4	8 303	18 093	4,4	2,5	5,4
Essonne	23 662	7,6	7 208	16 454	2,1	1,8	2,2
Hauts-de-Seine	37 236	11,9	13 952	23 284	0,9	-1,4	2,3
Seine-Saint-Denis	43 449	13,9	14 286	29 163	5,5	2,4	7,0
Val-de-Marne	31 143	10,0	10 227	20 916	4,4	5,0	4,2
Val-d'Oise	24 980	8,0	8 359	16 621	4,8	5,8	4,3
Île-de-France	312 543	100	118 939	193 604	5,7	4,4	6,5
France	1 111 238	-	395 044	716 194	5,7	2,9	7,3

Source : Insee, Système d'Information sur la Démographie d'Entreprises (SIDE).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

## Défaillances d'entreprises par secteur d'activité en 2024 (cumul sur 12 mois)

Secteurs d'activité	Île-de-France			Île-de-France / France (en %)
	En 2024	Répartition (en %)	Évolution 2024 / 2023 (en %) Glissement du cumul annuel	
Agriculture, sylviculture et pêche	31	0,2	+29,2	2,1
Industrie	694	4,4	+36,9	16,3
Construction	3 647	23,0	+37,6	24,7
Commerce et réparation automobile	2 990	18,9	+24,8	21,6
Transports et entreposage	1 246	7,9	+41,3	41,6
Hébergement et restauration	1 598	10,1	+13,0	18,6
Information et communication	879	5,6	+23,3	44,0
Activités financières et d'assurance	416	2,6	+35,5	24,6
Activités immobilières	593	3,7	+38,6	22,8
Soutien aux entreprises	2 410	15,2	+28,9	30,5
Enseignement, santé humaine, action sociale et services aux ménages	1 299	8,2	+18,2	21,8
<b>Ensemble Île-de-France</b>	<b>15 828</b>	<b>100</b>	<b>+28,6</b>	<b>23,9</b>
France entière	66 121	-	+17,4	-

Source : Banque de France, Fiben.

## Défaillances d'entreprises par département en 2024 (cumul sur 12 mois)

Départements	En 2024	Répartition (en %)	Évolution 2024 / 2023 (en %) Glissement du cumul annuel
Paris	4 482	28,3	+22,1
Seine-et-Marne	2 373	15,0	+26,6
Yvelines	1 260	8,0	+32,5
Essonne	1 177	7,4	+40,3
Hauts-de-Seine	1 399	8,8	+20,7
Seine-Saint-Denis	2 611	16,5	+33,6
Val-de-Marne	1 359	8,6	+40,2
Val-d'Oise	1 167	7,4	+31,4
<b>Île-de-France</b>	<b>15 828</b>	<b>100</b>	<b>+28,6</b>
France entière	66 121	-	+17,4

Les défaillances d'entreprises couvrent l'ensemble des jugements prononçant soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire soit la liquidation judiciaire.

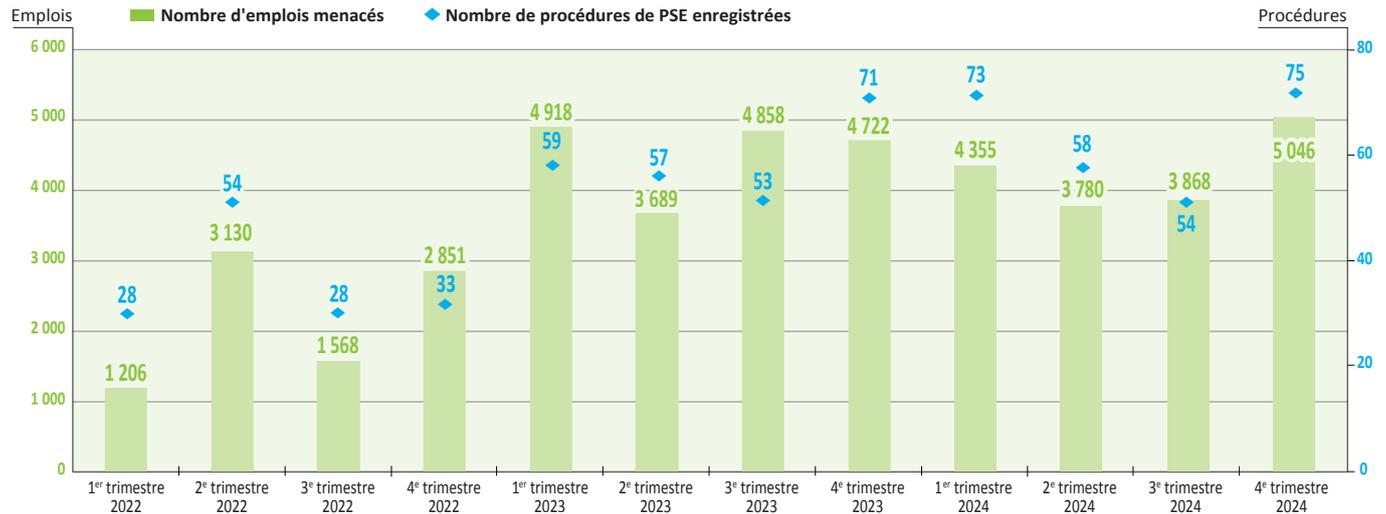
Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. Cette procédure intervient lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement, c'est-à-dire qu'elle n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible.

Source : Banque de France, Fiben.

## Les Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE)

Licenciement économique collectif de 10 salariés ou plus sur 30 jours (entreprise d'au moins 50 salariés)

Nombre de procédures de PSE enregistrées et d'emplois menacés de 2022 à 2024

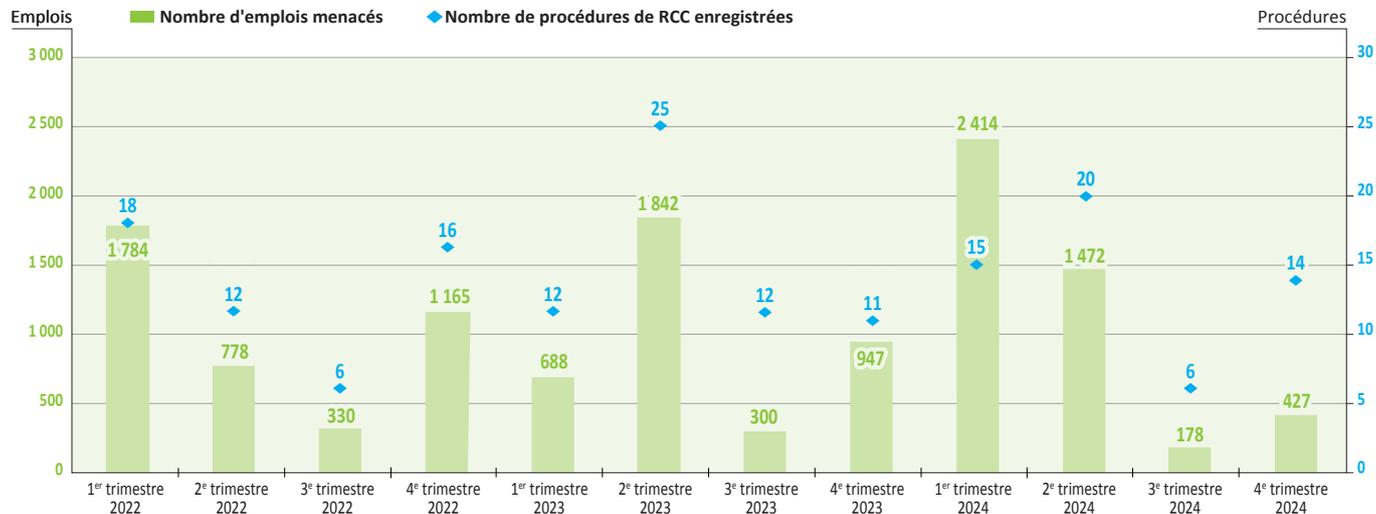


Source : SI-RUPCO - Traitement DRIEETS / SESE.

Lecture : au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2024, 75 Procédures de Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) ont été enregistrées en Île-de-France et plus de 5 000 emplois étaient menacés dans des établissements franciliens.

## Les Ruptures Conventionnelles Collectives (RCC)

Nombre de procédures de RCC et d'emplois menacés de 2022 à 2024

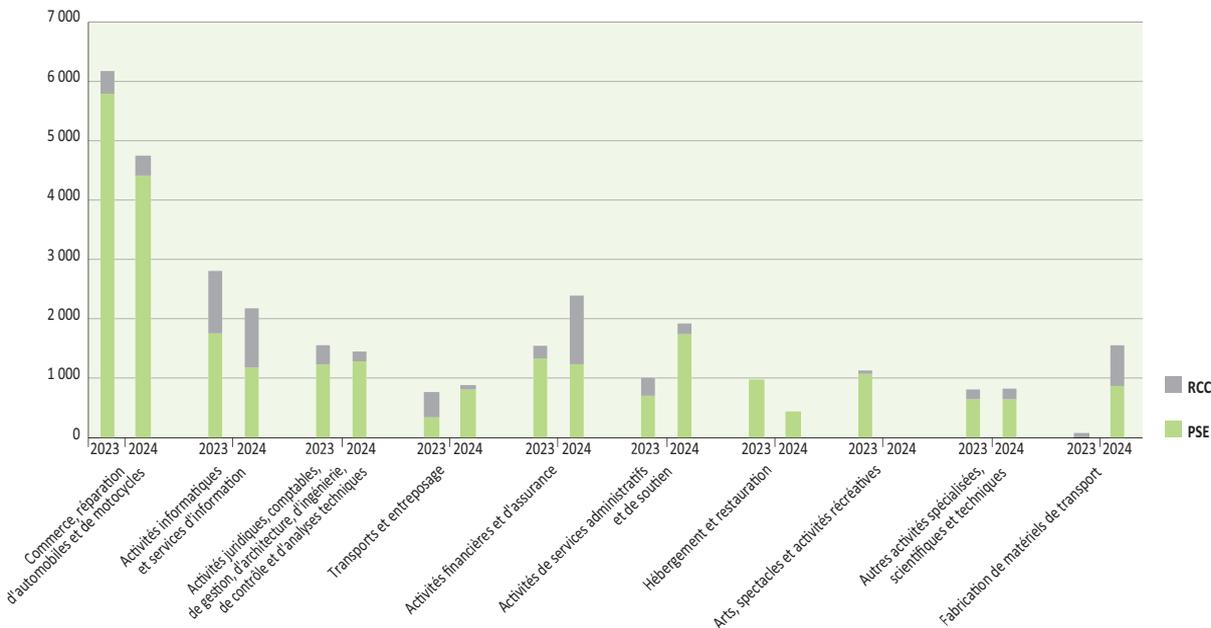


Source : SI-RUPCO - Traitement DRIEETS / SESE.

Lecture : au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2024, 14 procédures de Ruptures Conventionnelles Collectives (RCC) ont été enregistrées en Île-de-France et plus de 400 emplois étaient menacés dans des établissements franciliens.

## Les emplois menacés (PSE et RCC)

Emplois menacés dans les établissements localisés en Île-de-France par secteur d'activité en 2023 et 2024

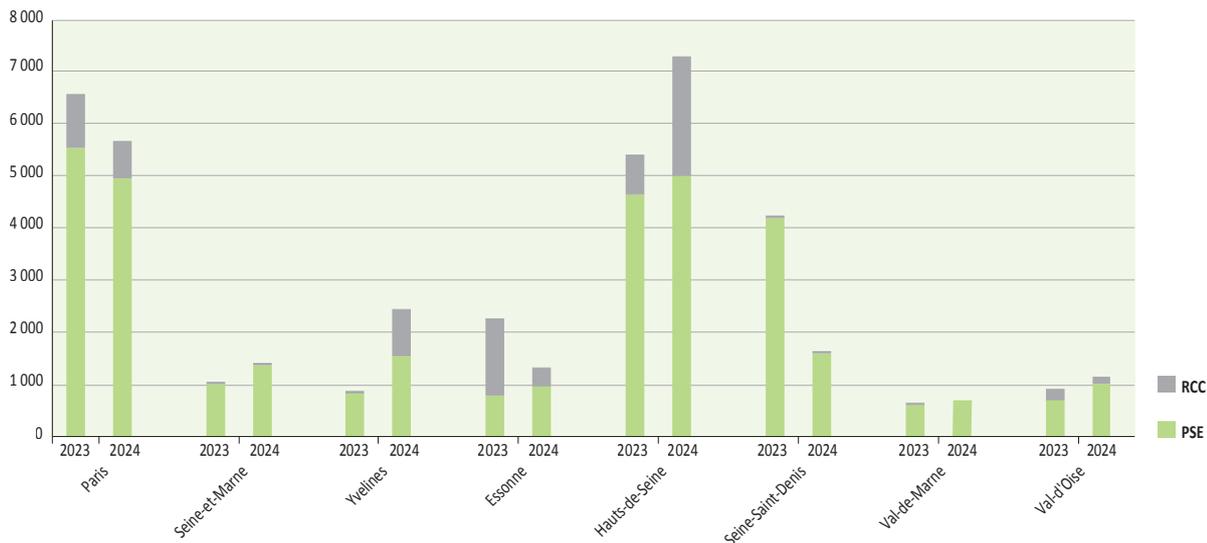


Source : SI-RUPCO - Traitement DRIEETS / SESE.

Lecture : en 2024, dans le secteur des transports et entreposage, près de 800 emplois étaient concernés par des Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) et 40 par des Ruptures Conventionnelles Collectives (RCC).

➔ Plus d'infos sur [idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles](https://idf.drieets.gouv.fr/Chiffres-cles)

Emplois menacés dans les établissements localisés en Île-de-France par département en 2023 et 2024



Source : SI-RUPCO - Traitement DRIEETS / SESE.

Lecture : en 2024, dans les Hauts-de-Seine, près de 5 000 emplois étaient concernés par des Plans de Sauvegarde de l'Emploi (PSE) et environ 2 300 par des Ruptures Conventionnelles Collectives (RCC).

## Les conventions de revitalisation

Évolution du nombre de conventions de revitalisation signées

À la fin de l'année 2023, l'Île-de-France totalisait 444 conventions de revitalisation signées depuis 2004.



Source : DRIEETS Île-de-France / Unités départementales - Traitement DRIEETS / SESE.

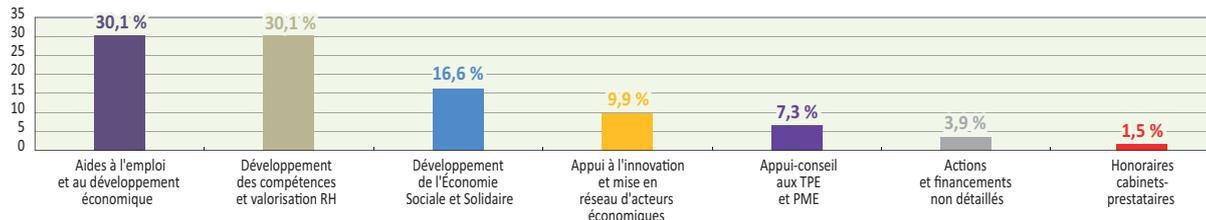
### Répartition des fonds de revitalisation (en %)

En 2023, 91 conventions de revitalisation étaient en cours d'exécution.

Elles représentaient 46,4 millions d'euros, investis dans des projets visant la création de 11 617 emplois.



► Synthèse thématique n°74, en Île-de-France, les actions engagées au titre des conventions de revitalisation se diversifient (2004 - 2015).



Source : DRIEETS Île-de-France / Unités départementales - Traitement DRIEETS / SESE.

## Concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie

Action de la DRIEETS en matière de protection économique du consommateur et de régulation concurrentielle des marchés, en 2024

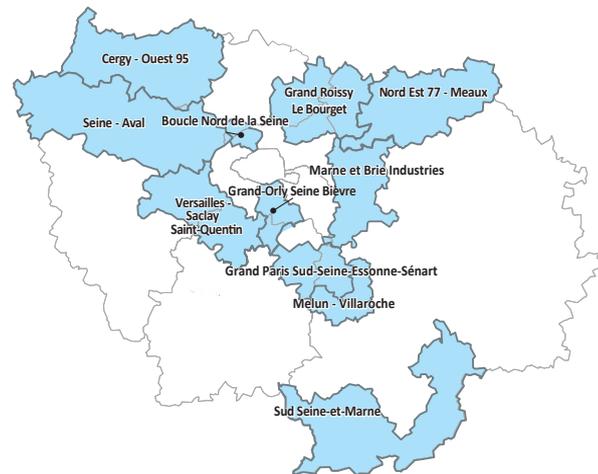
	 Île-de-France	 France entière
Nombre d'établissements visités	<b>16 643</b> (+9 % par rapport à 2023) dont 637 en matière de régulation concurrentielle des marchés (DRIEETS)	65 871
Nombre d'actions de contrôle	<b>75 542</b> dont 1 424 en matière de régulation concurrentielle des marchés (DRIEETS)	289 900
Nombre d'instruments de mesure vérifiés (DRIEETS)	<b>5 552</b>	60 000
Nombre de prélèvements réalisés	<b>914</b>	6 563
Nombre d'amendes administratives prononcées > à 10 000 euros	<b>105</b> dont 34 en matière de régulation concurrentielle des marchés (DRIEETS)	357

Source : DRIEETS Île-de-France - PÔLE C.

## Les territoires d'industrie

Territoire d'industrie	Nombre de communes	Population en 2022	Nombre d'unités légales dans l'industrie en 2021	Nombre d'emplois au lieu de travail en 2021	Part des emplois dans l'industrie en 2021 (en %)
Boucle Nord de la Seine	7	460 202	1 192	184 502	12,6
Cergy - Ouest 95	87	278 494	1 018	108 172	12,5
Grand Paris Sud-Seine-Essonne-Sénart	23	361 024	828	148 503	11,5
Grand Roissy Le Bourget	50	736 789	1 375	294 066	6,1
Grand-Orly Seine Bièvre	24	725 207	1 483	285 147	5,5
Marne et Brie Industries	41	417 670	1 237	146 790	9,3
Melun - Villaroche	20	139 112	311	51 685	8,4
Nord Est 77 - Meaux	68	153 579	506	42 378	9,2
Seine Aval	121	820 478	2 073	230 103	12,1
Sud Seine-et-Marne	62	93 291	374	28 349	14,6
Versailles - Saclay - Saint-Quentin	57	821 849	2 142	423 303	12,3
<b>Total des 11 territoires d'industrie</b>	<b>560</b>	<b>5 007 695</b>	<b>12 539</b>	<b>1 942 998</b>	<b>9,9</b>
Autres territoires	707	7 373 269	27 299	3 942 578	5,3
<b>Total Île-de-France</b>	<b>1 267</b>	<b>12 380 964</b>	<b>39 838</b>	<b>5 885 576</b>	<b>6,8</b>

Les 11 territoires d'industrie d'Île-de-France



Sources : Insee, Recensement de la Population (RP), Système d'Information sur la Démographie d'Entreprises (SIDE).

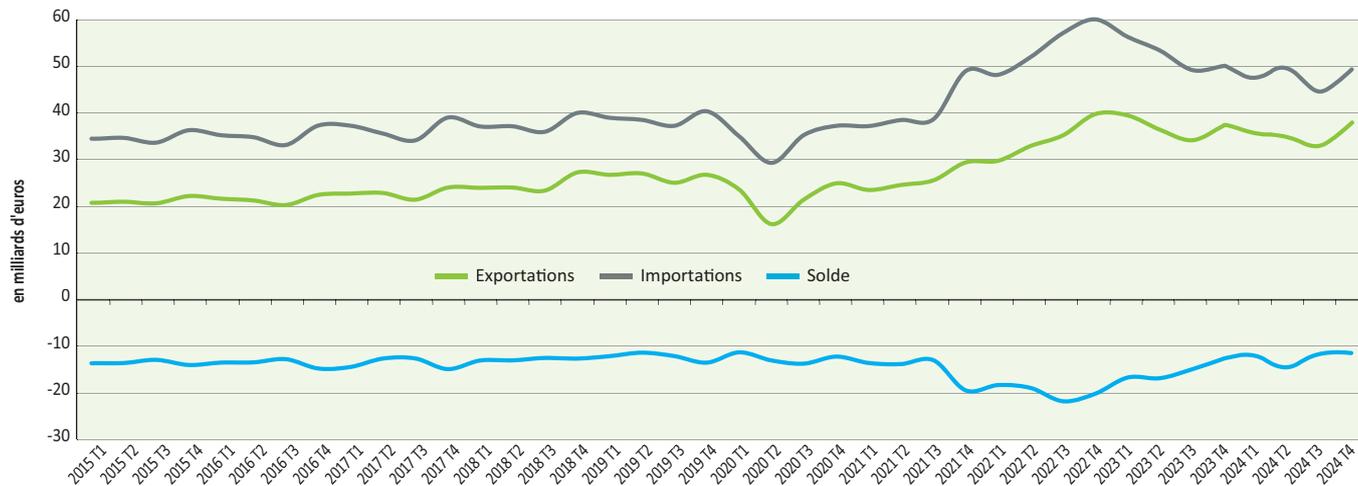
Note : les données 2021 proviennent désormais du Système d'Information sur la Démographie d'Entreprises (SIDE), remplaçant le Répertoire des Entreprises et Établissements (REE). Ce changement couvre uniquement les entreprises économiquement actives (périmètre plus restreint qu'auparavant), rendant les séries non directement comparables avec les éditions antérieures, à l'exception des données relatives aux unités légales, qui restent comparables car toujours issues du Recensement de la Population (RP).

Définition : l'initiative « Territoires d'industrie », annoncée en novembre 2018, s'inscrit dans une stratégie de reconquête industrielle et de développement des territoires. L'objectif est de réunir l'ensemble des pouvoirs publics (collectivités territoriales, EPCI, État, opérateurs...) et les acteurs industriels d'un territoire, afin d'identifier les besoins de ce territoire et de concentrer les moyens d'actions pour y répondre. Il existe 183 territoires d'industrie labellisés, dont 11 en Île-de-France.

## Le commerce extérieur

Évolution du commerce extérieur francilien entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2015 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2024

Données trimestrielles de collecte brutes en milliards d'euros, arrêtées en avril 2025



Source : Direction générale des douanes et droits indirects - Échanges Caf-FAB hors matériel militaire.

**FAB : Franco À Bord** – Un échange commercial exprimé en FAB représente son prix déduit des coûts nécessaires à l'acheminement jusqu'à la frontière nationale qu'il a occasionné. Il est souvent utilisé pour exprimer le montant des importations dans le calcul du solde commercial.

**CAF : Coût, Assurance et Fret** – Le montant coût, assurance et fret s'oppose au montant franco à bord. Un échange commercial exprimé en Caf représente son prix comprenant les coûts nécessaires à l'acheminement jusqu'à la frontière nationale. Il est souvent utilisé pour exprimer le montant des exportations dans le calcul du solde commercial.

Attention : les données sont présentées sur année glissante (4 derniers trimestres disponibles) afin d'éliminer les aléas saisonniers.

## Échanges par catégorie de produits en Île-de-France

Données de collectes annuelles brutes en millions d'euros, estimations d'avril 2025

2024	Exportations	Importations	Solde
AZ - Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture	634	3 474	-2 840
DE - Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, électricité, déchets	13 047	14 543	-1 496
C1 - Produits des Industries Agroalimentaires (IAA)	5 596	11 152	-5 556
C2 - Produits pétroliers raffinés et coke	1 063	1 386	-323
C3 - Équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	21 960	51 670	-29 710
C4 - Matériels de transport	35 177	45 009	-9 833
C5 - Autres produits industriels	61 853	62 160	-308
CB - Textiles, habillement, cuir et chaussures	23 999	17 715	6 284
CC - Bois, papier et carton	577	2 199	-1 622
CE - Produits chimiques, parfums et cosmétiques	10 362	7 047	3 315
CF - Produits pharmaceutiques	9 934	9 388	546
CG - Produits en caoutchouc et en plastique, produits minéraux divers	2 693	5 136	-2 443
CH - Produits métallurgiques et produits métalliques	4 372	7 815	-3 443
CM - Produits manufacturés divers	9 916	12 861	-2 944
ZZ - Produits divers	2 245	2 464	-219
<b>Total</b>	<b>141 574</b>	<b>191 858</b>	<b>-50 284</b>

Source : Direction générale des douanes et droits indirects - Échanges Caf-FAB hors matériel militaire.

**FAB : Franco À Bord** – Un échange commercial exprimé en FAB représente son prix déduit des coûts nécessaires à l'acheminement jusqu'à la frontière nationale qu'il a occasionné. Il est souvent utilisé pour exprimer le montant des importations dans le calcul du solde commercial.

**CAF : Coût, Assurance et Fret** – Le montant coût, assurance et fret s'oppose au montant franco à bord. Un échange commercial exprimé en Caf représente son prix comprenant les coûts nécessaires à l'acheminement jusqu'à la frontière nationale. Il est souvent utilisé pour exprimer le montant des exportations dans le calcul du solde commercial.



► Synthèse thématique n°85 :  
Le travail indépendant en Île-de-France :  
une croissance tournée vers les services  
aux entreprises.

## Les indépendants (au lieu de travail, 2021)

Les indépendants désignent ici les actifs dont l'emploi est « principalement » indépendant au sens du recensement de la population (l'enquête ne peut déclarer qu'un seul emploi, le « principal » selon lui).

	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
<b>Répartition par sexe (en %)</b>										
Hommes	61,4	65,4	63,0	65,2	63,4	70,5	67,2	68,6	<b>64,1</b>	64,2
Femmes	38,6	34,6	37,0	34,8	36,6	29,5	32,8	31,4	<b>35,9</b>	35,8
<b>Répartition par âge (en %)</b>										
24 ans ou moins	1,8	2,1	1,8	2,0	2,2	2,5	2,0	2,1	<b>2,0</b>	1,8
25 à 49 ans	58,0	54,4	50,5	54,0	54,5	60,4	55,9	55,1	<b>56,1</b>	54,4
50 à 64 ans	31,0	36,7	39,7	38,1	34,8	30,6	34,3	36,3	<b>33,8</b>	37,4
65 ans ou plus	9,2	6,8	8,0	5,9	8,5	6,5	7,8	6,5	<b>8,1</b>	6,4
<b>Répartition par catégorie socio-professionnelle* (en %)</b>										
Agriculteurs exploitants	0,2	4,7	1,7	2,0	0,3	0,1	0,3	1,5	<b>0,9</b>	11,5
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	42,9	63,6	54,5	60,8	48,7	62,8	57,0	63,1	<b>51,7</b>	55,5
Cadres, professions intellectuelles sup	42,8	18,3	28,0	22,5	36,0	24,1	27,7	21,2	<b>33,1</b>	19,1
Professions Intermédiaires (+ employés, ouvriers)	14,1	13,4	15,8	14,7	15,0	13,0	15,0	14,2	<b>14,3</b>	13,9
<b>Répartition par secteur** (en %)</b>										
Agriculture	0,1	4,6	1,6	1,8	0,2	0,2	0,2	1,2	<b>0,8</b>	11,1
Industrie (hors artisanat commercial)	2,6	4,3	3,6	4,0	3,0	3,3	3,3	3,8	<b>3,2</b>	4,7
Construction	4,9	15,1	10,9	13,9	6,0	10,7	10,7	13,9	<b>8,8</b>	12,4
Commerce et artisanat commercial	9,3	16,7	14,2	15,1	10,5	14,9	14,9	15,8	<b>12,3</b>	14,5
Transports	4,4	5,7	3,9	5,2	4,7	7,7	7,7	9,0	<b>5,6</b>	2,8
Services aux entreprises et services mixtes	49,0	23,2	33,3	27,5	45,6	32,4	32,4	25,3	<b>38,9</b>	22,6
Services aux particuliers (hors santé)	15,5	13,6	12,4	13,0	12,1	12,6	12,6	12,2	<b>13,9</b>	14,5
Santé humaine et action sociale	8,8	12,9	14,5	14,6	12,0	3,3	13,4	14,4	<b>11,3</b>	13,4
Administration publique	0,4	0,4	0,5	0,6	0,4	0,6	0,6	0,4	<b>0,5</b>	0,4
Enseignement	3,7	2,8	4,0	3,5	3,6	13,4	3,3	3,2	<b>3,5</b>	2,8
Autre	1,3	0,7	1,1	0,8	1,9	0,9	0,9	0,8	<b>1,2</b>	0,8
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>Effectifs d'indépendants</b>	<b>247 032</b>	<b>50 296</b>	<b>53 967</b>	<b>41 898</b>	<b>83 620</b>	<b>52 508</b>	<b>50 012</b>	<b>38 133</b>	<b>617 466</b>	<b>3 350 250</b>
<b>Part d'indép. parmi les actifs ayant un emploi (en %)</b>	<b>12,9</b>	<b>10,4</b>	<b>10,2</b>	<b>9,1</b>	<b>8,4</b>	<b>8,7</b>	<b>9,4</b>	<b>9,0</b>	<b>10,4</b>	<b>12,4</b>

\* Parmi les cadres et professions intellectuelles supérieures, les indépendants exercent notamment des professions libérales, des professions de l'information, des arts et des spectacles...

Parmi les professions intermédiaires, on trouve par exemple les formateurs et animateurs de formation continue, les coachs sportifs, ou, des infirmiers, sages-femmes, kinésithérapeutes, etc.

\*\* Une nomenclature sectorielle spécifique est utilisée ici.

Source : Insee - Recensement de la population 2021, exploitation complémentaire au lieu de travail.

## Sigles et acronymes

**AAH** Allocation pour Adultes Handicapés

**ACI** Atelier et Chantier d'Insertion

**ACTP** Allocation Compensatrice pour Tierce Personne

**AGEFIPH** Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Personnes Handicapées

**AI** Association Intermédiaire

**AP** Activité Partielle

**APA** Allocation Personnalisée d'Autonomie

**APLD** Activité Partielle Longue Durée

**ASP** Agence de Services et de Paiements

**ASS** Allocation de Solidarité Spécifique

**ATA** Allocation Temporaire d'Attente

**AT/MP** Accident du Travail / Maladie Professionnelle

**BIT** Bureau International du Travail

**CAF** (commerce extérieur) Coût, Assurance, Fret

**CAFERUIS** Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Encadrement et de Responsable d'Unité d'Intervention Sociale

**CCMSA** Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole

**CDD** Contrat à Durée Déterminée

**CDI** Contrat à Durée Indéterminée

**CEJ** Contrat d'Engagement Jeunes

**CFDT** Confédération Française Démocratique du Travail

**CFE-CGC** Confédération Française de l'Encadrement - Confédération Générale des Cadres

**CFTC** Confédération Française des Travailleurs Chrétiens

**CG** Garantie Jeunes

**CGET** Commissariat Général à l'Égalité des Territoires

**CGT** Confédération Générale du Travail

**CGT-FO** Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière

**CIE** Contrat Initiative Emploi

**CLPE** Comités Locaux Pour l'Emploi

**CNAF** Caisse Nationale d'Allocation Familiale

**CNAV** Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse

**CNDI** Coordination Nationale Des Indépendants

**CPF** Compte Personnel de Formation

**CPME** Confédération des Petites et Moyennes Entreprises

**CRAMIF** Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Île-de-France (CARSAT dans les autres régions)

**CSE** Comité Social et Économique

**CSP** Contrat de Sécurisation Professionnelle

**CUI** Contrat Unique d'Insertion

**CVS** Corrigé des Variations Saisonniers

**DARES** Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques

**DDETS** Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

**DEA** Diplôme d'État d'ambulancier

**DEAES** Diplôme d'État d'Accompagnant Éducatif et Social

**DEAF** Diplôme d'État d'Assistant Familial

**DEAP** Diplôme d'État d'Auxiliaire de Puériculture

**DEAS** Diplôme d'État d'Aide-Soignant

**DEASS** Diplôme d'État d'Assistant de Service social

**DECS** Diplôme d'État de Cadre de Santé

**DEE** Diplôme d'État d'Ergothérapeute

**DEEJE** Diplôme d'État d'Éducateur de Jeunes Enfants

**DEFM** Demandeur d'Emploi en Fin de Mois

**DEI** Diplôme d'État d'Infirmier

**DEIBO** Diplôme d'État d'Infirmier de Bloc Opératoire

**DEIS** Diplôme d'État d'Ingénierie Sociale

**DEMERM** Diplôme d'État de Manipulateur d'ÉlectroRadiologie Médicale

**DEMF** Diplôme d'État de Médiateur Familial

**DEMK** Diplôme d'État de Masseur-Kinésithérapeute

**DEP** Diplôme d'État de Puéricultrice

**DEPP** Diplôme d'État de Pédicure-Podologue

**DEPPH** Diplôme d'État de Préparateur en Pharmacie Hospitalière

**DEPS** Diplôme d'État de Psychomotricien

**DETISF** Diplôme d'État de Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale

**DGCCRFP** Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes

**DGCS** Direction Générale de la Cohésion Sociale

**DGEFP** Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle

**DGFIP** Direction Générale des Finances Publiques

**DGT** Direction Générale du Trésor

**DPAE** Déclarations Préalable à l'Embauche

**DREES** Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques

**DRIEETS** Direction Régionale et Interdépartementale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

**DSN** Déclaration Sociale Nominative

**E2C** École de la 2<sup>e</sup> Chance

**EA** Entreprise Adaptée

**EI** Entreprise d'Insertion (structure de l'IAE)

**EPCI** Établissements Publics de Coopération Intercommunale

**EPIDE** Établissement Pour l'Insertion Dans l'Emploi

**ESS** Économie Sociale et Solidaire

**ESTEL** Estimations d'emploi localisées

**ETI** Entreprises de Taille Intermédiaire

**ETP** Équivalent Temps Plein

**ETTI** Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion

**FAB** (commerce extérieur) Franco À Bord

**FIBEN** Fichier Bancaire des Entreprises

**FLORES** Fichier Localisé des Rémunérations et de l'Emploi Salarié

**FNE FORMATION** Fonds National de l'Emploi Formation

**IAE** Insertion par l'Activité Économique

**INSEE** Institut National de la Statistique et des Études Économiques

**MEDEF** Mouvement des Entreprises DE France

**MMO** Mouvements de Main d'Oeuvre

**MP** Maladie Professionnelle

<b>MSA</b> Mutualité Sociale Agricole	<b>QPV</b> Quartier prioritaire de la Politique de la Ville	<b>STMT</b> Statistique Mensuelle du Marché du Travail
<b>NAF</b> Nomenclature d'Activités Française	<b>RCC</b> Rupture Conventionnelle Collective	<b>SUMER</b> SURveillance Médicale des Expositions des salariés aux Risques professionnels
<b>PACEA</b> Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie	<b>REE</b> Répertoire des Entreprises et Établissements	<b>TH</b> Travailleur Handicapé
<b>PAD</b> Parcours d'Accès Direct	<b>RP</b> Recensement de la Population	<b>TPE</b> Très Petite Entreprise (moins de 20 salariés)
<b>PCH</b> Prestation de Compensation du Handicap	<b>RQTH</b> Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé	<b>U2P</b> Union des entreprises de proximité
<b>PEC</b> Parcours Emploi Compétences	<b>RSA</b> Revenu de Solidarité Active	<b>UC</b> Unité de Consommation
<b>PEE</b> Plan d'Épargne Entreprise	<b>SESE</b> Service Études-Statistiques-Évaluation	<b>UD</b> Unité Départementale de la DRIEETS
<b>PEG</b> Plan d'Épargne Groupe	<b>SIA</b> Système d'Information de l'Apprentissage	<b>UNSA</b> Union Nationale des Syndicats Autonomes
<b>PEI</b> Plan d'Épargne Interentreprises	<b>SIDE</b> Système d'Information sur la Démographie d'Entreprises (Insee)	<b>URSSAF</b> Unions de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales
<b>PERCO</b> Plan d'Épargne Retraite Collectif	<b>SIP</b> Système d'Information sur les contrats de Professionnalisation	<b>VAE</b> Validation des Acquis de l'Expérience
<b>PERCOG</b> Plan d'Épargne Retraite Collectif Groupe	<b>SIR</b> Suivi Individuel Renforcé	
<b>PERCOI</b> Plan d'Épargne Retraite Collectif Interentreprises	<b>SIRENE</b> Système Informatique pour le Répertoire des ENtreprises et des Établissements (Insee)	
<b>PIB</b> Produit Intérieur Brut	<b>SI-RUPCO</b> Système d'Information sur les Ruptures Collectives de Contrats	
<b>PME</b> Petite ou Moyenne Entreprise	<b>SISP</b> Système d'Information du Service Public de l'Emploi	
<b>POE</b> Préparations Opérationnelles à l'Emploi		
<b>PSE</b> Plans de Sauvegarde de l'Emploi		

# Abonnez-vous aux publications de la DRIEETS d'Île-de-France

Retrouvez les publications du Service études, statistiques, évaluation sur <https://idf.drieets.gouv.fr/>

Les synthèses trimestrielles du marché du travail francilien vous présentent les données sur l'emploi, le marché du travail et les mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France.



2025

► [Synthèse thématique n°110 l'apprentissage en Île-de-France en 2023](#)

2024

► [Synthèse thématique n°112 profils comparés des salariés embauchés dans l'insertion par l'activité économique en France et en Île-de-France et situations comparées six mois après leur sortie](#)

► [Synthèse thématique n°111 portrait des bénéficiaires de prestations sociales d'insertion post crise sanitaire : conditions de travail et d'emploi](#)

► [Synthèse thématique n°109 la restauration en Île-de-France](#)

► [Synthèse thématique n°108 en Île-de-France, des dynamiques très inégales de la sinistralité au travail](#)

► [Synthèse thématique n°107 les bénéficiaires franciliens d'un contrat aidé non marchand sortis entre 2017 et 2021 : leur profil, le déroulement du contrat aidé et leur situation à la sortie](#)



2025

► [Synthèse trimestrielle emploi marché du travail 1<sup>er</sup> trimestre 2025](#)

Cet ouvrage a été réalisé par : **Le Service Études-Statistiques-Évaluation (SESE)** de la DRIEETS d'Île-de-France.

**Directeur de la publication** : Marc Rohfritsch, Directeur régional adjoint et chef du pôle Économie, Emploi, Solidarités (EES).

**Directeur de la rédaction** : David Hoyrup, Responsable du Service Études-Statistiques-Évaluation (SESE).

**Coordination** : Raphaël Djedjéro, Responsable de l'unité méthodologique statistique (SESE).

**Contributeurs** : Denise Bauer, Stéphanie Diby, Raphaël Djedjéro, David Hoyrup, Jérôme Lefranc, Véronique Macaire, Mathieu Malaquin, Magali Recoules, Marguerite Salaun, Carla Tafial.

**Service communication** : Laurence Grèze, Responsable du service communication (DRIEETS d'Île-de-France).  
Emmanuelle Vidaller, Assistance et budget (DRIEETS d'Île-de-France).

**Conception et mise en page** : Com1Pact.

**Illustrations** : Com1Pact - © 2025 iStockphoto LP.

N° ISSN : 2803-4880.

## Remerciements

Nos remerciements s'adressent à l'ensemble des services internes et externes à la DRIEETS d'Île-de-France pour la mise à disposition de leurs données.

# DRIEETS

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Économie,  
de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

21, rue Madeleine Vionnet - 93300 AUBERVILLIERS  
Service Études, Statistiques et Évaluation (SESE)  
DRIEETS-IDF.Statistiques@drieets.gouv.fr  
Tél. 01 70 96 15 75  
<https://idf.drieets.gouv.fr/>  
Retrouvez les actualités de la DRIEETS sur LinkedIn

